



Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ

Quebec Official Gazette

PUBLISHED BY AUTHORITY

PROVINCE DE QUÉBEC

PROVINCE OF QUEBEC

QUÉBEC, VENDREDI, 10 JUIN 1922.

QUEBEC, FRIDAY, 10TH JUNE, 1922.

AUX ANNONCEURS DANS LA GAZETTE TO ADVERTISERS IN THE OFFICIAL GAZETTE

CEUX qui transmettent des annonces pour être insérées dans la *Gazette Officielle* voudront bien se conformer aux règlements ci-dessous:

1. Adresser: l'Imprimeur du Roi, Québec.
2. Spécifier le nombre d'insertions.

TARIF DES ANNONCES :

Première insertion, 15c par ligne (mesure agate).

Insertions subséquentes, 5c par ligne (mesure agate).

La matière tabulaire est comptée double.

Traduction, 50c par 100 mots.

Gazette Officielle, par exemplaire, 30c.

Feuilles volantes, \$1.00 par douzaine.

Un acompte couvrant à peu près le montant de l'annonce est exigé pour la publication des documents qui ne doivent être insérés qu'une fois. Le surplus d'argent vous sera remis, s'il y a lieu.

Pour les avis qui doivent être publiés deux fois ou plus, le montant doit être payé sur réception de la facture, avant la deuxième publication,

PARTIES sending advertisements to be inserted in the *Official Gazette* will please observe the following rules:

1. Address: The King's Printer, Quebec.
2. Specify the number of insertions required.

ADVERTISING RATES:

First insertion, 15 cents per line (agate measure).

Subsequent insertions, 5 cents per line (agate measure).

Tabular matter at double rate.

Translation, 50 cents per 100 words.

Official Gazette, 30 cents per single number.

Slips, \$1.00 per dozen.

Notices which are to be inserted once only, are strictly payable in advance. Over payment, if any, will be refunded.

For notices which require two or more insertions, payment must be made upon reception of the account, before the second publication,

qui sera cancellée, si ces conditions n'ont pas été remplies.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi, le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la "Gazette Officielle" du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.

Les abonnés observeront aussi que le prix d'abonnement, \$7 par année, est invariablement payable d'avance, et que l'envoi de la Gazette sera arrêté à l'expiration de la période payée.

Quand les annonceurs veulent plus d'un exemplaire de la Gazette, ils doivent faire une remise en conséquence.

N. B.—Les chiffres au bas des avis ont la signification suivante :

Le premier chiffre est notre numéro d'ordre; le deuxième est celui de la livraison de la Gazette pour la première insertion; et le dernier chiffre accuse le nombre d'insertions.

Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur du Roi,
Ls-A. PROULX.

Hôtel du gouvernement.

1777

which will be cancelled, if above conditions have not been fulfilled.

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock noon, on Thursday, will not be published in the "Official Gazette" of the Saturday following, but in the next number.

Subscribers will also notice that the subscription of \$7 per annum, is invariably payable in advance, and that the Gazette will be stopped at the end of the period paid for.

When advertisers require more than one number of the Gazette, they must remit accordingly.

N.-B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first number is our document number; the second number, the Gazette number; and the last number, the number of insertions of the notice.

Notices published only once are only followed by our document number.

Ls-A. PROULX,
King's Printer.

Government House.

1778

Nominations

Il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, de faire les nominations suivantes:

Québec, le 13 mai 1922.

M. Lévi Tremblay, gentilhomme, de la cité de Montréal, juge de paix pour le district de Montréal.

M. Alexandre Lavigne, contracteur, d'Aylmer, comté de Hull, juge de paix pour le district de Hull.

M. Bernard Joshua Kaine, inspecteur des phares et des bouées, 48 rue d'Artigny, Québec, juge de paix pour le district de Québec.

MM. Zéphirin Dupuis, médecin et Wilfrid Gendreau, marchand, de Saint-Roch-de-l'Achigan, L'Assomption, juges de paix pour le district de Joliette.

Québec, le 19 mai 1922.

M. Alphonse Caron, gentilhomme, de Saint-Yvon, comté de Gaspé, juge de paix pour le district de Gaspé.

M. Ernest Drinkwater, ingénieur, de Saint-Lambert, comté de Chambly, juge de paix pour le district de Montréal.

Québec, le 20 mai 1922.

M. Edmond Robert, membre de l'Assemblée législative de Québec, Marieville, comté de Rouville, Québec, agent de colonisation et d'immigration pour la province de Québec.

M. Ovidia Aumais, de la ville de Valleyfield, Québec., géolier de la prison commune du district de Beauharnois. 2331

Arrêté en Conseil

CONSEIL EXECUTIF.

Québec, 31 mai 1922.

PRÉSENT: le lieutenant-gouverneur en Conseil. Il est ordonné que les noms suivants, à savoir:

Appointments

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, by and with the advice and consent of the Executive Council, to make the following appointments, viz:

Québec, May 13th, 1922.

Levi Tremblay, gentleman, of the city of Montréal, to be a justice of the peace for the district of Montréal.

Alexandre Lavigne, contractor, of Aylmer, county of Hull, to be a justice of the peace for the district of Hull.

Bernard Joshua Kaine, light and buoy inspector, 48 d'Artignystreet, Québec, to be a justice of the peace for the district of Québec.

Zéphirin Dupuis, doctor of medicine and Wilfrid Gendreau, merchant, of Saint-Roch-de-l'Achigan, L'Assomption, to be justices of the peace for the district of Joliette.

Québec, May 19th, 1922.

Alphonse Caron, gentleman, of Saint-Yvon, county of Gaspé, to be a justice of the peace for the district of Gaspé.

Ernest Drinkwater, engineer, of Saint-Lambert, county of Chambly, to be a justice of the peace for the district of Montreal.

Québec, May 20th, 1922.

Edmond Robert, member of the Legislative Assembly of Québec, of Marieville, county of Rouville, to be colonization and immigration agent for the Province of Québec.

Ovidia Aumais, of the town of Valleyfield, Que., to be jailer of the common goal of the district of Beauharnois. 2332

Order-in-Council

EXECUTIVE COUNCIL

Québec, May 31st, 1922.

PRESENT: the Lieutenant-Governor in Council. It is ordered that the following names, namely:

Saint-Henri, Lauzon, Sainte-Rose-de-Laval, Farnham, Magog, Coaticook, Lennoxville, East-Angus soient ajoutés au paragraphe 4 de l'arrêté en Conseil No 700, en date du 19 avril 1922, en vertu duquel des endroits ont été établis afin de permettre au constable ou à l'officier du revenu qui y est en fonction à ce moment de s'assurer si les dispositions de la loi des véhicules-moteurs ont été suivies.

2329 Le greffier du Conseil exécutif,
A. MORISSET.

Saint-Henri, Lauzon, Sainte-Rose-de-Laval, Farnham, Magog, Coaticook, Lennoxville, East-Angus be added to paragraph 4 of the Order in Council No. 700 dated the 19th of April, 1922, under which places have been established to allow the constable or revenue officer who is then stationed at such place to ascertain if the provisions of the Motor Vehicle Act have been observed.

2330 A. MORISSET,
Clerk of the Executive Council.

Lettres patentes

Letters patent

"Montreal Finance Corporation, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920 il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-neuvième jour d'avril 1922, constituant en corporation: Rosario Genest, avocat et conseil du roi, Reigner Brodeur et Auguste Mathieu, avocats, Armand Viau, sténographe, et Yvon Ducharme, comptable, tous de la cité et du district de Montréal, aux fins suivantes:

Souscrire, prendre, acquérir par achat, échange ou par un autre titre légal, détenir comme propriétaire absolu, en garantie collatérale ou autrement, vendre, garantir la vente, aussi céder, transférer ou autrement disposer ou trafiquer, d'hypothèques, réclamations, de contrats achetés et vendus, de titres et obligations de toute espèce et description, aussi d'obligations, de débetures, parts, actions et d'autres valeurs d'aucun gouvernement; d'aucune corporation municipale, scolaire, corporation ou compagnie bancaire, d'utilité publique, commerciale ou industrielle; offrir en souscription au public des actions, parts, obligations, débetures ou autres valeurs d'aucune corporation ou compagnie;

Promouvoir, organiser, administrer, développer aucune corporation ou compagnie;

Transiger et exercer un commerce général d'agence financière et de courtage, agir aussi comme agents et courtiers pour acheter, vendre, améliorer, développer et administrer aucune propriété, affaire ou entreprise;

De temps à autre solliciter ou acquérir par cession, transfert, achat ou autrement, avoir l'exercice, l'exécution, et la jouissance de licences, pouvoirs, autorités, franchises, concessions, droits ou privilèges qu'aucun gouvernement ou pouvoir, suprême municipal ou local, aucune corporation, aucun autre corps public peut accorder, d'édicter ou passer, et les payer, aider et contribuer à leur donner effet, employer aussi les actions, obligations et valeurs à en défrayer le coût, les frais et dépenses nécessaires;

Manufacturer, acheter, vendre et trafiquer de tous genres d'effets, denrées et marchandises;

Acheter, prendre à bail ou en échange, louer et autrement acquérir aucune propriété foncière et personnelle, que la compagnie croira nécessaires ou avantageux, aussi vendre, améliorer, administrer, développer, louer, aliéner, faire valoir et autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie de la propriété de la compagnie;

Acheter, louer ou autrement acquérir la totalité ou aucune partie du commerce, de la propriété, de la franchise, de l'achalandage, des droits et privilèges que détient ou dont jouit aucune personne, firme ou corporation exerçant aucun commerce que la compagnie est autorisée

"Montreal Finance Corporation, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty ninth day of April, 1922, incorporating: Rosario Genest, advocate and King's Counsel, Reigner Brodeur and Auguste Mathieu, advocates, Armand Viau, stenographer and Yvon Ducharme, accountant, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To subscribe for, underwrite, and acquire by purchase, exchange or other legal title and hold either absolutely as owner or by way of collateral security or otherwise, and to sell, guarantee the sale of and to assign, transfer or otherwise dispose of or deal in mortgages, claims, purchase and sale agreements, securities and obligations of every nature and description and also in bonds, debentures, stocks, shares and other securities of any government or municipal or school corporation or of any banking, public utility, commercial or industrial company or corporation;

To offer for public subscription any shares, stocks, bonds, debentures or other securities of any corporation or company;

To promote, organize, manage or develop any corporation or company;

To transact and carry on a general financial agency and brokerage business and to act as agents and brokers for the purchase, sale, improvement, development and management of any property, business or undertaking;

From time to time to apply for or acquire by purchase, assignment, transfer or otherwise, and to exercise, carry out and enjoy any license, power authority, concession, right or privilege which any government or authority, supreme, municipal or local, or any corporation or other public body may be empowered to enact, make or grant, and to appropriate any of the company's stock, bonds and assets to pay and defray the necessary costs, charges and expenses thereof;

To manufacture, buy, sell and deal in all kinds of goods, wares and merchandise;

To purchase, take on lease or in exchange, hire and otherwise acquire any real and personal property which the company may think necessary or desirable, and to sell, improve, manage, develop, lease, dispose of, turn to account and otherwise deal with all or any part of the company's property;

To purchase, lease or otherwise acquire the whole or any part of the business property, franchise, goodwill, rights and privileges held or enjoyed by any person or persons, firm or corporation carrying on any business which the company is authorized to carry on or possessed of

à exercer, ou en possession de biens convenant aux fins de la présente compagnie, et les payer en actions de la compagnie, entièrement ou partiellement libérées, privilégiées ou non, au pair, ou en obligations, en débetures ou avec d'autres valeurs de la compagnie, ou autrement, assumer aussi le passif d'aucune telle personne, firme ou corporation, exercer les droits, pouvoirs et privilèges d'aucune corporation dont le capital-actions est possédé par la présente compagnie, soit au nom de cette compagnie ou en son nom propre;

Prélever et aider à prélever de l'argent, aider au moyen de boni, prêts, promesse, endossement, garantie d'obligations, de débetures ou d'autres valeurs, ou autrement, aucune corporation ou compagnie, garantir aussi l'exécution des contrats par aucune telle compagnie, corporation ou personne avec laquelle on sera en affaires;

Rémunérer soit en argent, ou, avec l'assentiment des actionnaires, en parts entièrement ou partiellement acquittées, en obligations, débetures ou valeurs de la compagnie aucune personne, firme ou compagnie pour services rendus ou à être rendus en faisant souscrire, ou en garantissant la souscription d'aucune des actions du capital de la compagnie, de ses débetures, actions-obligations ou autres valeurs de la compagnie, ou dans et à l'occasion de sa formation, de son organisation, ou dans la gestion de ses affaires et payer avec les deniers de la compagnie aucunes autres dépenses préliminaires;

Vendre louer ou autrement disposer de la propriété et l'entreprise de la compagnie ou d'aucune partie d'icelles moyennant le prix que la compagnie estimera convenable, et spécialement pour des actions, débetures ou obligations d'aucune autre compagnie;

S'amalgamer avec aucune autre compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux énumérés aux présentes aux conditions dont on conviendra;

Distribuer aux actionnaires de la compagnie en nature aucune propriété de la compagnie, et particulièrement les actions, débetures ou valeurs d'autres compagnies appartenant à la corporation ou dont celle-ci peut disposer;

Faire toutes les choses précitées ou aucune d'icelles comme principaux, procureurs ou agents;

Faire toutes les autres choses qui se rattachent ou sont appropriées à la réalisation des objets précités, sous le nom de "Montreal Finance Corporation, Limited." Le fonds social de la compagnie consistera en trente mille (30,000) parts privilégiées cumulatives participatives à huit pour cent de cinquante piastres (\$50.00) chacune, et en trente mille (30,000) actions sans valeur nominale ou au pair, sujet à l'augmentation de ce capital-actions en vertu des dispositions de ladite loi; pourvu que lesdites actions sans valeur nominale ou au pair puissent être vendues par la compagnie à cinq piastres (\$5.00) par part ou pour un autre considération que les administrateurs de la compagnie estimeront équivalente.

Lesdites actions privilégiées cumulatives à huit pour cent participatives comporteront et seront sujettes aux préférences, priorités, droits, privilèges, restrictions et conditions ci-après mentionnés, à savoir:

1. Lesdites actions privilégiées comporteront une dividende cumulatif fixe sur le capital alors versé sur icelles, payable seulement avec les bénéfices nets de la compagnie légalement ap-

property suitable for the purposes of this company and to pay therefor in fully paid or partly paid up preference or non par value shares of the company or in the bonds, debentures or other securities of the company or otherwise and to undertake the liabilities of any such person, firm or corporation and to exercise the rights, powers and franchises of any corporation whose capital stock is owned by this company either in the name of such company or in its own name;

To raise and assist in raising money for and to aid by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities or otherwise, any corporation or company, and to guarantee the performance of contracts by any such company, corporation or by any other person or persons with whom the company may have business relations;

To remunerate, either in cash or with the approval of the shareholders in fully paid-up or partly paid-up stock, bonds, debentures or securities of the company any person, firm or corporation for services rendered or to be rendered to the company in connection with its incorporation, promotion or organization or in placing or assisting to place, or guaranteeing the placing of any of the shares of the company's capital or any debentures or other securities of the company, or in connection, with the conduct of the company's business and to pay any other preliminary expenses out of the company's funds;

To sell, lease or otherwise dispose of the property and undertakings of the company or any part thereof, for such consideration, as the company may think fit and in particular for shares, debentures, bonds or securities of any other company;

To amalgamate with any other company or companies having objects altogether or in part similar to those herein enumerated on such terms as may be agreed upon;

To distribute among the shareholders of the company in kind any property of the company and in particular any shares, debentures or securities in other companies belonging to the company or which the company may have power to dispose of;

To do all or any of the above things as principals, agents or attorneys;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects, under the name of "Montreal Finance Corporation, Limited". The capital stock of the company shall consist of thirty thousand (30,000) shares of eight per cent, cumulative participating preferred stock of fifty dollars (\$50,000) each, and thirty thousand (30,000) shares of no nominal or par value, subject to the increase of such capital stock under the provisions of the said Act; provided that the said shares without nominal or par value may be sold by the company at five dollars (\$5.00) per share or for such consideration as the directors of the company may deem to be of equivalent value;

The said eight per cent cumulative participating preferred shares shall carry and be subject to the preferences, priorities, rights, privileges, limitations and conditions hereinafter set forth that is to say:

1. That the said preferred shares shall carry a fixed cumulative dividend on the capital for the time being paid-up thereon, payable only out of the net profits of the company legally applicable

applicables au paiement des dividendes au taux de huit pour cent 8% par année, avant les actions sans valeur au pair de la compagnie, et conféreront le droit de recourir aux bénéfices des années subséquentes pour combler les dividendes déficitaires des années précédentes. Ces dividendes seront payables de la manière que les directeurs détermineront de temps à autre;

2. Lesdites actions privilégiées, après paiement annuel d'un dividende fixe de huit pour cent sur ces actions privilégiées ainsi que d'un dividende de quatre piastres (\$4.00) par part sur les actions émises sans valeur au pair de la compagnie, participeront avec les actions sans valeur au pair de la compagnie dans tout excédant de bénéfices à être distribués par la compagnie sous forme de dividendes pour aucune telle année. Le droit de participation des actions privilégiées s'exercera jusqu'à concurrence du quart d'un ou de plusieurs montants réservés ou alloués par les directeurs en aucune année, à fin de payer un dividende additionnel sur les actions émises de la compagnie, et ce dividende additionnel sur actions privilégiées sera déclaré et payé en même temps que le dividende additionnel sur les actions sans valeur au pair.

3. L'émission d'actions privilégiées, tel qu'ici prévue, sera et restera une charge sur l'actif de la compagnie prenant rang avant les réclamations des actions sans valeur au pair ou des porteurs d'icelles, de telle sorte que, advenant liquidation par ventilation de la compagnie, ou liquidation de ses affaires ou de son actif, ou partage des bénéfices ou de l'actif entre actionnaires, les porteurs des actions privilégiées, entre eux-mêmes et les porteurs d'actions sans valeur au pair (et avant que les porteurs d'actions sans valeur au pair soient servis), auront droit au paiement de la totalité de leurs actions au pair, avec les dividendes fixes en souffrance, mais n'auront pas droit de participer davantage ou de partager dans l'actif ou les profits, et, seront entre eux et les porteurs d'actions sans valeur au pair dans la situation de créanciers de la compagnie dont les réclamations doivent être soldées après paiement de toutes autres dettes de la compagnie, par préférence et priorité sur les paiements à faire aux porteurs d'actions sans valeur au pair ou à l'occasion d'iceux, mais uniquement à même l'actif de la compagnie et sujet aux droits antérieurs de tous autres créanciers à être d'abord payés en entier;

4. Les porteurs d'actions privilégiées n'auront aucun droit de vote en vertu d'icelles ou en rapport avec icelles, et tous les droits de vote seront exercés par les porteurs d'actions sans valeur au pair qui en auront la jouissance, mais seulement jusqu'à une époque où les dividendes sur actions privilégiées tel qu'ici prévu, auront été en souffrance pendant trois périodes semi-annuelles; auquel cas, les porteurs des actions privilégiées auront droit d'exercer leurs pleins droits de vote proportionnellement, action pour action, avec les porteurs d'actions sans valeur au pair de la compagnie. Sur paiement en tout temps de tous les dividendes en souffrance des actions privilégiées, les porteurs d'icelles seront de nouveau privés de leurs droits de vote en vertu d'icelles, et les porteurs d'actions sans valeur au pair de la compagnie exerceront seuls les droits de vote et les privilèges à l'exclusion des actionnaires privilégiés; et ainsi de suite périodiquement à chaque défaut de servir les dividendes des actions privilégiées pendant le même laps de temps de trois périodes semi-annuelles précitées;

5. A chaque augmentation du capital de la compagnie faite selon les tenues de la loi ou des

to the payment of dividends at the rate of eight per cent 8% per annum in priority to the non-par value shares of the company, and shall confer the right to resort to the profits of subsequent years to make up any deficiency in dividends of preceding years. Such dividends shall be payable as the directors may from time to time determine;

2. The said preferred shares shall after the payment in any year of a fixed dividend of eight per cent on such preferred shares and a dividend of four dollars (\$4.00) per share on the issued non-par value shares of the company, participate with the non-par value shares of the company in any surplus profits which may be distributed by the company in the form of dividends in any such year. The right of participation for the preferred shares shall be to the extent of one-quarter of any amount or amounts set aside or allocated by the directors in any year for the purpose of paying an additional dividend on the issued shares of the company, and such additional dividend on the preferred shares shall be declared and paid at the same time as the additional dividend on the non-par value shares;

3. The issue of preferred shares as herein provided for shall become and remain a lien on the assets of the company superior to any claim or claims of the non-par value shares or the holders thereof, so that on any liquidation or winding-up of the company or the liquidation of its business or assets or on any division of profits or assets among the shareholders, the holders of the preferred shares as between themselves and the holders of the non-par value shares (and before the holders of the non-par value shares shall receive anything) shall be entitled to payment for their shares in full at par, together with any fixed dividends thereon remaining unpaid, but shall have no right to any further participation or share in such assets or profits and shall also as between themselves and the holders of the non-par value shares have the standing of creditors of the company whose claims shall be paid after satisfaction of all other indebtedness of the company and in preference and priority to any payments to the holders of the non-par value shares for or on account of the same, but only out of the assets of the company and subject to the prior rights of all other creditors to be first paid in full;

4. The holders of the preferred shares shall not have any voting rights thereon or in connection therewith, and all voting rights shall be exercised and enjoyed by the holders of the non-par value shares of the company only until such time as dividends on the preferred shares as herein provided have remain unpaid for three half yearly periods. In that event the holders of the preferred shares shall be entitled to exercise full voting rights thereon and ratiably share for share with the holders of the non-par value shares of the company. Upon payment at any time of all dividends in arrears on the preferred shares the holders thereof shall again be deprived of their voting rights thereon and the holders of the non-par value shares of the company shall alone have and exercise voting rights and privileges and to the exclusion of the holders of the preferred shares, and so from time to time in the case of any further default in payment of dividends on the preferred shares and for a like period of three half yearly periods as hereinabove referred to;

5. On any increase in the capital stock of the company made in accordance with the provisions

lois y applicables, d'autres émissions d'actions privilégiées peuvent être faites et autorisées avec droits et privilèges similaires et en vertu de lettres-patentes supplémentaires accordées en rapport avec cette augmentation de capital, la totalité ou aucune partie de cette émission supplétion d'actions privilégiées peut être rangée et sur déclaration, prendra rang, toutes choses égales, avec les actions privilégiées à être émises sous l'autorité des présentes lettres patentes;

6. Les règlements de la compagnie s'appliqueront à, et régiront, toutes matières relatives aux actions privilégiées, sauf tel qu'autrement prévu dans les présentes.

Le bureau principal de la compagnie, sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-neuf avril 1922.

Le sous-secrétaire de la province,
2317 C.-J. SIMARD.

"J. A. Désy, Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du premier mai 1922, constituant en corporation: Joseph-Arthur Désy, négociant, Berthe Désy, fille majeure, comptable, et Louis Limoges, expéditeur, tous de Montréal, dans les buts suivants:

Acheter, fabriquer, manufacturer et vendre les sucreries, bonbons, chocolats, pâtisseries, biscuits, friandises, confitures, conserves, sirops, liqueurs, gelées, marmelades, épices, condiments, pâtes alimentaires, essences, huiles, beurres, mélasses, fromages, graisses et autres produits du même genre ainsi que toutes marchandises et produits quelconques;

Acheter et vendre, importer et exporter, moulin et préparer les thés et cafés, et toutes espèces d'épices ou condiments, la chicorée ainsi que toutes espèces de céréales ou légumes;

Acheter et vendre, importer et exporter toutes espèces de fruits, légumes, céréales et grains, les moulin et préparer et généralement leur faire subir toutes espèces de transformations de nature à en rendre la vente plus facile ou l'usage plus utile;

Acheter, fabriquer, faire et manufacturer et vendre des parfums, lotions, eaux de toilette, poudres, poudre de talc, des crèmes, liquides, semi-liquides ou solides, des dentifrices, des élixirs, des savons et généralement fabriquer et vendre toutes ces espèces de produits hygiéniques parfumés ou non parfumés servant ou pouvant servir pour des fins de toilette;

Acheter et vendre, fabriquer et raffiner des glycerines, shellacs, vernis, savons, chandelles, parfums, articles de toilette des huiles, des articles et des matières résineuses, savonneuses, saponifiantes et saponifiables et tous autres produits et sous-produits semblables ou se rapportant à ceux ci-dessus énumérés;

Acheter, fabriquer et vendre toutes et chacune des matières premières, produits ou sous-produits nécessaires ou utiles, à la fabrication des parfums, lotions, eaux de toilette, poudres, poudre de talc, crèmes, dentifrices et généralement de toutes espèces de produits hygiéniques parfumés ou non servant ou pouvant servir pour des fins de toilettes et généralement toutes et chacune des matières premières servant ou pouvant servir à la fabrication ou à la conservation de tous et de chacun des objets et articles énumérés ci-dessus;

Acheter, cultiver, produire et vendre toutes

of the Act or Acts applicable thereto further issues of preferred shares may be made and authorized with similar rights and privileges and under the supplementary letters patent issued in connection with any such increase in capital, the whole or any part of such further issue of preferred shares may be declared to rank and if so declared the same shall rank pari passu with the preferred shares to be issued under the authority of these letters patent;

6. The by-laws of the company shall apply to and govern all matters that may arise in respect to the preferred shares save as herein otherwise expressly provided.

The head office of the company, will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the provincial Secretary, this twenty ninth day of April, 1922.

C.-J. SIMARD,
2318 Assistant Provincial Secretary.

"J. A. Désy, Limitée".

Notice is hereby given that under Part I of Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of May, 1922, incorporating: Joseph Arthur Désy, merchant, Berthe Désy, spinster of age and accountant, and Louis Limoges, shipper, all of the city of Montreal, for the following purposes:

To buy, fabricate, manufacture and sell sweets, candies, chocolates, pastries, biscuits, dainties, preserves, canned goods, syrups, liquors, jellies, jams, spices, condiments, alimentary pastes, extracts, oils, butter, molasses, cheese, fats and other products of the same kind as well as all merchandise and products whatsoever;

To buy and sell, import and export, grind and prepare teas and coffees, and all kinds of spices and condiments, chicory and all other cereals and vegetables;

To buy and sell, import and export all kinds of fruit, vegetables, cereals and grain, grind and prepare the same and generally to pass them through any process of transformation so as to render them more easily merchantable or more useful;

To buy, fabricate, make and manufacture and sell perfumes, lotions, toilet waters, powders, talcum powders, creams, liquids, semi-liquids or solids, tooth pastes, elixirs, soaps and generally manufacture and sell all kinds of perfumed and unperfumed health products used or capable of being used for toilet purposes;

To buy and sell, manufacture and refine glycerines, shellacs, varnishes, candles, perfumes, toilet articles, oils, oleaginous, soapy, saponifying and saponifiable matters and all other products and by-products similar or incidental to the above products;

To buy, manufacture and sell all and any of the raw materials, products or by-products necessary or useful for the manufacturing of perfumes, lotions, toilet waters, powders, talcum powders, creams, tooth pastes and generally all kinds of perfumed and unperfumed health products used or capable of being used for toilet purposes, and generally all and any of the raw products used or capable of being used in the manufacture or the preserving of all and any of the aforesaid objects and articles;

To buy, cultivate, produce and sell all kinds

de fleurs, plantes oléagineuses ou parfumées, servant ou pouvant servir à la fabrication des parfums et de tous et de chacun des objets ci-dessus énumérés;

Acheter, fabriquer et vendre toutes installations, machines, machineries, outils, bouilloires, alambics, réservoirs et généralement tout le matériel, les machines et outils et ustensils employés nécessaires ou utiles à la fabrication des parfums, lotions, eaux de toilette, crèmes, poudres, poudre de talc, dentifrices, elixirs et savons et généralement acheter, vendre et fabriquer tous et chacun des objets outils et machines, vaisseaux et ustensils nécessaires ou utiles à la fabrication ou la conservation ou à la mise en vente de tous et de chacun des objets ci-dessus mentionnés;

Acheter, vendre, exporter et importer, tous et chacun des produits ci-dessus énumérés et autres semblables et de même acheter, vendre, exporter et importer toutes et chacune des matières premières quelconques employées dans la fabrication de tous et de chacun des produits déjà mentionnés ou utilisables pour les fins de la présente entreprise;

Exploiter l'industrie de la parfumerie dans toutes ses branches et fabriquer, acheter, vendre, importer et exporter, faire le commerce en général en gros et en détail de toutes matières quelconques employées dans la fabrication des parfums et de tous et de chacun des objets, articles et produits déjà mentionnés ou utilisables pour les fins de la présente entreprise;

Acheter et vendre, importer et exporter toutes espèces d'outils, ustensils de ménage, machines et machineries et généralement toutes espèces d'objets en fer ou en cuivre en aluminium ou en acier ou en toutes espèces de métal quelconques et généralement faire en gros et en détail le commerce de la quincaillerie dans toutes ses branches;

Acheter et vendre, importer et exporter toutes espèces d'accessoires électriques, lampes et lampadaires, et généralement toutes espèces d'appareils électriques y compris les fils et généralement tous les accessoires nécessaires ou en usage dans l'exploitation du commerce des accessoires électriques;

Exploiter toutes ou chacune des industries ci-dessus mentionnées; pareillement exploiter tous et chacun des commerces ci-dessus énumérés et acheter, vendre, fabriquer, importer et exporter et faire le commerce en général, en gros et en détail des sucreries, bonbons, chocolats, pâtisseries, biscuits, friandises, confitures, conserves, sirops, liqueurs, gelées, marmelades, épices, condiments, pâtes alimentaires, essences, huiles, beurres, melasses, fromages, graisses, miels, fruits, légumes, céréales et grains, parfums, lotions, eaux de toilette, poudres, poudres de talc, crèmes, dentifrices, elixirs, et savons et généralement toutes espèces de produits et sous-produits et matières premières nécessaires ou utiles à la fabrication, à la conservation ou à la mise en vente des objets ci-dessus mentionnés et généralement de tous produits et matières quelconques employés dans la fabrication des produits déjà mentionnés ou utilisables pour les fins de la présente entreprise;

Acheter et vendre, acquérir et cultiver et exploiter des plantations de thés et de cafés et toutes espèces de fleurs et plantes oléagineuses ou parfumées et généralement faire et exploiter toutes espèces de cultures et plantations nécessaires ou utiles pour les fins de la présente entreprise;

Acheter et vendre, acquérir, cultiver et exploiter toutes espèces de plantations de légumes ou

of oleaginous or perfumed plants used or capable of being used in the manufacture of perfumes and of all and any of the aforementioned objects;

To buy, manufacture and sell all installations, machines, machinery, tools, boilers, alambics, reservoirs, and generally all the equipment, machinery and tools and utensils used in and necessary or useful for the manufacture of perfumes, lotions, toilet waters, creams, powders, tooth pastes, elixirs and soaps and to generally buy, sell and manufacture all and any of the objects, tools and machinery, vessels and utensils necessary or useful for the manufacture or the preserving or the placing on the market of all or any of the aforementioned objects;

To buy, sell, export and import all or any of the above products and other similar products and to buy, sell and export all and any of the raw materials whatsoever used in the manufacture of all and any of the aforementioned products or capable of being used for the purposes of the present company;

To carry on the perfume business in all branches thereof and to manufacture, buy, sell, import and export and generally deal wholesale and retail in all products whatsoever used in the manufacture of perfumes and of all and any of the objects, articles and products mentioned above or capable of being used for the purposes of the present company;

To buy and sell, import and export all kinds of tools, kitchen utensils, machines and machinery and generally all kinds of iron, copper, aluminium or steel wares or wares made of any other metal whatever and generally to carry on a wholesale and retail hardware business in all branches thereof;

To buy, and sell, import and export all kinds of electric accessories lamps and electroliers and generally all kinds of electric appliances including wires and generally all the accessories necessary or used in the exploitation of an electric supplies business;

To carry on all and any of the aforementioned businesses; likewise to carry on all and any of the aforementioned trades and to buy, sell, manufacture, import and export and deal wholesale and retail in sweets, candies, chocolates, pastries, biscuits, dainties, preserves, canned goods, syrups, liquors, jellies, jams, spices, condiments, alimentary pastes, extracts, oils, butter, molasses, cheese, fats, honey, fruit, vegetables, cereals and grain, perfumes, lotions, toilet waters, powders, talcum powders, creams, tooth oases, elixirs and soaps, and generally all kinds of products and by-products and raw materials necessary or useful for the manufacture and preserving or putting on the market of the aforementioned objects and generally all products and materials whatsoever used in the manufacture of the above products or capable of being used for the purposes of the present company;

To buy, and sell, acquire and cultivate and exploit tea and coffee plantations and plantations of flowers and oleaginous or perfumed plants and generally to do and exploit all kinds of cultures and plantations necessary or useful for the purposes of the present undertaking;

To buy and sell, acquire, cultivate and exploit all kinds of plantations of vegetables and cereals

céréales servant ou pouvant servir à la préparation ou à la mise en vente des thés et cafés;

Acheter et vendre, importer et exporter généralement faire en gros et en détail le commerce des thés et cafés, de la chicorée et de toutes autres légumes ou céréales et généralement de tout produit servant ou pouvant servir à la préparation des thés et cafés à leur conservation ou à leur mise en vente;

Acheter et vendre, fabriquer, importer et exporter toutes espèces d'outils, ustensiles, machines, machineries, batteries moteurs, servant ou pouvant servir à l'exploitation du commerce des accessoires électriques;

Acheter et vendre, fabriquer et manufacturer, importer et exporter toutes espèces de tissus en laine, en toile ou en soie et généralement faire le commerce en gros et en détail, importer et exporter toutes espèces de tissus, étoffes, draps, toiles, cotons, fils, soies, et dentelles;

Acheter et vendre, acquérir, cultiver et exploiter des plantations de lin et de chanvre et de toutes autres plantations quelconques servant ou pouvant servir à l'exploitation de la présente entreprise;

Exploiter dans toutes ses branches l'industrie de la toilerie, de la draperie, et de la cotonnerie;

Exploiter dans toutes ses branches l'industrie de la chapellerie, mercerie et bonneterie;

Faire le commerce en gros et en détail des hardes, habits, costumes et nouveautés tant pour hommes que pour femmes et enfants et aux fins ci-dessus, acheter et vendre, importer et exporter toutes marchandises, articles et effets nécessaires ou utiles;

Acheter et vendre importer et exporter et généralement faire le commerce en gros et en détail des poteries, porcelaines et faïences;

Acheter et vendre, importer et exporter et généralement faire le commerce en gros et en détail de la quincaillerie, de la coutellerie, de l'outillerie, de la serrurerie, de la ferblanterie, des peintures et vernis, de la tapisserie, du ciment et généralement de tous objets, articles et ustensils en fer, en acier, en aluminium ou en tous autres métaux et même en bois;

Acheter et vendre, importer et exporter et généralement faire le commerce en gros et en détail de toutes espèces de matériaux de constructions;

Acheter et vendre, importer et exporter et généralement faire le commerce en gros et en détail et exercer l'industrie de la plomberie et de la tuyauterie; acheter et vendre poser et réparer, toutes espèces d'ouvrages de plomberie et de tuyauterie ainsi que toutes espèces de systèmes

Acheter et vendre importer et exporter et généralement faire le commerce en gros et en détail des soies et de toutes espèces de vêtements, sous-vêtements, articles et objets en soies. Exercer dans toutes ses branches l'industrie de la soierie, faire la culture du ver à soie, la préparation du coton et le tissage de la soie;

Acheter et vendre, importer et exporter et généralement faire le commerce en gros et en détail des antiquités et de tous objets, marchandises ou effets ayant un caractère ou pouvant avoir un caractère d'antiquité;

Acheter et vendre, importer et exporter et généralement faire le commerce en gros et en détail de tous objets d'art, sculptés ou fondus, des peintures et tableaux et généralement de tous objets ou articles ayant un caractère artistique;

Exercer et exploiter tous et chacun des commerces et industries ci-dessus énumérés et à ces fins acheter et vendre, importer et exporter toutes espèces de matières premières, produits et sous-produits servant ou pouvant servir à la

used or capable of being used for the preparation of placing on sale of teas and coffees;

To buy and sell, import and export and generally deal wholesale and retail in teas and coffees, chicory and in all other vegetables and cereals and generally in all products used or capable of being used in the preparation of teas and coffees or their preserving or placing on sale;

To buy and sell, manufacture, import and export all kinds of tools, utensils, machines, machinery, batteries, motors used or capable of being used for the exploitation of an electric supplies business;

To buy and sell, fabricate, and manufacture, import and export all kinds of wool, cotton or silk textiles and generally deal wholesale and retail, import and export all sorts of textiles, issues, cloth, linens, cottons, threads, silks and laces;

To buy and sell, acquire, cultivate and exploit flax and hemp plantations and any other plantations whatever used or capable of being used for the exploitation of the present undertaking;

To carry on in all its branches the linen, clothing and cotton business;

To carry on in all its branches the hat, haberdashery and millinery business;

To deal wholesale and retail in clothing, wearing apparel, costumes and dry goods for men, women and children and for the above purposes, to buy and sell, import and export any necessary or useful merchandise, goods and wares;

To buy and sell, import and export and generally deal wholesale and retail in pottery, porcelain and enamels;

To buy and sell, import and export and generally deal wholesale and retail in hardware, cutlery, tools, locks, tinwares paints and varnishes, wall papers, cement and generally in all goods, wares and utensils made of iron, steel and aluminum or of any other metals and even of wood;

To buy and sell, import and export and generally deal wholesale and retail in all kinds of building materials;

To buy and sell, import and export and generally deal wholesale and retail and carry on the business of plumbers and pipe fitters; buy and sell, lay and repair all kinds of plumbing and pipe fitting works and all kinds of steam heating plants;

To buy and sell, import and export and generally deal wholesale and retail in silks and all kinds of wearing apparels, underwear, silk articles and objects. To carry on in all its branches the silk business, cultivate the silk worm, prepare cotton and silk textiles;

To buy and sell, import and export and generally deal wholesale and retail in antiques and in all goods, merchandise and wares having or calculated to have a character of antiquity;

To buy and sell, import and export and generally deal wholesale and retail in all objects of art, carved or moulded, paintings and tableaux and generally in all objects or articles of an artistic character;

To exercise and carry on all and any of the foregoing trades and businesses and to that end to buy and sell, import and export all kinds of raw materials, products and by-products used or capable of being used for the manufacture,

fabrication, à la vente, à la mise en vente ou à la conservation de tous et de chacun des objets ci-dessus énumérés ou pouvant servir à l'exploitation de tous et de chacun des commerces ou industries ci-dessus énumérés;

Acheter, construire, louer, sous-louer tous biens meubles et immeubles, selon que la compagnie le jugera à propos et en disposer de toute façon et pour toutes fins;

Agir comme agent à commission, consignataires, représentant ou fondé de pouvoirs de toute Compagnie, société ou personne trafiquant en semblables matières;

Faire généralement le commerce d'importateurs et d'exportateurs de toutes espèces de marchandises quelconques et agir comme agent à commission, consignataire, représentant ou fondé de pouvoirs de toute maison de commerce, compagnie, société ou personne faisant affaires à l'étranger et comme tel acheteur et vendre, importer et exporter toutes espèces de marchandises qui peuvent être importés en Canada ou en être exportés. Engager des sous-agents et correspondants et ouvrir des salles d'échantillons;

Acheter, louer, posséder, vendre et utiliser, tous brevets d'invention, concessions, procédés, recettes et renseignements secrets applicables aux objets ci-dessus énumérés et mentionnés ou à l'un d'eux, ou aux machines, outillages servant à la fabrication, à la culture, ou à l'exploitation des produits ci-dessus mentionnés ou de l'un d'eux;

Acheter, arrenter ou autrement acquérir en bloc ou en partie le fonds de commerce et marchandises, machines, machineries et outillages, cultures et plantations, comptes recevables, clientèles, franchises, droits et privilèges de toute société, corporation ou personne exploitant un commerce ou une industrie ou une culture ou plantation se rattachant à l'un quelconque des objets ci-haut définis;

Se fusionner avec toute autre société, corporation ayant des objets semblables ou connexes et conclure avec telle société ou corporation ou personne toutes conventions quelconques concernant l'exploitation de la présente entreprise;

Payer avec des parts ou actions libérées le prix d'achat ou la valeur de l'avoit de toute autre personne, société ou corporation, et les droits, titres et intérêts qu'elle pourrait acquérir;

Faire, tirer, accepter, endosser, excompter et exécuter tous chèques, billets, lettres de change, mandats et choses nécessaires ou utiles pour l'accomplissement des fins ci-dessus, sous le nom de "J. A. Désy. Limitée", avec un capital total de quatre-vingt-dix-neuf mille piastres (\$99,000.00), divisé en neuf cent quatre-vingt-dix (990) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie, sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce premier jour de mai 1922.

Le sous-secrétaire de la province,

2335 C.-J. SIMARD.

"Quebec Hardwoods, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du onzième jour de mai 1922, constituant en corporation: Michael Arthur Phelan, avocat et conseil du roi, Charles Stuart LeMesurier, avocat, de la cité de Westmount; Robertson Fleet, avocat, de la cité de Montréal, aux fins suivantes:

Manufacturer, acheter, vendre ou autrement

sale, placing on sale or the preserving of all and any of the aforementioned objects or capable of being used for the exploitation of all and any of the above trades and businesses:

To buy, construct, lease and sub-let any moveable and immoveable property as the company may think fit and to dispose of the same in any way and for any purpose;

To act as commission agents, consignees, representatives or attorneys of any company, partnership or person dealing in similar products;

To generally carry on the business of importers and exporters of all kinds of merchandise whatever and to act as commission agents, consignees, representatives and attorneys of any business house, company, partnership or person carrying on business in foreign countries and as such to buy, and sell, import and export all kinds of merchandise which may be imported into Canada or exported therefrom. To hire sub-agents and correspondents and to open sample rooms:

To buy, lease, possess, sell and utilize any patents of invention, concessions, processes and secret informations applicable to the above mentioned and enumerated objects or to any of them or to the machines, equipment used in the manufacture, cultivation or the exploitation of the above mentioned products or any of them;

To buy, rent, or otherwise acquire in whole or in part the stock in trade, merchandise, machines, machinery and equipment, crops and plantations credits, goodwill, franchises, rights and privileges of any partnership, corporation or person carrying on a business or trade or a cultivation or plantation incidental to any of the above enumerated objects;

To amalgamate with any partnership, corporation having similar or germane objects and to enter into any agreements with any such partnership or corporation or person respecting the carrying on of the present undertaking;

To pay with paid up stock or shares the purchase price or value of the assets of any other person, partnership or corporation and the rights, titles and interests it may acquire;

To draw, make, accept, endorse, discount and execute any cheques, notes, bills of exchange, warrants and instruments necessary or useful for the attainment of the aforesaid objects, under the name of "J. A. Désy. Limitée", with a total capital stock of ninety nine thousand (\$99,000.00) dollars, divided into nine hundred and ninety (990) shares of one hundred (\$100.00) dollars each.

The head office of the company, will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this first day of May, 1922.

C. J. SIMARD,

2336 Ass tant Provincial Secretary.

"Quebec Hardwoods, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of May, 1922, incorporating: Michael Arthur Phelan, advocate and King's Counsel, Charles Stuart LeMesurier, advocate, of the city of Westmount; Robertson Fleet, advocate, of the city of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, buy, sell or otherwise acquire,

acquérir, trafiquer et disposer d'effets, denrées et marchandises de toute catégorie et description, y compris, mais sans limitation, le bois de charpente, le bois de construction, les produits ligneux ainsi que tous les produits et dérivés d'iceux

Rechercher les minéraux, acquérir par achat ou autrement, aussi administrer, développer, exploiter, vendre et louer ou autrement trafiquer et disposer de mines, concessions minières et permis d'extraction, aussi fondre, traiter, épurer et disposer des produits miniers;

Acheter, détenir, vendre ou autrement acquérir trafiquer et disposer de terres, peuplements forestiers, droits de coupe, lots de grève, privilèges hydrauliques, de pouvoirs, droits, et intérêts afférents, aussi les bâtir, développer, cultiver et autrement améliorer et utiliser;

Se livrer à une industrie forestière générale;

Construire, acquérir, posséder, gérer, affréter, exploiter, nolisier et louer toutes espèces de vaisseaux, bateaux, remorqueurs et barges nécessaires aux objets de la compagnie, aussi louer, transporter les marchandises, le fret, les passagers moyennant compensation et généralement faire affaires comme compagnie d'élevateur, de navigation, de transport par terre, par eau et air;

Acquérir par achat, louage ou autrement, construire, améliorer, entretenir, exploiter, gérer, exécuter ou contrôler des chemins, routes, voies latérales ou d'évitement, des parts, réservoirs, cours d'eau, quais, manufactures, entrepôts, usines électriques, ateliers, magasins ainsi que d'autres structures et commodités qu'on croira susceptibles directement ou indirectement de procurer les intérêts de la compagnie, aussi contribuer à, subventionner ou autrement aider ou prendre part à leur construction, amélioration, entretien, exploitation, administration, exécution ou contrôle, pourvu que les voies d'évitement ou latérales soit situées sur la propriété de la compagnie;

Solliciter et maintenir, enrégistrer, louer, acquérir, détenir, vendre, louer, aliéner et accorder des permis y relatifs, ou autrement faire valoir les brevets d'invention, améliorations ou procédés marques ou noms de commerce ainsi que les choses semblables ou utiles à aucune des fins de la compagnie;

Conclure des conventions avec les autorités municipales, locales ou autres qui sembleront avantageuses pour les fins de la compagnie ou l'une quelconque desdites fins, et obtenir de ces dites autorités tous les droits, privilèges et concessions que la compagnie jugera désirables, et exercer, exécuter et se conformer à ces dites conventions, droits, privilèges et concessions;

Acheter la totalité ou aucune partie, comprenant l'achalandage ou l'entreprise de la compagnie, de la propriété, de l'actif, des privilèges, contrats et droits, assumer les obligations et le passif d'aucune compagnie ou personne exerçant aucune industrie que la présente compagnie est autorisée à exercer ou en possession de biens ou d'autres valeurs convenant aux fins de la compagnie, les payer totalement ou partiellement en argent, en obligations, en débetures, ou avec des actions entièrement payées et non sujettes à appel de la compagnie;

Louer, vendre, améliorer, administrer, développer, échanger, faire valoir ou autrement disposer d'aucune partie ou de la totalité des propriétés et de l'actif de la compagnie moyennant le prix que la compagnie croira convenable, y compris des actions, débetures ou valeurs d'aucune autre compagnie;

Faire aucune convention pour le partage des

deal in and dispose of goods, wares and merchandise of every kind and description, including but not limited to, all kinds of lumber, timber and products of the forest and all products and by-products thereof;

To mine for minerals, to acquire by purchase or otherwise, and to manage develop, operate, sell and lease or otherwise deal with and dispose of mines and mining claims and licenses and to smelt, treat, refine and deal with the products of the mine;

To buy, hold, sell or otherwise acquire, in deal and dispose of lands, timber limits or licenses, water lots, water privileges and powers, rights and interest therein, and to build upon, develop, cultivate and otherwise improve and utilize the same;

To carry on a general lumbering business;

To construct, acquire, own, manage, charter, operate, hire and lease all kinds of vessels, boats, tugs and barges necessary for the purposes of the company, and to tow, carry goods, freight and passengers for hire and generally to carry on the business of an elevator, navigation and transportation company by land, water and air;

To acquire by purchase, lease or otherwise and to construct, improve, maintain, work, manage, carry out or control any roads, ways, branches or sidings, bridges, reservoirs, watercourses, wharves, manufactories, warehouses, electric works, shops, stores and other works and conveniences which may seem calculated directly or indirectly to advance the company's interests, and to contribute to, subsidize or otherwise assist or take part in the construction, improvement, maintenance, working, management, carrying out or control thereof, provided however that all such branches and sidings be situated on the property of the company;

To apply for and maintain, register, lease, acquire, and hold, or to sell, lease and dispose of and grant licenses in respect of, or otherwise turn to account any patents of invention, improvements or processes, trade-marks, trade-names and the like necessary or useful for any of the purposes of the company;

To enter into arrangements with any governments or authorities, supreme, municipal, local or otherwise that may seem conducive to the company's objects, or any of them, and to obtain from such government or authority any rights, privileges and concessions, which the company may think desirable to obtain, and to carry out, exercise and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions;

To purchase all or any part, including the goodwill of the business or undertaking or the property or assets, privileges, contracts and rights, and to assume the obligations and liabilities of any company, person or persons, carrying any business which this company is empowered to carry on or possessing any property or other assets suitable for the company's purposes, and to pay for the same wholly or partly in cash, bonds, debentures or fully paid and non-assessable shares of the company;

To lease, sell, improve, manage, develop, exchange, turn to account or otherwise dispose of any or all of the properties and assets of the company for such consideration as the company may deem fit, including shares, debentures or securities of any other company;

To enter into any arrangement for sharing of

bénéfices, l'union des intérêts, la coopération, le risque mutuel, la concession réciproque ou autre avec aucune personne ou compagnie exerçant, se livrant à, sur le point d'exercer ou de se livrer à aucun commerce ou genre d'affaires que la compagnie est autorisée à exercer ou auquel elle peut se livrer et s'amalgamer avec aucune telle compagnie;

Souscrire, acheter, prendre en échange ou en paiement ou autrement acquérir, détenir et posséder, et durant possession, exercer tous les droits, pouvoirs et privilèges des débiteurs et possesseurs, recevoir et distribuer en bénéfices, dividendes et intérêts, garantir et vendre, avec ou sans garantie, et autrement disposer et trafiquer des actions, obligations, débiteurs, actions, hypothécaires, ou autres valeurs d'une ou plusieurs autres compagnies, et établir, promouvoir ou autrement aider une ou plusieurs autres compagnies;

Distribuer aux actionnaires de la compagnie en nature aucune propriété de la compagnie, et particulièrement les actions, obligations, débiteurs, ou les autres titres d'aucune autre compagnie;

Organiser une ou plusieurs compagnies pour acquérir la totalité ou aucune partie de la propriété et du passif de la compagnie, ou pour aucun autre objet paraissant propre directement ou indirectement à profiter à la compagnie;

Prêter de l'argent aux personnes ou compagnies en relations d'affaires avec la corporation, garantir aussi l'exécution des contrats, obligations ou entreprises d'aucune autre compagnie ou personne dans lesquelles la compagnie est intéressée, y compris le paiement des dividendes, l'intérêt sur obligations, débiteurs, actions-hypothécaires, ou sur autres titres, hypothèques ou obligations d'aucune telle compagnie ou personne aux termes, conditions et pour la garantie, s'il en est, que la compagnie croira avantageux, accepter aussi en garantie de ces prêts toute garantie qui sera offerte par cette compagnie ou personne, y compris les actions, bons, débiteurs, actions-hypothécaires, hypothèques, gages, dépôts ou autres valeurs de telles autres compagnies, ou sur les propriétés de ces personnes ou compagnies;

Fonder et sustenter, aider à fonder et sustenter des associations, institutions, fonds, fiduciaires et commodités propres à profiter aux employés ou aux ex-employés de la compagnie aux dépendants ou parents de ces personnes, accorder des pensions et allowances, faire des paiements d'assurance, les souscrire ou garantir de l'argent pour fins charitables ou bienveillantes, pour des expositions, pour des objets d'utilité publique, générale;

Rémunérer une ou plusieurs personnes ou corporations pour services rendus ou à être rendus en faisant souscrire, aidant à faire souscrire ou en garantissant la souscription d'aucune des actions du capital de la compagnie, d'aucunes obligations, débiteurs ou autres valeurs de la compagnie, dans ou à l'occasion de la formation ou de l'organisation de la compagnie, ou dans la gestion de ses affaires;

Faire toutes les autres choses connexes ou appropriées à la réalisation d'aucun des objets précités;

Exercer aucun autre commerce manufacturier ou autre que la compagnie croira de temps à autre propre à être convenablement exercé en rapport avec le précité et susceptible directement ou indirectement de rendre profitables les privilèges, droits ou biens de la compagnie et de les rendre profitables;

Faire toutes les choses précitées ou aucune

profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on any business or transaction which this company is authorized to engage in or carry on, or to amalgamate with any such company

To subscribe for, purchase, take in exchange or in payment or otherwise acquire, hold and own and while holding same to exercise all the rights, powers and privileges of holders and owners thereof; to receive and distribute as profits, dividends and interest thereon, and to guarantee and sell, with or without guarantee, and otherwise dispose of and deal on the shares, bonds, debentures, debenture stock or other securities of any other company or companies and to establish, promote or otherwise assist any such other company or companies;

To distribute among the shareholders of the company in kind, any property of the company, and in particular shares, bonds, debentures or other securities of any other company;

To promote any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the company, or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company;

To lend money to persons or companies having dealings with the company, to guarantee the performance of contracts as also the performance of any obligations or undertakings of any other company or person in which the company is interested, including the payment of dividends, interest on bonds, debentures, debenture stock or other securities, mortgages or liabilities of any such company or person upon such terms and conditions and upon such security, if any, as the company may deem expedient, and to accept as security for such loans and guarantee any security that may be offered by such company or persons including shares, bonds, debentures, debenture stock, mortgages, pledges, liens or other securities of such other companies, or of or upon the property of such persons or companies;

To establish and support or aid in the establishing and support of associations, institutions, funds, trusts and conveniences calculated to benefit employees or ex-employees of the company, or the dependents or connections of such persons, and to grant persons and allowances, and to make payments towards insurance, and to subscribe or guarantee money for charitable or benevolent objects, or for any exhibition or for any public, general or useful object;

To remunerate any person or company for services rendered, or to be rendered, in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any of the shares in the company's capital or any debentures, debenture stock or other securities of the company, or in or about the formation or promotion of the company or the conduct of its business;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of any of the above objects;

To carry on any other business whether manufacturing or otherwise which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with the above or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

To do all or any of the above things as princi-

d'icelles comme principaux, agents, entrepreneurs ou en une autre qualité, et soit sels soit conjointement avec d'autres, sous le nom du "Quebec Hardwoods, Limited", avec un fonds social total de cinquante mille piastres (\$50,000.00), divisé en cinq cents (500) parts de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le transfert et la transmission des actions de ladite compagnie s'effectueront aux termes et conditions suivantes: a. Si un intérêt partiaire dans le fonds social de la compagnie est transmis par ou en conséquence de la mort d'un actionnaire, ou d'aucune manière quelconque autre que par transfert, cette transmission sera authentiquée par déclaration écrite en la manière exigée par les administrateurs de la compagnie, laquelle déclaration restera en dépôt du secrétaire de la compagnie accompagnée d'une copie dûment certifiée du testament ou d'un autre preuve documentaire raisonnable nécessaire pour établir cette mutation à la satisfaction des directeurs.

b. (a) Une action peut être transférée par un actionnaire ou une autre personne ayant droit au transfert en faveur de tout actionnaire choisi par le cédant; mais, tel que susdit, nulle action ne sera transmise à une personne non actionnaire aussi longtemps qu'un actionnaire ou aucune personne choisie par les directeurs comme en étant une qu'il est désirable d'admettre dans l'intérêt de la compagnie, à titre de contributaire, n'ait été trouvé désireuse de l'acheter à sa valeur;

(b) si des actions ont été transmises par suite de la mort d'un actionnaire, ou d'aucune manière autre que par transfert, de telle sorte que un nom actionnaire se trouve à acquérir des intérêts en icelles, cette transmission ne sera valable que lorsque les directeurs auront choisi un actionnaire ou une personne dont l'admission est désirable dans l'intérêt de la compagnie, qui soit consentante à acheter ladite action à sa valeur;

(c) Sauf le cas du transfert fait selon la clause (a) des présentes, ou celui du transfert d'un actionnaire, la personne qui propose le transfert d'aucune action ou en demande la transmission dont avis écrit (ci-dessous appelé avis de transfert) à la compagnie qu'il se propose de transférer (spécifier les nom et adresse de cessionnaire projeté) ou de réclamer la mutation, selon le cas, pourvu cependant qu'au cas de transmission, les exigences du paragraphe aient été préalablement satisfaites, cet avis constituera la compagnie procureur pour vendre les parts à tout actionnaire de la compagnie ou à une personne choisie, comme susdit, à leur valeur. L'avis de transfert peut impliquer plusieurs actions, et, dans ce cas, vaudra comme avis individuel et non collectif, et tel avis ne saurait-être révoqué sans la sanction des administrateurs;

Si, dans les trois mois suivants signification de cet avis, la compagnie trouve un actionnaire ou une personne de son choix, désireuse, comme susdit, d'acheter l'action (ci-après dénommé actionnaire acheteur) et en donne avis au cédant intentionnel ou à la personne postulante transmission, il s'oblige sur paiement de la valeur réelle à transférer l'actionnaire acquéreur son action. Son défaut autorisera la compagnie à recevoir le prix d'achat et à faire enrégistrer le nom de l'acquéreur dans le registre comme étant celui du détenteur de cette action, et détiendra le prix d'achat en fidéicommis pour le cédant projeté.

pals, agents, contractors or otherwise, and either aloe or in conjunction with others, under the name of "Quebec Hardwoods, Limited", with a total capital stock of fifty thousand dollars (\$50,000.00), divided into five hundred (500) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The transfer and transmission of shares of the said company shall be limited under the terms and conditions following:

a. If the interest in any share in the capital stock of the company is transmitted by or in consequence of the death of any shareholder or in any manner whatsoever other than a transfer, such transmission shall be authenticated by a declaration in writing in such manner as the directors of the company may require, which declaration shall be left with the secretary of the company accompanied by a duly certified copy on the will or other documentary evidence reasonably necessary to establish such transmission to the satisfaction of the directors.

b. (a) A share may be transferred by a shareholder or other person entitled to transfer to any shareholder selected by the transferor; but save as aforesaid no share shall be transferred to a person who is not a shareholder so long as any shareholder or any person selected by the directors as one whom it is desirable in the interests of the company to admit as a shareholder is willing to purchase the same at the fair value;

(b) If any shares has been transmitted by or in consequence of the death of any shareholder, or in any manner whatsoever other than a transfer so that any person not a shareholder takes any interest therein, such transmission shall not take effect so long as any shareholder or any person selected by the directors as one whom it is desirable in the interests of the company to admit as a shareholder is willing to purchase the said share at the fair value;

(c) Except where a transfer is made pursuant to clause (a) hereof, or a share has been transmitted so that the whole interest therein passes to a shareholder or shareholders, the person proposing to transfer any shares or requiring transmission thereof shall give notice in writing (hereinafter called the transfer notice), to the company that he proposes to transfer (specifying the name and address of the proposed transferee) or claims transmission as the case may be (provided however that in case of transmission the requirements of paragraph "a" have first been complied with);

Such notice shall constitute the company his agent for the sale of the shares to any shareholder of the company or person selected as aforesaid at the fair value. The transfer notice may include several shares and in such case shall operate as if it were a separate notice in respect of each, and such notice shall not be revocable except with the sanction of the directors;

If the company shall within three months after being served with such notice, find a shareholder or person selected as aforesaid willing to purchase the share (hereinafter called the purchasing shareholder) and shall give notice thereof to the proposing transferor or person claiming transmission he shall be bound upon payment of the fair value to transfer the share to the purchasing shareholder, and in case of his making default the company may receive the purchase money and cause the name of the purchasing shareholder to be entered in the register as the holder of such share, and shall hold the purchase money in trust for the proposing transferer;

Si, dans ce laps trimestriel, la compagnie ne trouve pas personne qui soit désireux d'acheter les actions et donne l'avis précité, le proposant cession sera libre en tout temps, dans les trois mois suivants, sauf le paragraphe "C" de vendre et transférer les actionnaires "vacantes" à toute personne et à tout prix;

(d) Advenant controverse entre le proposant cession et la compagnie relativement au la valeur réelle d'une action, sera, cette valeur intrinsèque établie, à la demande de l'une des parties, par l'auditeur de la compagnie qui certifiera par écrit la somme constituant, selon lui, la valeur équitable, et ce montant sera estimé être la valeur réelle. Si la compagnie est sans auditeur, les administrateurs réuniront les actionnaires convoqués pour le faire nommer;

(e) Toutes les actions comprises dans un avis de transfert seront, à moins que les directeurs ne jugent convenable de les offrir à une personne choisie comme susdit, offertes d'abord aux directeurs, en tout qu'elles n'auront pas été acceptées par les directeurs ou quelqu'un d'eux, ces actions ou celles non achetées, seront offertes aux autres actionnaires dans l'ordre déterminé par tirage par lots, et les lots seront tirés de la manière que les directeurs estimeront convenable;

Les actions offertes aux directeurs, tel que susdit, seront offertes à ceux collectivement et séparément, mais de telle sorte que, au cas de concurrence, ils prennent rang à conditions égales pour l'acceptation; tout difficulté devant se régler par le sort;

c. Les directeurs peuvent refuser d'enregistrer tout transfert d'actions (a) lorsque l'actionnaire est endettée envers la compagnie; ou (b) lorsqu'il est prouvé à leur satisfaction que le cessionnaire probable est irresponsable; ou, (c), lorsque les administrateurs prouvent que le cessionnaire projeté n'est pas digne d'être admis comme actionnaire, s'il ne l'est pas encore.

Le bureau principal de la compagnie, sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce onzième jour de mai 1922.

Le sous-secrétaire de la province,
2337 C.-J. SIMARD.

If the company within such period of three months does not find a person willing to purchase the shares and give notice as aforesaid the proposing transferor shall be at liberty at any time within three months thereafter subject to paragraph "c" to sell and transfer the shares not placed to any person and at any price;

(d) In case any difference arise between the proposing transferor and the company as to the fair value of a share, such fair value shall be established upon the application of either party by the company's auditor who shall certify in writing the sum which in his opinion is the fair value, and such sum shall be deemed to be the fair value. Should no firm or person have been appointed the company's auditor, the directors shall cause a meeting of shareholders to be called for the purpose of making such appointment;

(e) All shares comprised in a transfer notice shall unless the directors think fit to offer them to any person selected as aforesaid, be offered in the first instance to the directors, and if and so far as the same shall not be accepted by the directors or some or one of them such shares or those not accepted shall be offered to the other shareholders in such order as may be determined by lots drawn in regard thereto, and the lots shall be drawn in such manner as the directors think fit;

Shares offered to the directors as aforesaid shall be offered to them collectively and individually but so that in case of competition they shall rank pari passu for acceptance and any difference shall be settled by lot;

c. The directors may refuse to register any transfer of a share;

(a) Where the shareholder is indebted to the company; or (b) where it is proved to their satisfaction that the proposed transferee is not a responsible person; or (c) where the directors are of opinion that the proposed transferee not being already a shareholder is not a desirable person to admit as a shareholder.

The head office of the company, will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this eleventh day of May, 1922.

C.-J. SIMARD,
2338 Assistant Provincial Secretary,

Département de l'instruction publique

1647-16

Québec, 6 juin 1922.

Il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en Conseil, par arrêté ministériel en date du 31 mai 1922, de détacher de la municipalité scolaire de Leeds-Sud, comté de Mégantic, les lots Nos 14 du rang 4 du canton de Leeds; les lots Nos 15 du rang 3 et 12a du rang 5, du même canton, et d'annexer tout ce territoire à la municipalité scolaire de Saint-Antoine-de-Pontbriand, même comté. 2345

209-22

Québec, 6 juin 1922.

Il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en Conseil, par arrêté ministériel en date du 31 mai 1922, de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Félicien, comté de Lac-Saint-Jean, les lots Nos 1 à 5, inclusivement, du premier

Department of Public Instruction

1647-16

Quebec, 6th June, 1922.

His Honour the Lieutenant Governor has been pleased, by Order in Council dated the 31st of May, 1922, to detach from the school municipality of Leeds South, county of Megantic, the lot No. 14 of range 4 of the township of Leeds; the lots Nos. 15 of range 3 and 12a of range 5, of the same township, and to annex all the above territory to the school municipality of Saint-Antoine-de-Pontbriand, same county. 2346

209-22

Quebec, 6th June, 1922.

His Honour the Lieutenant Governor has been pleased, by Order in Council dated the 31st of May, 1922, to detach from the school municipality of Saint Félicien, county of Lake Saint John, the lots Nos. 1 to 5, inclusively, of the first

rang de la subdivision primitive du canton de Demeules; les lots Nos 48 et 48 du troisième rang de la subdivision primitive du canton d'Ashuapmouchouan, et de former de tout ce territoire une municipalité scolaire distincte, sous le nom de Saint-Félicien, village, l'autre partie devant, à l'avenir, être désignée sous le nom de Saint-Félicien, paroisse. 2347

range of the original subdivision of the township of Desmeules; the lots Nos. 48 and 48 of the third range of the original subdivision of the township of Ashuapmouchouan, and to erect all the above territory into a separate school municipality, under the name of Saint Félicien, village, the other part to be known in the future, under the name of Saint-Félicien, parish. 2348

563-19

Québec, 6 juin 1922.

Il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en Conseil, par arrêté ministériel en date du 31 mai 1922, de détacher de la municipalité scolaire de Cantons-Unis (Ferme-Neuve), comté de Labelle, les lots Nos 22 à 28, inclusivement, du rang 1 du canton de Moreau, et de les annexer à la municipalité scolaire de Saint-Michel-des-Cèdres, même comté. 2349

563-19

Quebec, 6th June, 1922.

His Honour the Lieutenant Governor has been pleased, by Order in Council dated the 31st of May, 1922, to detach from the school municipality of Cantons-Unis (Ferme-Neuve), county of Labelle, the lots Nos. 22 to 28 inclusively, of range I of the township of Moreau, and to annex them to the school municipality of Saint-Michel-des-Cèdres, same county. 2350

645-21

Québec, 6 juin 1922.

Il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en Conseil, par arrêté ministériel en date du 31 mai 1922, de détacher de la municipalité scolaire de La-Verendrie, comté de Berthier, le lot No 37, à l'exception de la partie appartenant à Dame Louis Valois, du cadastre officiel de la paroisse de La-Verendrie, et de l'annexer à la municipalité scolaire de Saint-Ignace-de-Loyola, même comté. 2351

645-21

Quebec, 6th June, 1922.

His Honour the Lieutenant Governor has been pleased, by Order in Council dated the 31st of May, 1922, to detach from the school municipality of La-Verendrie, county of Berthier, the lot No. 37, save and except therefrom the part belonging to Damt Louis Valois, of the official cadastre of the parish of La-Verendrie, and to annex it to the school municipality of Saint-Ignace-de-Loyola, same county. 2352

842-20

Québec, 6 juin 1922.

Il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en Conseil, par arrêté ministériel en date du 31 mai 1922, de détacher de la municipalité scolaire de Shipton, comté de Richmond, les lots Nos 7a du 2ième rang du canton de Shipton, 7b du 2ième rang du canton de Shipton, 6b, 6c, 7b et 7c du 3ième rang du canton de Shipton, 6a et 7a du 3ième rang du canton de Shipton, et de les annexer à la municipalité scolaire du village d'Asbestos, même comté. 2353

842-20

Quebec, 6th June, 1922.

His Honour the Lieutenant Governor has been pleased, by Order in Council dated the 31st of May, 1922, to detach from the school municipality of Shipton, county of Richmond, the lots, Nos. 7a of the 2nd range of the township of Shipton, 7b of the 2nd range of the township of Shipton, 6b, 6c, 7b and 7c of the 3rd range of the township of Shipton, 6a and 7a of the 3rd range of the township of Shipton, and to annex them to the school municipality of the village of Asbestos, same county. 2354

573-19

Québec, 6 juin 1922.

Il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en Conseil, par arrêté ministériel en date du 31 mai 1922, de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Lazare, comté de Bellechasse, les lots Nos 15a du premier rang de Buckland jusqu'au lot No 10d, inclusivement, du même dit premier rang de Buckland, et d'annexer tout ce territoire à la municipalité scolaire de Sainte-Claire, comté de Dorchester. 2355

373-19

Quebec, 6th June, 1922.

His Honour the Lieutenant Governor has been pleased, by Order in Council dated the 31st of May, 1922, to detach from the school municipality of Saint Lazare, county of Bellechasse, the lots Nos. 15a of the first range of Buckland up to the lot No. 10d, inclusively, of the same first range of Buckland, and to annex all this territory to the school municipality of Sainte-Claire, county of Dorchester. 2356

175-18

Québec, 6 juin 1922.

Il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en Conseil, par arrêté ministériel en date du 21 mai 1922, de détacher de la municipalité scolaire de Grand'Mère, comté de Champlain, les lots Nos 1017 à 1022, inclusivement, des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Notre-Dame-du-Mont-Carmel, et de les annexer à la municipalité scolaire de Saint-Georges-de-Champlain, même comté. 2357

175-18

Quebec, 6th June, 1922.

His Honour the Lieutenant Governor has been pleased, by Order in Council dated the 21st of May, 1922, to detach from the school municipality of Grand'Mère, county of Champlain, the lots Nos. 1017 to 1022, inclusively, of the official plan and book of reference of the parish of Notre-Dame-de-Mont-Carmel, and to annex them to the school municipality of Saint-Georges-de-Champlain, same county. 2358

893-20

Québec, 6 juin 1922.

Il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en Conseil, par arrêté ministériel en date du 31 mai 1922, d'annexer à la municipalité scolaire de Latulippe, comté de Témiscamingue,

893-20

Quebec, 6th June, 1922.

His Honour the Lieutenant Governor has been pleased, by Order in Council dated the 31st of May, 1922, to annex to the school municipality of Latulippe, county of Temiscamingue, the lots

les lots Nos 13 à 33, inclusivement, du rang 1 du canton de Gaboury; ces lots n'appartiennent à aucune municipalité scolaire organisée. 2359

Nos. 13 to 33, inclusively, of range I of the township of Gaboury; these lots belonging to no organized school municipality. 2360

341-20

Québec, 6 juin 1922.

Il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en Conseil, par arrêté ministériel en date du 31 mai 1922, de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Sylvestre, comté de Lotbinière, les lots Nos 743 à 749, inclusivement, du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Sylvestre, et de les annexer à la municipalité scolaire de Saint-Séverin, comté de Beauce. 2361

341-20

Québec, 6th June, 1922.

His Honour the Lieutenant Governor has been pleased, by Order in Council dated the 31st of May, 1922, to detach from the school municipality of Saint-Sylvestre, county of Lotbinière, the lots Nos. 743 to 749, inclusively, of the official cadastre of the parish of Saint-Sylvestre and to annex them to the school municipality of Saint-Séverin, county of Beauce. 2362

442-22

Québec, 6 juin 1922.

Il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en date du 31 mai 1922, de détacher de la municipalité scolaire de Sainte-Agnès, comté de Charlevoix, les lots Nos 375 à 387, inclusivement, du cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Agnès, et de les annexer à la municipalité scolaire de DeSales, même comté.

Cette annexion prendra effet le premier juillet 1922. 2363

442-22

Québec, 6th June, 1922.

His Honour the Lieutenant Governor has been pleased, by Order in Council dated the 31st of May, 1922, to detach from the school municipality of Sainte Agnès, county of Charlevoix, the lots Nos. 375 to 387, inclusively, of the official cadastre of the parish of Sainte Agnès, and to annex them to the school municipality of DeSales, same county.

This annexation shall take effect the 1st of July, 1922. 2364

237-22

Québec, 6 juin 1922.

Il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en Conseil, par arrêté ministériel en date du 31 mai 1922, de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Adelphe, comté de Champlain, le lot No 692 du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Stanislas, et de l'annexer à la municipalité scolaire de Lafèche, même comté. 2365

237-22

Québec, 6th June, 1922.

His Honour the Lieutenant Governor has been pleased, by Order in Council dated the 31st of May, 1922, to detach from the school municipality of Saint Adelphe, county of Champlain, the lot No. 692 of the official cadastre of the parish of Saint Stanislas, and to annex it to the school municipality of Lafèche, same county. 2366

644-22

Québec, 6 juin 1922.

Il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en Conseil, par arrêté ministériel en date du 31 mai 1922, de changer le nom de la municipalité scolaire du canton de Prévost en celui de Saint-Zénon, comté de Berthier. 2367

644-22

Québec, 6th June, 1922.

His Honour the Lieutenant Governor has been pleased, by Order in Council dated the 31st of May, 1922, to change the name of the school municipality of the township of Prévost to that of Saint-Zénon, county of Berthier. 2368

429-Elec.

Nomination d'un commissaire d'écoles.

Il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, par un arrêté en conseil en date du 31 mai 1922, de nommer M. Napoléon Courtemanche, commissaire d'écoles pour la municipalité de Bas-de-la-Côte-Saint-Louis, dans le comté de Jacques-Cartier. 2369

429-Elec.

Appointment of one school commissioner.

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, by Order in Council dated the 31st of May, 1922, to appoint Mr. Napoléon Courtemanche, school commissioner for the municipality of Bas-de-la-Côte-Saint-Louis, in the county of Jacques Cartier. 2370

736-22

Québec, 26 mai 1922.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Pierre-de-Vérone, comté de Missisquoi, les lots Nos 204, 205 et 206 des plan et livre de renvoi officiels du canton de Stanbridge, et d'annexer tout ce territoire à la municipalité scolaire de Saint-Armand-Ouest, même comté. 2273-22-2

736-22

Québec, 26th May, 1922.

Application is made to detach from the school municipality of Saint-Pierre-de-Vérone, county of Missisquoi, the lots Nos. 204, 205 and 206 of the official plan and book of reference of the township of Stanbridge, and to annex all the above territory to the school municipality of Saint-Armand-West, same county. 2274-22-2

737-22

Québec, 26 mai 1922.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Pierre-de-Vérone, comté de Missisquoi, les lots Nos 170, 171, 172, 173, 179, 180 et 181 des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Georges-de-Clarenceville, et d'annexer tout ce territoire à la municipalité scolaire de Saint-Sébastien, comté d'Iberville. 2275-22-2

737-22

Québec, 26th May, 1922.

Application is made to detach from the school municipality of Saint-Pierre-de-Vérone, county of Missisquoi, the lots Nos. 170, 171, 172, 173, 179, 180 and 181 of the official plan and book of reference of the parish of Saint-Georges-de-Clarenceville, and to annex all the above territory to the school municipality of Saint Sébastien, county of Iberville. 2276-22-2

7-22

Québec, 26 mai 1922.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Bouchette, comté de Hull, le territoire formant la municipalité rurale de Messine, tel qu'érigé par proclamation du lieutenant-gouverneur en Conseil le 4 août 1921, insérée dans la livraison de la *Gazette officielle de Québec* du 27 août 1921, et d'ériger ce territoire en municipalité scolaire distincte sous le nom de Messine.

2277—22-2

7-22

Quebec, 26th May, 1922.

Application is made to detach from the school municipality of Bouchette, county of Hull, the territory forming the rural municipality of Messine, as erected by proclamation of the Lieutenant Governor in Council the 4th of August, 1921, published in the issue of the *Quebec Official Gazette* of the 27th of August, 1921, and to erect the said territory into a separate school municipality under the name of Messine.

2278—22-2

434-22

Québec, 29 mai 1922.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Maddington, comté d'Arthabaska, les lots Nos 407, 408 et la moitié sud-ouest du lot No 409 du 10ième rang du canton de Maddington et d'annexer tout ce territoire à la municipalité scolaire de Saint-Sylvère, comté de Nicolet.

2279—22-2

434-22

Quebec, 29th May, 1922.

Application is made to detach from the school municipality of Maddington, county of Arthabaska, the lots Nos. 407, 408 and the southwest half of the lot No. 409 of the 10th range of the township of Maddington and to annex all the above territory to the school municipality of Saint Sylvère, county of Nicolet.

2280—22-2

45-21

Québec, 31 mai 1922.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Normandin, comté du Lac Saint-Jean, le rang 7 du canton de Girard et les rangs 1, 2, 3 et 4 du canton de Beaudet, ces derniers n'appartenant à aucune municipalité scolaire organisée, et d'annexer tout ce territoire à la municipalité scolaire de Girardville, même comté.

2281—22-2

45-21

Quebec, 31st May, 1922.

Application is made to detach from the school municipality of Normandin, county of Lake Saint-John, the 7th range of the township of Girard, and the 1st, 2nd, 3rd and 4th ranges of the township of Beaudet, these last ranges belonging to no organized school municipality, and to annex all the above territory to the school municipality of Girardville, same county.

2282—22-2

838-22

Québec, 31 mai 1922.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de la paroisse de Saint-Charles-Borromée, comté de Joliette, le lot No 16 et ses subdivisions du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Charles-Borromée, et de les annexer à la municipalité scolaire de la ville de Joliette, même comté.

2283—22-2

838-22

Quebec, 31st May, 1922.

Application is made to detach from the school municipality of the parish of Saint-Charles-Borromée, county of Joliette, the lot No. 16 and its subdivisions of the official cadastre of the parish of Saint-Charles-Borromée, and to annex them to the school municipality of the town of Joliette, same county.

2284—22-2

818-22

Québec, 31 mai 1922.

Demande est faite de détacher:

1. De la municipalité scolaire de Sainte-Marie-Salomée, comté de Montcalm, tous les terrains connus et désignés aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Sainte-Marie-Salomée, dans le comté de Montcalm, par les numéros compris entre le No 447 et le No 478, ainsi qu'entre le No 401 et le No 404, inclusivement;

2. De la municipalité scolaire de Saint-Jacques No 2, comté de Montcalm, tous les terrains connus et désignés aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Saint-Jacques-de-l'Achigan, comté de Montcalm, par les numéros compris entre le No 745 et le No 781, inclusivement;

3. De la municipalité scolaire de Saint-Paul, comté de Joliette, tous les terrains connus et désignés aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Saint-Paul-de-Lavaltrie, dans le comté de Joliette, par les numéros compris entre le No 165 et le No 281, inclusivement, et de former de tout ce territoire une municipalité scolaire distincte, sous le nom de Sacré-Cœur-de-Jésus.

2285—22-2

818-22

Quebec, 31st May, 1922.

Application is made to detach:

1. From the school municipality of Sainte-Marie-Salomée, county of Montcalm, all the lots of land known and designated on the official cadastral plan and book of reference of the parish of Sainte-Marie-Salomée, in the county of Montcalm, under the numbers from and including the No. 447 to No. 478 and No. 401 to No. 404, all inclusive;

2. From the school municipality of Saint Jacques No. 2, county of Montcalm, all the lots of land known and designated on the official cadastral plan and book of reference of the parish of Saint-Jacques-de-l'Achigan, county of Montcalm, under the numbers from and including the No. 745 to No. 781, inclusively;

3. From the school municipality of Saint Paul, county of Joliette, all the lots of land known and designated on the official cadastral plan and book of reference of the parish of Saint-Paul-de-Lavaltrie, in the county of Joliette, under the numbers from and including the No. 165 to No. 281, inclusively, and to erect all the above territory into a separate school municipality, under the name of Sacré-Cœur-de-Jésus.

2286—22-2

719-22

Québec, 3 mai 1922.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Urbain, comté de Châteauguay, les lots Nos 234, 235, 236 et la moitié sud-est du lot No 237 du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Urbain, et de les annexer à la municipalité scolaire de Norton Creek, même comté.

2407—23-2

719-22

Quebec, 3rd May, 1922.

Application is made to detach from the school municipality of Saint Urbain, county of Châteauguay, the lots Nos. 234, 235, 236 and the southeast half of the lot No. 237 of the official cadastre of the parish of Saint Urbain, and to annex them to the school municipality of Norton Creek, same county.

2408—23-2

721-22

Québec, 12 mai 1922.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Cantons-Unis, comté de Labelle, tous les lots des rangs Nos 2, 3, 4, 5 et 6 du canton de Moreau, moins les lots Nos 1 à 11, inclusivement, desdits rangs, et de former de tout ce territoire une municipalité scolaire distincte, sous le nom de Lac-Saint-Paul.

2409—23-2

721-22

Quebec, 12th May, 1922.

Application is made to detach from the school municipality of Cantons-Unis, county of Labelle, all the lots of ranges Nos. 2, 3, 4, 5 and 6 of the township of Moreau, less the lots Nos. 1 to 11, inclusively, of the said ranges, and to erect all the above territory into a separate school municipality, under the name of Lac-Saint-Paul.

1410—23-2

2492-21.

Québec, 7 juin 1922.

Il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en Conseil, par arrêté ministériel en date du 31 mai 1922, de détacher:

1. De la municipalité scolaire de Saint-Henri-de-Mascouche, comté de l'Assomption, les lots Nos 921 à 996, inclusivement, 1049 à 1099, inclusivement, et 1100 à 1126, inclusivement, des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Henri-de-Mascouche;

2. De la municipalité scolaire de Saint-Lin, comté de l'Assomption, les lots Nos 115, 114, 113, 112, inclusivement, ces deux derniers prolongés jusqu'à l'axe du chemin public qui les borne, et les lots Nos 120 à 167, inclusivement, des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Lin, et de former de tout ce territoire une municipalité scolaire distincte, sous le nom de Saint-Joachim.

2439

2492-21.

Quebec, 7th June, 1922.

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, by Order in Council dated the 31st of May, 1922, to detach:

1. From the school municipality of Saint-Henri-de-Mascouche, county of L'Assomption, the lots Nos 921 to 995, inclusively, 1049 to 1099, inclusively, and 1100 to 1126, inclusively, of the official plan and book of reference of the parish of Saint-Henri-de-Mascouche;

2. From the school municipality of Saint-Lin, county of L'Assomption, the lots Nos. 115, 114, 113, 112, inclusively, the last two prolonged up to the axis of the public road which bounds them, and the lots Nos 120 to 167 inclusively of the official plan and book of reference of the parish of Saint Lin, to erect all the above territory into a separate school municipality, under the name of Saint Joachim.

2440

Il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en Conseil, par arrêté ministériel en date du 21 mai 1922, d'ériger en municipalité scolaire distincte, sous le nom de Saint-Amable, le territoire compris dans la paroisse civile de Saint-Amable, comté de Verchères, tel qu'érigé par proclamation du 13 juin 1921, parue dans la *Gazette officielle* du 18 juin 1921, page 1348.

2441

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, by Order in Council dated the 21st of May, 1922, to erect into a separate school municipality, under the name of Saint Amable, the territory included in the civil parish of Saint-Amable, county of Verchères, as erected by proclamation of the 13th of June, 1921, published in the *Official Gazette* of the 18th of June, 1921, page 1348.

2442

Département du trésor

Treasury Department

Avis est par le présent donné qu'un permis a été accordé à "La Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de la municipalité de la paroisse de Saint-Athanase", en vertu de l'article 6870 S. R. P. Q., 1909, (4 Geo. V, ch. 54, s. 1), pour transiger des affaires d'assurance mutuelle contre le feu et le vent sur les bâtiments situés sur tous biens-fonds imposables dans la municipalité de Saint-Athanase, comté d'Iberville, dans la province de Québec.

Donné conformément à l'article 6950 S. R. P. Q., 1909, ce septième jour de juin 1922.

Pour le trésorier de la province de Québec,
Le surintendant des assurances,

F. L. MONCK.

Branche des assurances,
Département du trésor, Québec. 2403—23-2

Notice is hereby given that "La compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de la municipalité de la paroisse de Saint-Athanase" has been licensed, pursuant to article 6870 of the Revised Statutes of the Province of Quebec, 1909, (4 Geo. V, chap. 54, s. 1) for the transaction of the business of mutual insurance against fire and wind on buildings situated upon all taxable property in the municipality of Saint Athanase, county of Iberville, in the Province of Quebec.

Given pursuant to article 6950 R. S. P. Q., 1909, this seventh day of June, 1922.

For the Treasurer of the Province of Quebec,
F. L. MONCK,

Superintendent of Insurance.

Insurance Branch,
Treasury Department, Québec. 2404—23-2

AVIS D'ADMISSION DE PERMIS ET D'EN-
REGISTREMENT DE SOCIÉTÉ CHA-
RITABLE

Avis est par le présent donné que le "Griffintown Club" a obtenu un permis et a été enregistré comme société charitable dans le but de pourvoir, au moyen de contributions volontaires, souscriptions, dons ou donations de la part de ses membres ou du public, à la récréation et l'éducation, le développement social, moral et physique des garçons et filles du voisinage dans lequel le club est situé, et autres objets similaires ou identiques à ceux ci-dessus mentionnés, tel qu'autorisé par la déclaration qui a précédé l'autorisation du lieutenant-gouverneur en Conseil le septième jour de mars 1922.

Donné conformément aux dispositions de l'article 6950 des Statuts refondus de Québec, 1909, ce septième jour de juin 1922.

Pour le trésorier de la province de Québec.

Le surintendant des assurances,

F. L. MONCK.

Branche des assurances,

Département du trésor, Québec, P. Q.

2405-23-2

NOTICE OF ISSUE OF LICENSE AND
REGISTRATION TO A CHARITABLE
ASSOCIATION.

Notice is hereby given that the "Griffintown Club" has been licensed and registered as a charitable association for the purposes, by means of voluntary contributions, subscriptions, gifts, donations from its members or from the public, to provide recreation and educational, social, moral and physical development for the boys and girls of the neighbourhood in which the Club is located, and objects similar or identical to the foregoing, as set forth in the declaration which preceded the authorization of the Lieutenant Governor in Council dated the seventh day of March, 1922.

Given pursuant to the provisions of article 6950 of the Revised Statutes of Quebec, 1909, the seventh day of June, 1922.

For the Treasurer of the Province of Quebec.

F. L. MONCK.

Superintendent of Insurance.

Insurance Branch,

Treasury Department, Quebec, Que.

2406-23-2

Ministère de la colonisation, des
mines et des pêcheries

Department of Colonization, Mines
and Fisheries

ORDONNANCE pour la fermeture de l'ancienne route dite route du Lac-aux-Ecorces sur le lot 21 du rang III du canton de Campbell, dans le comté de Labelle, depuis le rang IV allant jusqu'au rang II du même canton, y compris la partie située dans le rang II.

ORDER for the closing of the old road called "Route-du-Lac-aux-Ecorces" on lot 21 of range III of the township of Campbell, in the county of Labelle, from range IV up to range II of the same township, including the part lying in range II.

Attendu que le conseil municipal de Campbell-Ouest, dans le comté de Labelle, par une résolution en date du 1er jour de mai 1922, demande la fermeture de la route dite route du Lac-aux-Ecorces sur le lot 21 du rang III du canton de Campbell, depuis le rang IV allant jusqu'au rang II du même canton, y compris la partie située dans le rang II, et que copie de la dite résolution a été déposée dans les archives du ministère de la colonisation, des mines et des pêcheries sous le No 38-210 des lettres reçues pour l'année 1922;

Whereas the municipal council of Campbell West, in the county of Labelle, by a resolution dated the 1st of May, 1922, prays for the closing of the road called "Route-du-Lac-aux-Ecorces" on lot 21 of range III of the township of Campbell, from range IV up to range II of the same township, including the part lying in range II, and that copy of the said resolution has been deposited in the records of the Department of Colonization, Mines and Fisheries under the No. 38-210 of letters received for the year 1922;

Attendu que la raison alléguée à l'appui de la dite demande est que cette route est devenue complètement inutile, vu qu'elle a été remplacée par une autre;

Whereas the reason set forth in support of the said prayer is that this road has become completely useless, owing to its being replaced by another;

Attendu qu'il y a lieu d'accéder à ladite demande, et qu'en vertu de l'article 2065 des Statuts refondus de la province de Québec, 1909, cette route ne peut être fermée sans une ordonnance du ministère de la colonisation, des mines et des pêcheries, des deniers de colonisation y ayant été dépensés;

Whereas it is expedient to grant the said prayer, and that under article 2065 of the Revised Statutes of the Province of Quebec, 1909, this road cannot be closed without an order of the Department of Colonization, Mines and Fisheries, government money having been expended thereon;

En conséquence, pour me conformer au désir du conseil municipal de Campbell-Ouest, dans le comté de Labelle, en ma qualité de sous-ministre de la colonisation, des mines et des pêcheries, j'autorise la fermeture de la route plus haut mentionnée, et ordonne que les terrains qu'elle occupe retournent à leurs anciens propriétaires ou successeurs.

In consequence, to comply with the desire of the municipal council of Campbell West, in the county of Labelle, in my quality of Deputy-Minister of Colonization, Mines and Fisheries, I authorize the closing of the aforementioned road, and order that the lands taken up by it revert to their former proprietors or successors.

Le sous-ministre,

L.-A. RICHARD.

Québec, ce 1er jour de juin 1922.

2323

L. A. RICHARD,

Deputy Minister.

Quebec, June 1st, 1922.

2224

D. 329-22.

Avis est par le présent donné que le changement opéré dans les limites des comtés du Lac Saint-Jean et de Chicoutimi par la loi 12, Geo. V, chap. 15: "Loi détachant certains lots du comté du Lac Saint-Jean et les annexant à la paroisse de Larouche, dans le comté de Chicoutimi, pour les fins électorales, judiciaires, municipales et d'enregistrement" a été dûment noté sur les plan et livre de renvoi officiels du canton de Labarre, dont une certaine partie est détachée comme susdit, ainsi que dans la copie certifiée d'iceux qui se trouve maintenant déposée au bureau d'enregistrement du comté du Lac Saint-Jean, tel que prescrit par l'article 7490 des Statuts refondus de la province de Québec, 1909.

En conformité des dispositions du même article, un extrait desdits plan et livre de renvoi officiels montrant la partie ainsi annexée a été fait, lequel est conservé comme original dans les archives de ce département, et une copie certifiée de cet extrait a été déposée au bureau d'enregistrement du comté de Chicoutimi.

Québec, 6 juin 1922.

Le sous-ministre,
L.-A. RICHARD.

2339

D. 329-22.

Notice is hereby given that the change made in the limits of the counties of Lake Saint John and Chicoutimi by act 12, Geo. V, chap. 15: "An act to detach certain lots from the county of Lake Saint John and to annex them to the parish of Larouche, in the county of Chicoutimi, for electoral, municipal and registration purposes" has been duly noted upon on the official plan and book of reference of the township of Labarre, part of which has been detached as aforesaid, and in the copy thereof deposited in the registry office of the county of Lake Saint John, as prescribed by article 7490 of the Revised Statutes of the Province of Quebec, 1909.

In conformity with the provisions of the same article, an extract from the said plan and book of reference showing the portion annexed has been prepared, and is now kept of record in the archives of this department, and a certified copy of said extract has been deposited in the registry office of the county of Chicoutimi.

Québec, June 6th, 1922.

L. A. RICHARD,
Deputy Minister.

2340

Actions en séparation de biens

Province de Québec, district de Beauharnois, Cour supérieure, No 4190.

Dame Marie-Rose Caron, de Saint-Louis-de-Gonzague, épouse de Clodimir Picard, du même endroit, dûment autorisée à ester en justice, a intenté une action en séparation de biens contre ledit Clodimir Picard, ce jour.

Valleyfield, ce 5 juin 1922.

Le procureur de la demanderesse,
2381—23-5 ARTHUR PLANTE.

Province de Québec, district de Beauharnois, Cour supérieure, No 4191.

Dame Emma Viau, de Saint-Louis-de-Gonzague, épouse de Félix Picard, cultivateur, du même endroit, dûment autorisée à ester en justice, a intenté une action en séparation de biens contre ledit Félix Picard, ce jour.

Valleyfield, ce 5 juin 1922.

Le procureur de la demanderesse,
2383—23-5 ARTHUR PLANTE.

Province de Québec, district de Saint-François, Cour supérieure, No 526.

Dame Myrtie Idella Coates, épouse commune en biens de Hollis A. Smith, cultivateur, du canton d'Eaton, district de Saint-François, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs ledit Hollis A. Smith, défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée en cette cause le 1er jour de juin 1922.

Sherbrooke, 6 juin 1922.

Les procureurs de la demanderesse,
NICOL, LAZURE & COUTURE,
2415—23-5

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 2483.

Dame Delia Thibodeau, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Arthur St. Germain, gérant, des mêmes lieux, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs Arthur St. Germain, gérant, des mêmes lieux, défendeur.

Actions for separation as to property

Province of Quebec, district of Beauharnois, Superior Court, No. 4190.

Dame Marie Rose Caron, of Saint-Louis-de-Gonzague, wife of Clodimir Picard, farmer, of the same place, duly authorized to *ester en justice*, has instituted an action for separation as to property against the said Clodimir Picard, this day.

Valleyfield, June 5th, 1922.

ARTHUR PLANTE,
2382—23-5 Attorney for plaintiff.

Province of Quebec, district of Beauharnois, Superior Court, No. 4191.

Dame Emma Viau, of Saint-Louis-de-Gonzague, wife of Felix Picard, farmer, of the same place, duly authorized to *ester en justice*, has instituted an action for separation as to property against the said Félix Picard, this day.

Valleyfield, June 5th, 1922.

ARTHUR PLANTE,
2384—23-5 Attorney for plaintiff.

Province of Quebec, district of Saint Francis, Superior Court, No. 526.

Dame Myrtie Idella Coates, wife common as to property of Hollis A. Smith, farmer, of the township of Eaton, district of Saint Francis, duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs the said Hollis A. Smith defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this cause on 1st June, 1922.

Sherbrooke, 6th June, 1922.

NICOL, LAZURE & COUTURE,
Attorneys for plaintiff.
2416—23-5

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 2483.

Dame Delia Thibodeau, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Arthur St. Germain, manager, of the same place, duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs Arthur St. Germain, manager, of the same place, defendant.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 19 mai 1922.

Le procureur de la demanderesse,
2213—22-5 M. GERBER.

Canada, province de Québec, district de Saint-François, Cour supérieure, No 774. Dame Marie-Louise Veilleux, du canton d'Ascot, dans le district de Saint-François, épouse commune en biens de Gédéon Rodrigue, même lieu, dit district, cultivateur, autorisée à ester en justice, aux fins des présentes, par un juge de la Cour supérieure, demanderesse; vs Gédéon Rodrigue, du canton d'Ascot, district de Saint-François, cultivateur, défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée en cette cause, le 30ième jour de mai 1922.

Sherbrooke, 30 mai 1922.
Le procureur de la demanderesse,
2269—22-5 EMILE RIOUX.

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 897. Dame Anny Vineberg, épouse commune en biens de Gidale Vineberg, commerçant, de la cité et district de Montréal, demanderesse; vs ledit Gidale Vineberg, défendeur.

La demanderesse a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre le défendeur. Montréal, 30 mai 1922.

L'avocat de la demanderesse,
2271—22-5 J.-N. DECARIE.

Canada, province de Québec, district de Québec, Cour supérieure, No 397.

Dame Elise Parent, épouse commune en biens de Napoléon Ruel, de la cité de Québec, demanderesse; vs Napoléon Ruel, de la cité de Québec, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le neuvième jour de mai 1922.

Les procureurs de la demanderesse,
GALIPEAULT, ST-LAURENT,
GAGNE & DEVLIN.
Québec, 19 mai 1922. 2139—21-5

Province de Québec, district de Hull, Cour supérieure, No 6172. Dame Stéphanie Lahaie, de la paroisse de L'Ange-Gardien, dans le district de Hull, épouse commune en biens de Octave Demers, du même lieu, cultivateur, et dûment autorisée par l'un des honorables juges de cette Cour à ester en justice aux fins des présentes, demanderesse; vs ledit Octave Demers, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 29ième jour de mars mil neuf cent vingt-deux.

Hull, 19 mai 1922.
Le procureur de la demanderesse,
2177—21-5 J.-C. LANGLOIS.

Avis est aux présentes donné que le seize mai 1922, Dame Marie-Eugénie Major, du canton de Barford, dans le district de Saint-François, épouse duement autorisée de Joseph-Adolphe-Alexandre Cloutier, du même endroit, a intenté une action en séparation de biens contre sondit époux, sous le No 717 des dossiers de la Cour supérieure du district de saint-François.

L'avocat de la demanderesse,
2137—21-5 W. L. SHURTLEFF.

An action in separation as to property has been instituted in this cause this 19th day of May, 1922.

2214—22-5 M. GARBER,
Attorney for plaintiff.

Canada, Province of Quebec, district of Saint Francis, Superior Court, No. 774. Dame Marie Louise Veilleux, of the township of Ascot, in the district of Saint Francis, wife common as to property of Gédéon Rodrigue, of same place and district, farmer, duly authorized to ester en justice by a judge of the Superior Court, plaintiff; vs Gédéon Rodrigue, of the township of Ascot, district of Saint Francis, farmer, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this cause, this 30th day of May, 1922.

Sherbrooke, 30th May, 1922.
EMILE RIOUX,
2270—22-5 Attorney for p'aintiff.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 897. Dame Anny Vineberg, wife common as to property of Gidale Vineberg, merchant, of the city and district of Montreal, plaintiff; vs the said Gidale Vineberg, defendant.

The plaintiff has, this day, instituted an action in separation as to property against the defendant. Montreal, 30th May, 1922.

J. N. DECARIE,
2272—22-5 Attorney for plaintiff.

Canada, Province of Quebec, district of Quebec, Superior Court, No. 397.

Dame Elise Parent, wife common as to property of Napoléon Ruel, of the city of Quebec, plaintiff; vs Napoléon Ruel, of the city of Quebec, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause the ninth day of May, 1922.

GALIPEAULT, ST-LAURENT,
GAGNE & DEVLIN,
Québec, May 19th, 1922. 2140—21-5
Attorneys for plaintiff.

Province of Quebec, district of Hull, Superior Court, No. 6172. Dame Stéphanie Lahaie, of the parish of L'Ange-Gardien, in the district of Hull, wife common as to property of Octave Demers, of the same place, farmer, and duly authorized to these presents by one of the Honourable Judges of this Court, plaintiff; vs the said Octave Demers, defendant.

An action in separation as to property has been taken in this cause on the 29th of March, 1922.

Hull, 19th May, 1922.
J. C. LANGLOIS,
2178—21-5 Attorney for plaintiff.

Notice is hereby given that on the sixteenth day of May, 1922, Dame Marie Eugénie Major, of the township of Barford, in the district of Saint Francis, wife duly authorized of Joseph-Adolphe-Alexandre Cloutier, of the same place, instituted an action for separation as to property against her said husband, under No. 717, of the records of the Superior Court for the district of Saint Francis.

W. L. SHURTLEFF,
2138—21-5 Attorney for plaintiff.

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 4393.

Dame Mollie Wolofsky, de la ville et du district de Montréal, épouse commune en biens de David Silverstein, marchand, du même lieu, demanderesse; vs David Silverstein, de la ville et du district de Montréal, marchand, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour, en cette cause.

Montréal, 15 mai 1922.

Le procureur de la demanderesse,
2147—21-5 I. POPLIGER.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 4393.

Dame Mollie Wolofsky, of the city and district of Montreal, wife common as to property with David Silverstein, merchant, of the same place, plaintiff; vs the said David Silverstein, merchant, of the same place, defendant.

An action in separation as to property has, this day, been instituted in this cause.

Montreal, 15th May, 1922.

I. POPLIGER,
2148—21-5 Attorney for plaintiff.

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 3431. Dame Eugénie Cornoyer, épouse commune en biens de Arthur Jolivet, courtier, des cité et district de Montréal, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs ledit Arthur Jolivet, courtier, du même lieu, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 10 mai 1922.

Montréal, 18 mai 1922.

Les procureurs de la demanderesse,
2175—21-5 MATHIEU & LEFEBVRE.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 3431. Dame Eugénie Cornoyer, wife common as to property of Arthur Jolivet, broker, of the city and district of Montreal, duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs the said Arthur Jolivet, broker, of the same place, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause on the 10th day of May, 1922.

Montreal, 18th May, 1922.

MATHIEU & LEFEBVRE,
2176—21-5 Attorneys for plaintiff.

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 692.

Dame Rose-Anna Aubin, épouse commune en biens de Cyprien Mailhot, des cité et district de Montréal, demanderesse; vs Cyprien Mailhot, gérant, des cité et district de Montréal, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 27ième jour d'avril 1922, contre le défendeur.

Montréal, 10 mai 1922.

Les procureurs de la demanderesse,
2015—20-5 LAMARRE & BOURDON.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 692.

Dame Rose Anna Aubin, wife common as to property of Cyprien Mailhot, of the city and district of Montreal, plaintiff; vs Cyprien Mailhot, of the city and district of Montreal, manager, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this cause on the 27th of April, 1922, against defendant.

Montreal, 10th May, 1922.

LAMARRE & BOURDON,
2016—20-5 Attorneys for plaintiff.

Canada, Province de Québec, district d'Arthabaska, Cour supérieure, No 148.

Dame Alice Tremblay, du canton de Kingsay, district d'Arthabaska, dûment autorisée, à ester en justice, épouse de Wilbrod Tremblay, cultivateur, du même lieu, demanderesse; vs Wilbrod Tremblay, du canton de Kingsay, district d'Arthabaska, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le cinquième jour d'avril 1922.

Arthabaska, 17 mai 1922.

Le procureur de la demanderesse,
2109—20-5 J.-V. D'ARTOIS.

Canada, Province of Quebec, district of Arthabaska, Superior Court, No. 148.

Dame Alice Tremblay, of the township of Kingsay, district of Arthabaska, duly authorized to *ester en justice*, wife of Wilbrod Tremblay, farmer, of the same place, plaintiff; vs Wilbrod Tremblay, of the township of Kingsay, district of Arthabaska, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause on the fifth day of April, 1922.

Arthabaska, 17th May, 1922.

J. V. D'ARTOIS,
2110—20-5 Attorney for plaintiff.

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 2499.

Dame Sarah Cohen, épouse commune en biens de David Kauffman, commerçant, de la cité et district de Montréal, demanderesse; vs ledit David Kauffman, défendeur.

La demanderesse, a ce jour, institué une action en séparation de biens contre le défendeur.

Montréal, 4 mai 1922.

L'avocat de la demanderesse,
1941—19-5 J.-N. DECARIE.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 2499.

Dame Sarah Cohen, wife common as to property of David Kauffman, trader, of the city and district of Montreal, plaintiff; vs the said David Kauffman, defendant.

The plaintiff has, this day, instituted an action in separation as to property against the defendant Montreal, 4th May, 1922.

J. N. DECARIE,
1942—19-5 Attorney for plaintiff.

Province de Québec, district des Trois-Rivières, Cour supérieure, No 303.

Dame Ovide Boulanger, de la paroisse de Saint-Barnabé, district des Trois-Rivières, veuve de Amédée Bournival, en son vivant cultivateur, du même lieu, épouse de Ovide Villemure, de ladite paroisse de Saint-Barnabé, requérante; vs ledit Ovide Villemure, intimé.

Une action en séparation de biens a été insti-

Province of Quebec, district of Three Rivers, Superior Court, No. 303.

Dame Ovide Boulanger, of the parish of Saint-Barnabé, district of Three Rivers, widow of Amédée Bournival, in his lifetime farmer, of the same place, wife of Ovide Villemure, of the said parish of Saint-Barnabé, petitioner; vs the said Ovide Villemure, defendant.

An action for separation as to property has

tuee en cette cause le vingt-deuxième jour de février 1922.

Trois-Rivières, 22 février 1922.

Les procureurs de la requérante,
1973—19-5 DUPLESSIS & LANGLOIS.

been instituted in this cause the twenty second day of February, 1922.

Three Rivers, February 22nd, 1922.

DUPLESSIS & LANGLOIS,
1974—19-5 Attorneys for petitioner.

Assemblée.

FRANCO-CANADIAN DYERS, LIMITED.

EXTRAIT des minutes d'une réunion du conseil d'administration de la "Franco-Canadian Dyers, Limited", tenue dans la cité de Montréal, 504 immeuble "Montreal Trust", le 10 de mai, à dix heures de l'avant-midi, réunion, à laquelle tous les directeurs furent présents. Le règlement suivant a été adopté alors.

Règlement No 27.

Attendu que, dans l'opinion des administrateurs de cette compagnie, on a cru avantageux que les affaires d'icelle fussent administrées par un conseil d'au moins cinq et de pas plus de neuf directeurs :

Attendu que le règlement No 3 de ladite compagnie pourvoit à la gestion des affaires corporatives par un conseil de trois directeurs.

Décidé que ledit règlement soit amendé de manière à se lire comme suit :

Les affaires de la compagnie seront conduites par un conseil d'administration de cinq à neuf membres.

Il y aura un président, un vice-président, un secrétaire-trésorier, ainsi que les autres officiers que choisira l'administration. Une même personne pouvant remplir plusieurs charges.

Certifié vraie copie,

2393

Le secrétaire,
JEAN DINNET.

Meeting.

FRANCO CANADIAN DYERS, LIMITED.

EXTRACT from the minutes of a meeting of board of directors of "Franco Canadian Dyers, Limited", held in the city of Montreal, 504 Montreal Trust building, on the 10th day of May, at the hour of ten o'clock in the forenoon, at which meeting all the directors were present. The following by-law was then passed.

By-law No. 27.

Whereas in the opinion of the directors of this company, it has been decided that it would be to the advantage of the said company that its affairs be managed by a board of not less than five and not more than nine directors;

Whereas by-law No. 3 of the said company declares that the affairs of the company shall be managed by a board of three directors.

Resolved that the said by-law be amended to read as follows:

The affairs of the company shall be managed by a board of not less than five and not more than nine directors.

There shall be a president, a vice-president, a secretary treasurer and such other officers as the board of directors may determine. One person may hold more than one office.

Certified true copy.

2394

JEAN DINNET,
Secretary.

Avis divers

"STANDARD SAND, LIMITED".

Règlement No 7, tel qu'amendé le 1er octobre 1921, pour augmenter le nombre des directeurs de trois à cinq.

VII. Les affaires de la compagnie sont administrées par un conseil de cinq directeurs élus chaque année, à l'assemblée générale; ils sont toujours ré-éligibles.

Le règlement qui précède a été unanimement approuvé par un vote unanime de tous les actionnaires de la compagnie ci-dessus nommée dans une assemblée générale des actionnaires qui a été tenue le 1er octobre 1921.

2327

Le secrétaire,
GEO.-L. L'HEUREUX.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, 1920, article 6102, la compagnie "McFarlane Douglass Company, Limited", autorisée à faire des affaires dans cette province, a nommé, par nouvelle procuration, M. R. Jefcoat, gérant, de la cité de Montréal, son agent principal, avec son bureau-chef d'affaires au numéro 34a, rue Dorchester-Ouest, Montréal, en remplacement de M. William Edward Baxter.

Miscellaneous Notices

"STANDARD SAND, LIMITED".

By-law No. 7, as amended the 1st of October, 1921, to increase the number of directors from three to five.

VIII. The affairs of the company shall be managed by a board of five directors elected each year at the general meeting; they shall be re-eligible.

The foregoing by-law was unanimously approved by the unanimous vote of all the shareholders of the above named company at a general meeting of the shareholders held on the 1st of October, 1921.

2328

GEO. L'HEUREUX,
Secretary.

Notice is hereby given that under part I of the Quebec Companies' Act, 1920, article 6102, the McFarlane Douglas Company, Limited, authorized to do business in this Province, has, by a new power of attorney, appointed Mr. R. Jefcoat, of the city of Montreal, its principal agent, with head office at No. 34a Dorchester street West, Montreal, in the place and stead of Mr. William Edward Baxter.

Daté du bureau du secrétaire de la province,
ce quinzième jour de mai 1922.

Dated at the office of the Provincial Secretary,
this fifteenth day of May, 1922.

Le sous-secrétaire de la province,
2333 C.-J. SIMARD.

C. J. SIMARD,
2334 Assistant Provincial Secretary.

CHAMBRE DES NOTAIRES.

SECRETARIAT DE MONTRÉAL.

Montréal, 7 juin 1922.

Avis public est, par le présent donné par moi, soussigné, Edouard Biron, domicilié dans la cité de Westmount, l'un des secrétaires de la Chambre des notaires, que, par jugement du conseil de ladite chambre, en date du trentième jour de mars dernier (1922), Fortunat Laberge, notaire, ci-devant résidant à Châteauguay, dans le district de Beauharnois, aujourd'hui de lieux inconnus, a été destitué pour avoir commis des actes dérogatoires à l'honneur professionnel prévus par les dispositions de l'article 4840 et du paragraphe septième de l'article 4849 du Code du notariat.

Cette destitution prendra effet le dix-septième jour de juin courant (1922).

En foi de quoi j'ai signé le présent, à Montréal, ce septième jour de juin mil neuf cent vingt-deux.

Le secrétaire C. N.,
EDOUARD BIRON.

Montréal, 7 juin 1922. 2413—23-2

BOARD OF NOTARIES.

OFFICE OF THE SECRETARY FOR MONTREAL.

Montreal, 7th June, 1922.

Public notice is hereby given by the undersigned, Edouard Biron, residing in the city of Westmount, one of the secretaries of the Board of Notaries, that, by a judgment of the Council of the said Board dated the thirtieth day of March last, (1922), Fortunat Laberge, Notary, formerly residing at Châteauguay, district of Beauharnois, and now of unknown place, has been removed as notary for contraventions to article 4840 and paragraph seventh of article 4849 of the Notarial Code.

Such removal will take effect the seventeenth day of June instant (1922).

In witness whereof I have signed this present at Montreal, this seventh day of June, nineteen hundred and twenty-two.

EDOUARD BIRON,
Secretary B. M.

Montreal, 7th June, 1922. 2414—23-2

Province de Québec, municipalité de Hinchinbrooke.

Avis public est par les présentes donné que John Elder, Thomas S. Macfarlane, Henry Hampson, Percy Chauvin et George-C. Boyer, ainsi que les autres personnes qui s'associeront plus tard à eux se proposent de solliciter la passation d'un arrêté ministériel sous l'empire des dispositions de l'article 6821 et suivants des Statuts révisés de la province de Québec, à l'effet de constituer en corporation une compagnie dont le nom sera "Athelstan Cemetery Company", laquelle compagnie se propose d'utiliser à jamais comme cimetière la propriété immobilière connue comme étant le lot vingt-sept B, du cinquième rang du canton de Hinchinbrooke, selon le plan et livre de renvoi officiels dudit canton, le tout sujet aux droits des propriétaires de lots actuels.

Daté à Montréal, ce cinquième jour de juin 1922.

Le notaire DONALD M. ROWAT,
2437 pour les parties intéressées.

Province of Quebec, municipality of Hinchinbrooke.

Public notice is hereby given that John Elder, Thomas S. Macfarlane, Henry Hampson, Percy Chauvin and George C. Boyce, and such other persons as may hereafter become associated with them intend applying for an Order of the Lieutenant-Governor in Council under the provisions of article 6821 and following of the Revised Statutes of the Province of Quebec, incorporating a company to be known as "Athelstan Cemetery Company", which company intends holding as a cemetery forever the immoveable property known as lot twenty-seven B, in the fifth range of the township of Hinchinbrooke, according to the official plan and book of reference of said township the whole subject to the rights of the existing lot holders.

Dated at Montreal, this fifth day of June, 1922.

DONALD M. ROWAT, notary.
2438 On behalf of the interested parties.

Bureau-chef

Head Office.

THE HA ! HA ! BAY SULPHITE COMPANY, LTD.

THE HA ! HA ! BAY SULPHITE COMPANY, LTD.

Avis de mutation du siège social.

Notice of changing the address of the head office.

Avis est aux présentes donné que la "Ha! Ha! Bay Sulphite Company, Limited", constituée par lettres patentes de la province de Québec émises le 3 avril 1916 et dont le siège social est sur la rue Racine, à Chicoutimi, P. Q., où son bureau se trouvait jusqu'à date, l'a transféré au No 164 rue Saint-Jacques, à Montréal.

Notice is hereby given that the Ha! Ha! Bay Sulphite Company, Limited incorporated by letters patent of the Province of Quebec dated 3rd April, 1916 and having its head office at Racine street, Chicoutimi P. Q., where its office was situated up to to-day, has moved it to 164 Saint James street, Montreal.

A compter de la date du présent avis, la com-

From and after the date of this notice, the said

pagne considérera ledit bureau comme étant le siège social de la corporation.

Daté à Chicoutimi, ce 17 mai 1922.

2435 Le secrétaire adjoint,
RAYMOND BELLEAU.

office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Chicoutimimi, this 17th day of May, 1922.

2436 RAYMOND BELLEAU,
Assistant Secretary.

Chartes—abandon de :

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnie de Québec, 1920, article 5973a, il a plu au lieutenant-gouverneur de la province de Québec d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "The Beaurivage Lumber Company", constituée en corporation par lettres patentes en date du dixième jour de septembre 1908.

Avis est de plus donné qu'à compter de la date de la publication du présent avis, la compagnie "The Beaurivage Lumber Company" a pris fin.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce sixième jour de juin 1922.

2375 Le sous-secrétaire de la province,
C.-J. SIMARD.

Charters—Surrender of :

Notice is hereby given under part I of the Quebec Companies' Act, 1920, article 5973a, that His Honour the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "The Beaurivage Lumber Company", incorporated by letters patent dated the tenth day of September, 1908.

Notice is also given that on and from the date of the present notice, the company "The Beaurivage Lumber Company" is dissolved.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this sixth day of June, 1922.

2376 C. J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnie de Québec, 1920, article 5973a, il a plu au lieutenant-gouverneur de la province de Québec, d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Steamer Muriel W., Limited", constituée en corporation par lettres patentes, en date du vingt-sixième jour d'avril 1918.

Avis est de plus donné qu'à compter de la date de la publication du présent avis, la compagnie "Steamer Muriel W. Limited" a pris fin.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce sixième jour de juin 1922.

2377 Le sous-secrétaire de la province,
C.-J. SIMARD

Notice is hereby given under part I of the Quebec Companies' Act, 1920, article 5973a, that His Honour the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Steamer Muriel W., Limited" incorporated by letters patent dated the twenty sixth day of April, 1918

Notice is also given that on and from the date of the present notice, the company "Steamer Muriel W. Limited" is dissolved

Dated at the office of the Provincial Secretary, this sixth day of June, 1922.

2378 C. J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, article 5973a, il a plu au lieutenant-gouverneur de la province de Québec, d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "St. Lawrence Lumber Industrial Company", constituée en corporation par lettres patentes en date du vingt-septième jour de janvier 1908.

Avis est de plus donné qu'à compter de la date de la publication du présent avis, la compagnie "St. Lawrence Lumber Industrial Company" a pris fin.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce sixième jour de juin 1922.

2379 Le sous-secrétaire de la province,
C.-J. SIMARD.

Notice is hereby given under part I of the Quebec Companies' Act, 1920, article 5973a, that His Honour the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "St. Lawrence Lumber Industrial Company", incorporated by letters patent dated the twenty seventh day of January, 1908.

Notice is also given that on and from the date of the present notice, the company "St. Lawrence Lumber Industrial Company" is dissolved.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this sixth day of June, 1922.

2380 C. J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary.

Examens du barreau—Bar Examinations

BARREAU DE MONTREAL—BAR OF MONTREAL.

CANDIDATS POUR L'ADMISSION A L'ÉTUDE DU DROIT.—CANDIDATES FOR THE ADMISSION TO THE STUDY OF THE LAW.

Examens du 4 juillet 1922.—Examinations, 4th July, 1922.

Noms — Names	Prénoms — Surnames	Age	Résidence — Residence	Collèges. — Colleges.
1.—Archambault.	Edouard.....	21	Montréal...	Coll. Montréal, Cours de Boiss.
2.—Archambault.	L.-R.....	24	Montréal...	Coll. Joliette.
3.—Baker.....	Hyman.....	22	Montréal...	Montreal High School, McGill Coll.
4.—Batshaw.....	Harry.....	20	Montréal...	Cath. High School, McGill Univ.
5.—Bayliss.....	William.....	19	Montréal...	Commercial & Tech. High Sch.
6.—Clément.....	Paul d'Estimauville...	20	Outremont...	Coll. Notre-Dame, Coll Mt St-L.
7.—Cohen.....	Lawrence, Z.....	21	Montréal...	Victoria School, Westmount High School, McGill Univers.
8.—Crestohl.....	Leon, Dave.....	22	Montréal...	Victoria School, High School, Que., McGill University.
9.—Demers.....	Maurice.....	21	St-Jean.....	Coll. St-Jean.
10.—Fortier.....	Paul.....	19	Montréal...	Coll. Ste-Marie.
11.—Gaboury.....	Marcel.....	22	Montréal...	Coll. Ste-Marie, McGill Univ.
12.—Gaudet.....	Elisée.....	22	Joliette.....	Univ. Ottawa, Sém. et acad, Joliette.
13.—Gauthier.....	Paul.....	18	Montréal...	Coll. Ste-Marie.
14.—Gross.....	Myer.....	20	Montréal...	Public School, Montreal High School.
15.—Hartt.....	Maurice.....	27	Montréal...	Public High School Roumania. Queens Univ. Kingston, Ont.
16.—Julien.....	Maurice.....	21	Montréal...	Sém. de Ste-Thérèse.
17.—Lamer.....	Antonio.....	19	Montréal...	Coll. Ste-Marie.
18.—Laurendeau.....	Godefroy.....	19	Montréal...	Coll. Ste-Marie.
19.—Lyll.....	Wm. Thomas.....	24	Westmount..	Wykeham House School, McGill College.
20.—Messinger.....	Israel.....	17	Montréal...	Alexandra School, Commercial & Tech. High School.
21.—Ozur.....	Philip.....	20	Montréal...	Commercial & Tech. High Sch. Quebec Business College.
22.—Rohrlick.....	Louis Henry.....	21	Montréal...	Montreal High School, McGill University.
23.—Rudenko.....	Samuel David.....	21	Montréal...	Montreal High School, McGill University.
24.—Solomon.....	Abraham.....	25	Montréal...	Montreal High School, McGill University.
25.—Schachter.....	M. W.....	27	Montréal...	Mt. Royal School, Hunters Acad.
26.—Schwisberg.....	Samuel Edgar.....	23	Montréal...	Mt. Royal School, Montreal High School.
27.—Silverstein.....	M.....	22	Montréal...	Montreal High School, McGill University.
28.—Usher.....	Peter Joseph.....	20	Montreal...	Montreal High School, McGill University.
29.—Wilkes.....	J. F. R.....	28	Montréal...	Toronto University, Oxford University, McGill University.

Le secrétaire du barreau de Montréal,
HOR. MICHAUD,
 Secretary of the bar of Montreal
 2417-18-23-2

Montréal, 7 juin—7th June, 1922.

BARREAU DE SAINT-FRANÇOIS.—BAR OF SAINT FRANCIS.

ADMISSION A LA PRATIQUE DU DROIT.—ADMISSION TO PRACTICE OF LAW.

Noms Names.	Prénoms. Surnames	Age	Résidence Residence.
Wolfe.....	John Patrick.....	24	Sherbrooke.
Cohen.....	Harry.....	23	Sherbrooke.

Sherbrooke, 31 mai—31st May, 1922.

Le secrétaire du barreau de Saint-François,
K. A. WILSON,
Secretary of the bar of Saint Francis
2419-20—23-2

BARREAU D'OTTAWA—BAR OF OTTAWA

CANDIDATS POUR L'ADMISSION A L'ÉTUDE DU DROIT—CANDIDATES FOR ADMISSION TO STUDY OF THE LAW

Examens de juillet 1922—Examinations of July, 1922.

Nom Name	Prénoms Surnames	Age	Résidence Residence	Collèges Colleges
Pothier.....	Hubert-T.....	22 ans—years..	Ottawa.....	Académie de la Salle, Université d'Ottawa.
Fortier.....	Louis-Jacques.....	19 ans—years..	Hull.....	Académie de la Salle, Université d'Ottawa.
McDougall...	James Malcolm...	22 ans—years..	Aylmer.....	Ottawa Collegiate Institute, Mc-University.

Hull, 1er juin—1st June, 1922.

2315—16

Le secrétaire,
P.-A. GAUDET,
Secretary

Faillite—avis de

Bankrupt notice

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 21.

In re: Lebeau & Lebeau, 245 Avenue du Parc Ouest, Montréal, débiteurs; vs Cassidy's, Limited, demandeur.

Un premier et dernier dividende a été préparé en cette affaire et sera ouvert à contestation jusqu'au 19 juin 1922.

Daté à Montréal, ce 3ième jour de juin 1922.

Les curateurs,

FELIX-ROMEPAUQUET &
JOSEPH-OMER BONNIER.

2321

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 21.

In re: Lebeau & Lebeau 245 Park Avenue West, Montreal, insolvents; vs Cassidy's, Limited, petitioner.

A first and final dividend has been prepared in the abovementioned matter and will be opened for contestation until the 19th of June, 1922.

Dated at Montreal, this 3rd day of June, 1922.

FELIX ROMEO PAQUET &

JOSEPH OMER BONNIER,

Curators.

2322

Minutes de notaire

Notarial Minutes

Québec, 6 juin 1922.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du notariat, qu'il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, par arrêté en Conseil en date du 31 mai 1922, d'accorder à M. Oscar Théoret, notaire, de la cité de Montréal, le transfert des minutes, répertoire et index de feu Napoléon Théoret, en son vivant notaire, du même lieu.

2371

Le sous-secrétaire de la province,
C. J. SIMARD.

Québec, 6 juin 1922.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du notariat, qu'il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, par arrêté en Conseil en date du 31 mai 1922, d'accorder à M. Joseph-Lionel Girouard, notaire, de la cité de Montréal, le transfert des minutes, répertoire et index de feu Henri-P. Pepin, en son vivant notaire, du même lieu.

2373

Le sous-secrétaire de la province,
C. J. SIMARD.

Québec, June 6th, 1922.

Notice is hereby given, in accordance with the provisions of the Notarial Code, that His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, by Order in Council dated the 31st of May, 1922, to grant to Mr. Oscar Théoret, notary, of the city of Montreal, the transfer of the minutes, repertory and index of the late Napoléon Théoret, in his lifetime notary, of the same place.

2372

C. J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary.

Québec, 6th June, 1922.

Notice is hereby given, in accordance with the provisions of the Notarial Code, that His Honour the Lieutenant Governor has been pleased, by Order in Council dated the 31st of May, 1922, to grant to Mr. Joseph Lionel Girouard, notary, of the city of Montreal, the transfer of the minutes, repertory and index of the late Henri P. Pepin, in his lifetime notary, of the same place.

2374

C. J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary.

Ordre de Cour

Rule of Court

Canada, province de Québec, district de Québec, Cour supérieure, No 719.

Lapointe *et al*, demandeurs; vs "Produits Sphinx, ltée", défenderesse; et La Banque Nationale, opposante.

APPEL DES CRÉANCIERS.

Le deuxième jour de juin 1922.

Sur ordre de l'honorable juge G. F. Gibsons donné ce jour, vu l'allégation de l'insolvabilité de ladite "Produits Sphinx, ltée", Montmagny, défenderesse, les créanciers de ladite défenderesse qui n'auraient pas encore produit leurs réclamations, sont maintenant appelés à les produire en cette cause au bureau du protonotaire de la Cour supérieure pour ce district, à Québec dans les quinze jours de la date de la première insertion du présent avis dans la *Gazette officielle de Québec*, conformément aux articles 673 et 674 du Code de procédure civile.

Le P. C. S.,

(Signé— AMD. ROBITAILLE.

Vraie copie,

Les procureurs des demandeurs, 2443—23-2
LAPOINTE & ROCHETTE.

Canada, Province of Quebec, district of Quebec, Superior Court, No. 719.

Lapointe *et al*, plaintiffs; vs "Produits Sphinx, ltée", defendant; et "La Banque Nationale", opponent.

CALL TO CREDITORS.

The second day of June, 1922.

Upon an order of the Honorable Justice G. F. Gibsons given this day, following an allegation of insolvability of the said "Sphinx Products, Limited", Montmagny, the defendant, the creditors of the said defendant, who have not yet filed their claims, are now requested to do so, in the record of the present cause at the office of the protonotary of the Superior Court for this district, at Quebec, within fifteen days from the first publication of the present notice in the *Quebec Official Gazette*, according to articles 673 and 674 of the Code of Civil Procedure.

(Signed) AMD. ROBITAILLE,
P. C. S.

True copy,

LAPOINTE & ROCHETTE,
Attorneys for plaintiffs. 2444—23-2

Soumissions

Tenders

Province de Québec, municipalité de Sainte-Flore-Est.

Avis public est par les présentes donné que le conseil municipal de la corporation de Sainte-Flore-Est recevra d'ici au 3 juillet prochain 1922, jusqu'à quatre heures P. M., au bureau du soussigné, Victor Bourassa, secrétaire-trésorier de ladite corporation, des soumissions écrites pour l'achat de vingt-cinq mille (\$25,000.00) piastres d'obligations devant être émises en vertu du règlement

Province of Quebec, municipality of Sainte-Flore-East.

Public notice is hereby given that the municipal council of the corporation of Sainte-Flore-East will receive up to four o'clock in the afternoon, of the 3rd of July next, 1922, at the office of the undersigned, Victor Bourassa, secretary-treasurer of the said corporation, written tenders for the purchase of twenty five thousand (\$25,000.00) dollars of bonds to be issued under by-law No. 6

No 6 de ladite corporation, lequel dit règlement a été dûment approuvé suivant la loi, avec coupons d'intérêt au taux de 6% par an, intérêt payable semi-annuellement les premiers mai et novembre de chaque année, aux bureaux de la Banque Nationale à Grand'Mère, à Montréal ou à Québec.

Ces obligations, au nombre de deux cent cinquante, sont de la dénomination de \$100.00 chacune, rachetables dans trente ans à compter du 1er mai 1922.

Les soumissions devront porter plus intérêt accru.

Toute soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à un pour cent (1%) du montant de l'emprunt. Après l'examen des soumissions, les chèques déposés par ceux des soumissionnaires dont la soumission n'aura pas été acceptée leur seront remis sans délai; celui du soumissionnaire dont l'offre sera acceptée lui sera remis après l'exécution de son contrat.

Lesdites soumissions seront ouvertes et prises en considération à une séance régulière du conseil municipal de ladite corporation qui aura lieu lundi, le 3 juillet prochain 1922, à sept heures P. M. (heure solaire).

Le dit conseil ne s'engage à accepter aucune des soumissions.

Donné en la paroisse de Sainte-Flore-Est, ce premier jour de juin mil neuf cent vingt-deux.

2319—23-2 Le secrétaire-trésorier,
VICTOR BOURASSA.

Des soumissions cachetées, adressées au secrétaire-trésorier de la cité de Rivière-du-Loup, comté de Témiscouata, seront reçues par le sousigné jusqu'au 30 juin 1922, à quatre heures de l'après-midi, à l'hôtel-de-ville de la dite cité de Rivière-du-Loup, pour l'achat d'une émission de débetures au montant de \$200,000.00, au taux de 5½% d'intérêt par an, remboursables chaque année pendant l'espace de 20 ans de la date de l'émission; lesdites débetures devant être datées du 1er mai 1922.

Cette émission de débetures est faite en vertu du règlement No 124 de ladite cité, règlement dûment voté par le conseil de ville et approuvé suivant la loi.

Sur demande, le secrétaire-trésorier fournira toutes particularités. Toute soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et elle devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les bons au moment de leur livraison.

Les soumissions seront prises en considération une séance publique du conseil de ville de la cité de Rivière-du-Loup, le 3 juillet 1922, à 7.30 hrs. p. m., à la salle des séances du dit conseil, à l'hôtel de ville.

Le secrétaire-trésorier de la cité,
JOS. LEBEL.

Copie certifiée.

Le secrétaire-trésorier,
J. LEBEL.

2389

Canada, province de Québec, municipalité scolaire de la ville de La Tuque.

Des soumissions cachetées, adressées au secrétaire-trésorier de la commission scolaire de la ville de La Tuque seront reçues par le sousigné jusqu'au quatre juillet 1922, à quatre heures de l'après-midi, au bureau du secrétaire, pour la vente d'une émission d'obligations au montant de \$75,000.00, au taux de six pour cent par an, remboursable de 1923 à 1927.

of the said corporation, said by-law having been duly approved according to law, with interest coupons at the rate of 6% per annum, the interest being payable semi-yearly the first of May and first of November of each year, at the offices of La Banque Nationale at Grand'Mère, Montreal or Quebec.

These bonds, to the number of two hundred and fifty, are in denomination of \$100.00 each and mature in thirty years from the first of May, 1922.

The tenders must include the accrued interest.

Every tender must be accompanied by an accepted cheque equal to one (1%) per cent of the amount of the loan. After the examination of the tenders, the cheques deposited by the unsuccessful tenderers will be returned to them forthwith; that of the successful tenderer will be returned to him after the execution of his contract.

The said tenders will be opened and considered at a regular sitting of the municipal council which will be held on the 3rd of July next, 1922, at seven o'clock P. M. (standard time).

The said council does not bind itself to accept any of the tenders.

Given in the parish of Sainte-Flore-East, this first day of June, one thousand nine hundred and twenty two.

2320—23-2 VICTOR BOURASSA,
Secretary-Treasurer.

Sealed tenders addressed to the secretary-treasurer of the city of Rivière-du-Loup, county of Témiscouata, will be received by the undersigned up to four o'clock in the afternoon of the 30th of June, 1922, at the city hall of the said city of Rivière-du-Loup, for the purchase of an issue of debentures amounting to \$200,000.00, bearing 5½% interest per annum, redeemable each year during a period of twenty years from the date of issue; the said debentures to be dated the 1st May, 1922.

This issue of debentures is made under by-law No. 124 of the said city, by-law duly voted by the city council and approved according to law;

On demand, the secretary-treasurer will furnish all particulars. Every tender must be accompanied by an accepted cheque equal to 1% of the amount of the loan and must specify whether the price offered does or does not include the accrued interest on the bonds at the time of their delivery;

The tenders will be considered at a public sitting of the city council of the city of Rivière-du-Loup, the 3rd of July, 1922, at 7.30 o'clock P. M., at the Council room of the said council, in the city hall.

JOS. LEBEL,
Secretary-Treasurer of the city.

Certified copy,

J. LEBEL,
Secretary Treasurer.

2390

Canada, Province of Quebec, school municipality of the town of La Tuque.

Sealed tenders, addressed to the Secretary Treasurer of the school commission of the town of La Tuque will be received by the undersigned up to the fourth of July, 1922, at four o'clock in the afternoon, at the office of the Secretary, for the sale of an issue of bonds to the amount of \$75,000.00, at the rate of six per cent per annum, redeemable from 1923 to 1927.

Les soumissions devront être accompagnées d'un chèque accepté par une banque pour une somme égale à 1% du montant de l'émission.

Les commissaires ne seront pas tenus à accepter aucune soumission.

Le secrétaire-trésorier de la commission scolaire de la ville de La Tuque,

GUST. DUGUAY.

La Tuque, 7 juin 1922.

2433

Tenders must be accompanied by an accepted bank cheque for a sum equal to 1% of the amount of the issue.

The commissioners will not be bound to accept any tender.

GUST. DUGUAY,
Secretary-Treasurer of the school commission of the town of La Tuque.

La Tuque, 7th June, 1922.

2434

Vente d'effets non réclamés

Avis est par les présentes donné au public, sous l'autorité de la Loi des chemins de fer du Canada, que la compagnie de messageries "Dominion Express Company" vendra à l'encan public, dans la cité de Montréal, dans la province de Québec, mercredi, le 28 juin 1922, toutes les consignations non réclamées reçues avant le premier juin 1921, dans les bureaux de la division dite Atlantique.

Le vice-président et gérant général,
1907—19—6 T. E. McDONNELL.

Public notice is hereby given that under authority of Canadian Railway Act, the Dominion Express Company will sell at public auction, in the city of Montreal, in the Province of Quebec, on Wednesday, June 28th, 1922, all unclaimed shipments that have been on hand since previous to June the first, 1921, at offices in the Atlantic division.

T. E. McDONNELL,
1908—19—6 Vice-President and General Manager.

Sale of unclaimed baggage

Ventes—Loi de faillite

En vertu de la loi de faillite.

Dans l'affaire de Fortunat Laberge, N. P., du village de Châteauguay, failli.

Avis est par les présentes donné qu'en vertu d'un jugement rendu par la Cour des faillites, le huitième jour de mai 1922, dans la cause No 99, et tel que prescrit par la loi de faillite 1920.

L'immeuble ci-après désigné sera vendu par encan public le QUATORZIEME jour de JUILLET 1922, à ONZE heures de l'avant-midi (heure solaire) à la porte de l'église catholique du village de Châteauguay, savoir:

Un lot de terre connu et désigné sous le numéro un de la subdivision officielle du lot originaire numéro soixante-dix (No 70-1) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Joachim-de-Châteauguay—avec les bâtisses dessus érigées.

Un dépôt de \$1,000.00 sera exigé avant l'adjudication.

Pour autres renseignements et conditions de vente, s'adresser aux syndics soussignés,

TURCOTTE & MERRILL,
97 rue Saint-Jacques, Montréal.

Encanteurs :

FRASER FRRES.

2411—23-2

Dans l'affaire de "Office Requirements, Limited", Sherbrooke, P. Q., cédante autorisée.

Avis est par les présentes donné qu'en vertu d'un jugement rendu par la Cour des faillites, le 23ième jour de mai 1922, et tel que prescrit par la Loi de faillite, 1920, l'immeuble ci-après désigné sera vendu par encan public, le VINGTIEME jour du mois de JUIN 1922, à DEUX heures de l'après-midi, au bureau des soussignés, No 22 rue Wellington-Nord, Sherbrooke, P. Q.

Un certain terrain connu et désigné comme étant le lot No treize cent cinq (1305) des plan et livre de renvoi officiels du quartier sud de la

Sales—Bankruptcy Act

Under the Bankruptcy Act.

In the matter of Fortunat Laberge, N. P., of the town of Châteauguay, bankrupt.

Notice is hereby given that by virtue of a judgment rendered by the Bankruptcy Court, the eighth day of May, 1922, in cause No. 35, and in accordance with the provisions of article 20 of the Bankruptcy Act, 1920.

The immoveable property hereafter described will be sold by public auction, the FOURTEENTH day of JULY, 1922 at ELEVEN o'clock (standard time) in the forenoon, at the door of the catholic church of the village of Châteauguay, to wit:

One lot of land known and designated under number one of the official subdivision of original lot number seventy (No 70-1) of the official plan and book of reference of the parish of Saint Joachim of Châteauguay—with all the buildings thereon erected.

A deposit of \$1,000.00 will be required before the adjudication.

For further particulars and *cahier des charges*, apply to the undersigned authorized trustees,

TURCOTTE & MERRILL,
97, Saint James street, Montreal.

FRASER BROTHERS,

Auctioneers.

2412—23-2

In the matter of "Office Requirements, Limited", Sherbrooke, P. Q., authorized assignor.

Notice is hereby given that by virtue of a judgment rendered by the Bankruptcy Court, the 23rd day of May, 1922, and in accordance with the provisions of article 20 of the Bankruptcy Act, the immoveable property hereafter described will be sold by public auction, the TWENTYTH day of JUNE, 1922, at TWO o'clock in the afternoon, at our office, No. 22 Wellington street North, Sherbrooke, P. Q., to wit:

The lot number thirteen hundred and five (1305) on the official plan and in the book of reference for the south ward of the city of Sher-

cité de Sherbrooke, P. Q.—avec les bâtisses ci-dessus érigées.

Cette vente est faite conformément à l'article 20, paragraphe B-3 de la Loi de faillite 9-10 George V, chapitre 36, et à les mêmes effets que la vente par le shérif.

Pour autres renseignements et conditions de vente, s'adresser aux syndics autorisés soussignés.

BELANGER & BEGIN.

22 rue Wellington Nord.
Sherbrooke, P. Q., 23 mai 1922. 2207—21-4

En vertu de la loi de faillite.

Dans l'affaire de Emile Deslauriers, Contre-cœur, province de Québec, failli.

Les immeubles ci-après désignés seront vendus par encan public MERCREDI, le CINQUIEME jour de JUILLET 1922, à UNE heure de l'après-midi, à la porte de l'église catholique de la paroisse de Contre-cœur, en deux lots, savoir:

Lot 1.—Un lot de terre connu et désigné comme partie du lot numéro deux cent neuf (No 209) sur le plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Contre-cœur, contenant environ quatre-vingt-dix pieds de largeur sur une profondeur de quatre-vingt-dix pieds, mesure anglaise, plus ou moins —avec les bâtisses dessus construites et les servitudes actives et passives y attachées;

Lot 2.—Un terrain situé au village de Contre-cœur, étant une partie du lot connu et désigné sous le numéro deux cent quatorze (ptie de 214) sur le plan et au livre de renvoi officiels de la paroisse de Contre-cœur, contenant environ dix-huit pieds de largeur sur une profondeur d'environ cent quarante pieds, de là, prenant cent pieds de largeur sur une profondeur d'environ deux cent vingt pieds, le tout, mesure anglaise, tenant au nord-ouest et au nord-est à la propriété de Moïse Gosselin, au sud-ouest à celle de Frédéric Viau, et au sud-est à la propriété de Stanislas Dupont, sur une largeur de quatre-vingt-deux pieds, et au chemin de front du rang de "La Côte", sur une largeur de dix-huit pieds—avec une bâtisse en bois, lambrissée en tôle, servant de boutique de menuiserie, machines, engin, bouilloire, arbres de couche, courroies et l'outillage.

Un dépôt de \$500.00 sera requis sur chaque lot avant l'adjudication.

Pour autres renseignements et cahier des charges, s'adresser aux syndics autorisés soussignés.

TURCOTTE & MERRILL,

97 rue Saint-Jacques, Montréal.

FRASER FRERES,

Encanteurs.

2287—22-2

Province de Québec, district de Joliette.

In re: Adélar Ducharme, cultivateur et commerçant, de la paroisse de Saint-Thomas, dans le district de Joliette, cédant autorisé.

Avis est par le présent donné que le MERCREDI, CINQUIEME jour du mois de JUILLET mil neuf cent vingt-deux, à ONZE heures de l'avant-midi, sera vendu par encan public à l'ancien domicile du cédant autorisé, situé sur la terre mentionnée au paragraphe premier ci-après, en la paroisse de Saint-Thomas-de-Joliette, l'immeuble suivant cédé par le failli en cette cause, savoir:

1. Un terrain situé en la paroisse de Saint-Thomas, comté de Joliette, de figure irrégulière et comprenant tout le terrain renfermé dans les limites suivantes: borné en front au ruisseau

brooke, P. Q.—with buildings thereon erected.

This sale is made in conformity with article 20, paragraph B-3, of the Bankruptcy Act, 9-10 George V, chapter 36, and has the same effect as a sheriff's sale.

For further particulars and terms of sale, apply to the undersigned authorized trustees.

BELANGER & BEGIN,

22 Wellington street north.
Sherbrooke, P. Q., May 23rd, 1922.

2208—21-4

Under the Bankruptcy Act.

In the matter of Emile Deslauriers, Contre-cœur, Province of Quebec, bankrupt.

The immovable properties hereunder described will be sold by public auction WEDNESDAY, the FIFTH day of JULY, 1922, at ONE o'clock p. m., at the door of the catholic church of the parish of Contre-cœur, in two lots, to wit:

Lot 1.—One lot of land known and designated as being part of lot number two hundred and nine (No. 209) on the official plan and book of reference of the parish of Contre-cœur, containing about ninety feet in width by a depth of ninety feet, English measure, more or less—with the buildings thereon erected and all active and passive servitudes thereto attached;

Lot 2.—A piece of land situate in the village of Contre-cœur, being part of lot known and designated as being number two hundred and fourteen (pt. of 214) on the official plan and book of reference of the parish of Contre-cœur, containing a width of about eighteen feet until a depth of about one hundred and forty feet, therefrom, the width being of one hundred feet by a depth of about two hundred and twenty feet, the whole, English measure; bounded to the northwest and to the northeast by the property of Moïse Gosselin, to the southwest by the property of Frederic Viau and to the southeast partly by the property of Stanislas Dupont and partly by the highway of the range "La Côte"—with a sheet metal encased building, serving as a carpenter shop and machinery and fixtures therewith attached.

A deposit of \$500.00 will be required before adjudication.

For further particulars and *cahier des charges*, apply to the undersigned authorized trustees.

TURCOTTE & MERRILL,

97, Saint James street, Montreal.

FRASER BROTHERS,

Auctioneers.

2288—22-2

Province of Quebec, district of Joliette.

In re: Adélar Ducharme, farmer and trader, of the parish of Saint Thomas, in the district of Joliette, authorized assignor.

Notice is hereby given that on WEDNESDAY, the FIFTH day of the month of JULY, one thousand nine hundred and twenty two, at ELEVEN o'clock in the forenoon, shall be sold by public auction, at the former domicile of the authorized assignor situate on the land mentioned in hereinafter paragraph one, in the parish of Saint-Thomas-de-Joliette, the following immovable assigned by the insolvent in this cause, to wit:

1. A lot of land situate in the parish of Saint Thomas, county of Joliette, of irregular outline and comprising all the land enclosed within the following limits: bounded in front by the Saint

Saint-Thomas, en profondeur au chemin de front de la concession du Petit-Rang, d'un côté vers l'est par le No 133 et de l'autre côté au terrain de Moïse Lafond; ledit terrain vendu connu et désigné comme faisant partie des lots numéros cent trente-cinq et cent trente-six (p. 135 et p. 136) des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse Saint-Thomas—avec les bâtisses dessus construites. L'immeuble ci-dessus désigné est et sera vendu à la charge des rentes seigneuriales, des servitudes passives grevant ledit immeuble et en outre, à la charge spécialement en faveur de Prosper Ducharme, bourgeois, de la paroisse de Saint-Thomas, d'une rente et pension viagère de \$600.00 par année, payable chaque année, le premier décembre, dont le premier paiement deviendra dû et échu le premier décembre prochain 1922, pour continuer ainsi chaque premier décembre à payer pareille rente et pension viagère audit Prosper Ducharme, au bureau du notaire S.-A. Lavallée, à Joliette, jusqu'au décès dudit Prosper Ducharme;

2. Un terrain situé en la paroisse de Saint-Thomas, comté de Joliette, faisant partie du lot numéro deux cent quarante-trois (243) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Thomas, contenant, ledit terrain, un arpent et demi de largeur sur environ huit arpents de profondeur, plus ou moins; borné comme suit: en front au chemin de front du Côteau Jaune, à l'autre bout au bras sud-ouest, d'un côté à Amédée Fafard et de l'autre côté à Arthur Desmarais—sans bâtisse. A distraire du susdit terrain, la portion de terre occupée par la voie ferrée du C. P. R. et aussi la portion de terrain occupée par la ligne électrique de la "Shawinigan Water & Power Company".

Ledit terrain sera vendu à la charge de la rente seigneuriale et des servitudes passives actuellement existantes affectant le dit immeuble.

Fait en double, à Joliette, ce trentième jour du mois de mai mil neuf cent vingt-deux.

Le syndic autorisé,
2807—22-2 J.-C. PERRAULT.

Thomas stream, in depth by the front road of the Petit-Rang concession, on one side towards the east by the No. 138 and on the other side by the land of Mo'se Lafond; the said land sold known and designated as forming part of the lots numbers one hundred and thirty five and one hundred and thirty six (pt. 135 and pt. 136) on the official plan and book of reference of the cadastre of the parish of Saint Thomas—with the buildings thereon erected. The hereinabove designated immovable is and shall be sold subject to the seigniorial rents, passive servitudes encumbering the said immovable and moreover, subject specially in favor of Prosper Ducharme, bourgeois, of the parish of Saint Thomas, of a life annuity and pension of \$600.00 per annum, payable every year on the first of December, of which the first payment shall become due and payable on the first of December next, 1922, such life annuity and pension to be continued payable thus every first of December to the said Prosper Ducharme, at the office of notary, S.A. Lavallée, in Joliette, until the death of the said Prosper Ducharme;

2. A lot of land situate in the parish of Saint Thomas, county of Joliette, forming part of the lot number two hundred and forty three (243) on the official plan and book of reference of the parish of Saint Thomas, the said lot of land containing one arpent and a half in width by about eight arpents in depth, more or less; bounded as follows: in front by the front road of Côteau Jaune, on the other end by the southwest arm, on one side by Amédée Fafard and on the other side by Arthur Desmarais—without building. To be withdrawn from the aforesaid lot the portion of land occupied by the C. P. Railway, and also the portion of land occupied by the electric line of the "Shawinigan Water & Power Company".

The said lot of land shall be sold subject to the seigniorial rent and passive servitudes actually existing affecting the said immovable.

Made in duplicate, at Joliette, this thirtieth day of the month of May, one thousand nine hundred and twenty two.

J. C. PERRAULT,
2308—22-2 Authorized trustee.

VENTE PAR LE SHÉRIF ARTHABASKA

SHERIFF'S SALES ARTHABASKA

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District d'Arthabaska.
Arthabaska, à savoir: } J.-A. BOLDUC, de-
No 516. } J. mandeur; vs AR-
CHELAS LEHOUX, défendeur.

Comm. appartenant au dit défendeur:

Une terre faisant partie du lot No 2b, du cinquième rang du cadastre officiel du canton de Leeds, qui se trouve au côté sud-est du chemin Craig et tel que contenue dans les bornes suivantes, savoir: au nord-ouest par le chemin Craig, au sud-est par le lot No 3a dudit rang, au nord-est par Stanislas Trépanier et au sud-ouest par le lot No 2a—avec les bâtisses dessus construites.

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Arthabaska.
Arthabaska, to wit: } J.-A. BOLDUC, plain-
No. 516. } J. tiff; vs ARCHE-
LAS LEHOUX, defendant.

As belonging to said defendant.

A certain piece of land forming part of lot No. 2b, in the fifth range of the official plan and book of reference of the township of Leeds, situated on the south east side of Craig road and as contained in the following boundaries, to wit: on the northwest by Craig road, on the southeast by lot No. 3a of said range, on the north east by Stanislas Trépanier, and on the southwest by lot No. 2a—with the buildings thereon erected.

Pour être vendue au bureau d'enregistrement du comté de Mégantic, à Inverness, le ONZIEME jour de JUILLET prochain à 1922, à DIX heures de l'avant-midi.
Bureau du shérif.

Le shérif,
J.-E. GIROUARD.

Arthabaska, 7 juin 1922.

[Première publication, 10 juin 1922]

2341—23-2

To be sold at the registry office for the county of Megantic, at Inverness, on the ELEVENTH day of JULY next, 1922, at TEN o'clock in the forenoon.
Sheriff's office.

J. E. GIROUARD,
Sheriff.

Arthabaska, 7th June, 1922.

[First publication, 10th June, 1922]

2342—23-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour de circuit, à Thetford Mines.—District of Arthabaska.

Arthabaska, à savoir: } **PIERE-E. BEAU-**
No 4143. } **DOIN,** deman-
deur; vs **FERDINAND METIVIER,** défendeur.

Comme appartenant au dit défendeur:

Une terre située dans la paroisse de Sacré-Cœur-de-Marie et étant connue sous le No 13a du dixième rang du cadastre officiel du canton de Thetford—circonstances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Sacré-Cœur-de-Marie, le ONZIEME jour de JUILLET prochain 1922, à TROIS heures de l'après-midi.

Bureau du shérif.

Le shérif,
J.-E. GIROUARD.

Arthabaska, 6 juin 1922.

[Première publication, 10 juin 1922]

2343—23-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Circuit Court at Thetford Mines.—District of Arthabaska.

Arthabaska, to wit: } **PIERRE E. BEAU-**
No. 4143. } **DOIN,** plaintiff;
vs **FERDINAND METIVIER,** defendant.

As belonging to said defendant:

A certain piece of land situated in the parish of Sacré-Cœur-de-Marie and being known under No. 13a in the tenth range of the official plan and book of reference of the township of Thetford—circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Sacré-Cœur-de-Marie, on the ELEVENTH day of JULY next, 1922, at THREE o'clock in the afternoon.

Sheriff's office.

J. E. GIROUARD,
Sheriff.

Arthabaska, 6th of June, 1922.

[First publication, 10th June, 1922]

2344—23-2

BEAUCE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour supérieure.—District de Beauce.

Beauce, à savoir: } **LA FONDERIE DE**
No 6260. } **SAINT - ANSELME,**
LIMITEE, demanderesse; contre **LUDGER**
CARON, défendeur.

Un terrain étant partie du lot numéro six cent trente-sept (ptie 637) du cadastre de la paroisse de Saint-Georges, comté de Beauce, ayant un arpent en superficie, dont un demi arpent du côté nord-est du chemin public et un demi arpent du côté sud-ouest du chemin public; borné au nord-ouest à Alfred Loignon et des autres côtés à Absolon Caron, sauf le chemin public séparant les deux parties dudit terrain—avec bâtisses, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Georges, le VINGT-DEUXIEME jour de JUIN prochain, à UNE heure de l'après-midi.

Bureau du shérif.

Le shérif,
GUSTAVE GARANT.

Saint-Joseph, Beauce, 15 mai 1922.

[Première publication, 20 mai 1922]

2055—20-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Beauce.

Beauce, to wit: } **LA FONDERIE DE**
No. 6260. } **SAINT ANSELME,**
LIMITEE, plaintiff; against **LUDGER**
CARON, defendant.

A lot of land being part of the lot number six hundred and thirty seven (pt. 637) of the cadastre of the parish of Saint Georges, county of Beauce, being one arpent in area, of which one half arpent on the northeast side of the public road and one half arpent on the southwest side of the public road; bounded on the northwest by Alfred Loignon and on the other sides by Absolon Caron, except the public road dividing the two parts of the said lot of land—with buildings, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint-Georges, the TWENTY SECOND day of JUNE next, at ONE o'clock in the afternoon.

Sheriff's office.

GUSTAVE GARANT,
Sheriff.

Saint Joseph, Beauce, 15th May, 1922.

[First publication, 20th May, 1922]

2056—20-2

BEAUCE

BEDFORD

FIERI FACIAS DE TERRIS.
Cour supérieure.—District de Bedford.

Province de Québec, } **DEXTER M. MIT-**
District de Bedford. } **CHELL,** demandeur
No 518. } vs **DES PROPRIETAI-**
RES INCONNUS, défendeurs.

Comme appartenant aux défendeurs.

BEDFORD

FIERI FACIAS DE TERRIS.
Superior Court.—District of Bedford.

Province of Québec, } **DEXTER M. MIT-**
District of Bedford. } **CHELL,** peti-
No. 518. } tioner; vs **UNKNOWN**
PROPRIETORS, defendants.

As belonging to defendants:

Le lopin de terre connu comme étant une partie du lot numéro cinq cent quatorze (514) du cadastre officiel du canton de Granby, commençant à un point où la ligne ouest du chemin conduisant au cimetière méthodiste intersecte la route; de là en suivant le côté ouest dudit chemin du cimetière vers le sud jusqu'à la limite nord du cimetière; de là vers l'ouest le long de la limite nord du cimetière, trente-trois (33) pieds jusqu'au coin nord-ouest d'icelui; de là en suivant la ligne ouest du cimetière jusqu'au coin sud-ouest d'icelui; de là vers l'ouest dans le prolongement de la ligne sud du cimetière, trois cent cinquante-quatre pieds (354) jusqu'à un poteau démarquant le coin-frontière entre la terre ici désignée et celle d'Edouard Seale; de là vers le nord en ligne directe jusqu'au coin sud-ouest du lot cadastral numéro cinq cent quinze (515) (le lot Craig); de là en suivant le sud jusqu'à la limite postérieure dudit lot jusqu'au coin sud-ouest d'icelui; de là en suivant la ligne est dudit lot jusqu'à la route de là en suivant la route à l'est jusqu'au point de départ, mesurant en superficie deux acres de terre et demi, avec réserve d'un droit de passage, le long du côté ouest du chemin conduisant au cimetière, en faveur d'Edward Seale, sauf et excepté la partie de la terre susdécrite vendue à Ethel E. Wheeler—avec une maison et les autres bâtiments qui s'y trouvent;

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Notre-Dame-de-Granby, à Granby, MERCREDI, le VINGT-HUITIÈME jour de JUIN 1922, à DIX heures de l'avant-midi. Bureau du shérif. Le shérif, Sweetsburg, le 16 mai 1922. C. B. JAMESON.
[Première publication, 20 mai 1922]
2099—20-2

That certain piece of land known as part of lot number five hundred and fourteen (514) of the official cadastre for the township of Granby, commencing at a point where the west line of the road leading to the methodist cemetery intersects the highway; thence following the west side of the said cemetery road southerly to the north line of the cemetery; thence westerly along the north line of the cemetery, thirty three (33) feet to the northwestern corner thereof; thence following the west line of the cemetery to the southwest corner thereof; thence westerly in the prolongation of the south line of the cemetery three hundred and fifty-four (354) feet to a postmarking of the corner boundary between the herein described land and that of Edward Seale; thence northerly in a direct line to the southwest corner of cadastral lot number five hundred and fifteen (515) (the Craig lot); thence following the south to the rear line of the said lot to the southwest corner thereof; thence following the east line of said lot to the highway; thence following the highway easterly to the place of commencement, containing two and one half acres of land in superficies, reserving a right of way along the west side of the road leading to the cemetery, in favour of Edward Seale, save and except so much of the above described land deeded and sold to Ethel E. Wheeler—together with a house and other buildings thereon.

To be sold at the parochial church door of the parish of Notre-Dame-de-Granby, at Granby, on WEDNESDAY, the TWENTY EIGHTH day of JUNE, 1922, at TEN o'clock in the forenoon. Sheriff's office. C. B. JAMESON, Sweetsburg, May 16th, 1922. Sheriff.
[First publication, 20th May, 1922]
2100—20-2

CHICOUTIMI

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Chicoutimi.

Chicoutimi, à savoir: } J. OLIVA CUSTEAU,
No 7458. } J. contremaitre, de la ville de Kénogami, demandeur; contre HORMIDAS DESGAGNE, ci-devant de la ville de Kénogami, et maintenant de Chicoutimi, défendeur.

Tout ce lopin de terre connu et désigné au cadastre officiel du canton de Jonquières, sous le numéro vingt-quatre cent quatre-vingt (No 24-180) du rang trois dudit canton—avec toutes les bâtisses y érigées, lequel terrain mesure cinquante-cinq pieds de largeur sur cent trente-cinq pieds de profondeur.

Pour être vendu à la porte de l'église catholique romaine de la ville de Kénogami, MERCREDI, le DOUZIÈME jour de JUILLET prochain 1922, à DIX heures de l'avant-midi. Bureau du shérif. Le shérif, Chicoutimi, 2 juin 1922. ELZ. BOIVIN.

[Première publication, 10 juin 1922]
2325—23-2

CHICOUTIMI

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Chicoutimi.

Chicoutimi, to wit: } J. OLIVA CUSTEAU,
No. 7458. } J. foreman, of the town of Kenogami, plaintiff; against HORMIDAS DESGAGNE, heretofore of the town of Kenogami, and now of Chicoutimi, defendant.

All that parcel or piece of land known and designated on the official cadastre of the township of Jonquières, under the number twenty four-one hundred and eighty (No. 24-180) of the third range of the said township—with all the buildings thereon erected, said piece of land measuring fifty five feet in width by one hundred and thirty five feet in depth.

To be sold at the Catholic church door of the town of Kenogami, on WEDNESDAY, the TWELFTH day of JULY next, 1922, at TEN o'clock in the forenoon. Sheriff's office. ELZ. BOIVIN, Chicoutimi, June 2nd, 1922. Sheriff.

[First publication, 10th June, 1922]
2326—23-2

JOLIETTE

JOLIETTE

Dans la Cour supérieure.

Province de Québec, } **G** **GEORGES D U -**
 District de Joliette, } **FRESNE**, deman-
 à savoir: No 9685. } **deur; vs LEON RAIN-**
VILLE, défendeur.

A. Un lot de terre portant le No 162 des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Sainte-Béatrix, dans le district de Joliette;

B. Un autre lot de terre portant le No 163 des mêmes plan et livre de renvoi officiels du cadastre de ladite paroisse de Sainte-Béatrix, dans le district de Joliette—avec maison, grange, dessus construites.

Pour être vendus à la porte de l'église de ladite paroisse de Sainte-Béatrix, le **MARDI, ONZIEME** jour du mois de **JUILLET 1922**, à **UNE** heure de l'après-midi (heure solaire).

Bureau du shérif. Le shérif,
GEORGE DESROCHES.

Joliette, 5 juin 1922.

[Première publication, 10 juin 1922]

2421—23-2

In the Superior Court.

Province of Quebec, } **G** **GEORGES D U -**
 District of Joliette, } **FRESNE**, plaintiff;
 to wit: No. 9685. } **vs LEON RAINVILLE,**
 defendant.

A. A lot of land bearing the No. 162 on the official plan and book of reference of the cadastre of the parish of Sainte Béatrix, in the district of Joliette;

B. Another lot of land bearing the No. 163 on the same official plan and book of reference of the cadastre of the said parish of Sainte Béatrix, in the district of Joliette—with house and barn thereon erected.

To be sold at the church door of the said parish of Sainte Béatrix, on **TUESDAY**, the **ELEVENTH** day of the month of **JULY, 1922**, at **ONE** o'clock in the afternoon, (solar time).

Sheriff's office. **GEORGE DESROCHES,**
 Sheriff.

Joliette, 5th June, 1922.

[First publication, 5th June, 1922]

2422—23-2

MONTREAL

MONTREAL

FIERI FACIAS DE TERRIS.*Cour supérieure.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir: } **D** **DAME AMICA VAL-**
 No 584. } **LIERES**, des cité et
 district de Montréal, veuve de Désiré Milhomme,
 demanderesse; vs **ZOLTON E. FAY**, défendeur.

Le lot No 167 de la subdivision officielle du lot No 480 aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault-au-Recollet—avec les bâtisses portant le No civique 2661 de la rue Chabot.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le **QUATORZIEME** jour de **JUILLET** prochain, à **UNE** heure de l'après-midi.

Un dépôt d'une somme de \$250.00 sera exigé de chaque enchérisseur, lors de son enchère, suivant jugement de l'hon. juge Coderre daté le 7 juin 1922.

Bureau du shérif. Le shérif,
 Montréal, 7 juin 1922. **L.-J. LEMIEUX.**

[Première publication, 10 juin 1922]

2423—23-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.*Superior Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit: } **D** **DAME AMICA VAL-**
 No. 584. } **LIERES**, of the city
 and district of Montreal, widow of Désiré Milhomme, plaintiff; vs **ZOLTON E. FAY**, defendant.

The lot No. 167 of the official subdivision of the lot No. 480 of the official plan and book of reference of the parish of Sault-au-Recollet—with the buildings bearing the civic No. 2661 in Chabot street.

To be sold at my office, in the city of Montreal, the **FOURTEENTH** day of **JULY** next, at **ONE** o'clock in the afternoon.

A deposit of \$250.00 shall be required from each and every bidder, with his bid, pursuant to a judgment of the Hon. Judge Coderre dated the 7th of June, 1922.

Sheriff's office. **L. J. LEMIEUX,**
 Montréal, June 7th, 1922. Sheriff.

[First publication, 10th June, 1922]

2424—23-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.*Cour supérieure.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir: } **C** **CHARLES B. FAINER,**
 No 668. } **HARRY ADEL-**
STEIN, JOSEPH H. VINEBERG, JOSEPH
& MAX GILLET, tous cinq marchands, des
 cité et district de Montréal, demandeurs; contre
JOSEPH-S. MONDOU, défendeur; et **TELES-**
PHORE DEPATIE, curateur au délaissement.

Le lot numéro 21 de la subdivision du lot originaire numéro 31 du cadastre de la paroisse de Montréal, étant le coin est du boulevard Saint-Joseph et de la rue Nelson, dans les cité et district de Montréal, appartenant à Joseph-S. Mondou, du même lieu, mais se trouvant actuellement entre les mains de Téléphore Dépatie, député protonotaire des cité et district de Montréal, curateur au délaissement.

FIERI FACIAS DE TERRIS.*Superior Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit: } **C** **CHARLES B. FAINER,**
 No. 668. } **HARRY ADEL-**
STEIN, JOSEPH H. VINEBERG, JOSEPH
& MAX GILLET, all five merchants, of the
 city and district of Montreal, plaintiffs; against
JOSEPH S. MONDOU, defendant; and **TELES-**
PHORE DEPATIE, curator to the surrender of
 property made herein.

The lot number 21 of the subdivision of the original lot number 31 of the cadastre of the parish of Montreal, being the east corner of Saint Joseph boulevard and Nelson street, in the city and district of Montreal, belongin to Joseph Mondou of the same place but now in the hands of Telesphore Dépatie, deputy prothonotary, of the city and district of Montreal, curator to the surrender of property made herein.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir:) **LE CREDIT FON-**
No 2215.) **CIER FRANCO-**
CANADIEN, une corporation légalement consti-
tuée, ayant son principal bureau d'affaires dans
les cité et district de Montréal, demandeur; vs
LE JARDIN ZOOLOGIQUE de MONTREAL,
une corporation légalement constituée, ayant son
principal bureau d'affaires dans les cité et district
de Montréal, défendeur.

1. Un lot de terre ayant front sur la rue Notre-
Dame, en la cité de Montréal, connu comme
étant le numéro quatorze (No 14) des plan et
livre de renvoi officiels du quartier Sainte-Marie,
de forme irrégulière et borné comme suit: vers
le nord-est par le lot No 15, au sud-est par la
rue du Bord-de-l'Eau; au sud-ouest par la rue
Panet et vers le nord-ouest par la rue Notre-
Dame; ledit lot contenant en superficie 93,023
pieds, mesure anglaise et plus ou moins, sans
garantie de mesure précise.

Avis est par le présent donné que la vente de
l'immeuble ci-dessus qui a eu lieu à mon bureau,
en la cité de Montréal, le vingt-troisième jour de
février dernier, aura lieu de nouveau au même
endroit, le SEPTIEME jour de JUILLET pro-
chain, à ONZE heures du matin.

A la folle enchère de Aron Siminovitch, suivant
jugement de l'hon. juge Coderre daté le 27 mars
1922.

Un dépôt d'une somme de \$10,000.00 sera
exigé de chaque enchérisseur lors de son enchère,
suivant jugement de l'hon. juge Bruneau, daté
le 31 mai 1922.

Bureau du shérif, Le shérif,
Montréal, 7 juin 1922. L.-J. LEMIEUX.
[Première publication, 10 juin 1922]

2427

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit:) **LE CREDIT FON-**
No. 2215.) **CIER FRANCO-CA-**
NADIEN, a legally constituted corporation,
having its principal place of business in the city
and district of Montreal, plaintiff; vs **LE JAR-**
DIN ZOOLOGIQUE DE MONTREAL, a le-
gally constituted corporation, having its principal
place of business in the city and district of Mon-
treal, defendant.

1. A lot of land fronting on Notre-Dame
street, in the city of Montreal, known as being
the number fourteen (No. 14) on the official plan
and book of reference of Saint Mary's ward, of
irregular outline and bounded as follows: on the
northeast by lot No. 15, on the southeast by
Bord-de-l'Eau street, on the southwest by Panet
street and towards the northwest by Notre-
Dame street; the said lot containing 93,023 feet
in area, English measurement and more or less,
without warranty as to exact measurement.

Notice is hereby given that the sale of the
above immoveable which took place at my office,
in the city of Montreal, the twenty third day of
February last, will again take place at the same
place the SEVENTH day of JULY next, at ELE-
VEN o'clock in the forenoon.

For the false bidding of Aron Siminovitch,
according to a judgment of the Honourable Jus-
tice Coderre, dated the 27th day of March, 1922.

Each and every bidder shall make a deposit
of \$10,000.00 with his first bid, in accordance with
a judgment of the Hon. Judge Bruneau, dated the
31st of May, 1922.

Sheriff's office. L. J. LEMIEUX,
Montreal, 7th June, 1922. Sheriff.
[First publication, 10th June, 1922]

2428

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **LA CORPORATION DE**
No 1343. } **LA PAROISSE DE**

SAINT-LAURENT, corporation légalement constituée, ayant son bureau chef en la ville Saint-Laurent, district de Montréal, demanderesse; vs **J. WALTER GAGE** et **JOHN WILLIAM BOUSFIELD**, tous deux agents, des cité et district de Montréal, et y faisant affaires ensemble en société sous les nom et raison sociale de **J. Walter Gage Realty Company**, défendeurs.

Les immeubles suivants, tous sis et situés dans la paroisse Saint-Laurent, comté Jacques-Cartier, savoir :

Les lots numéros 59 et 64 bornés en front par une rue portant le numéro de subdivision 63;

Les lots numéros 93, 94 et 95 bornés en front par une rue portant le numéro de subdivision 97;

Les lots numéros 121 et 193 bornés en front par une rue portant le numéro de subdivision 112;

Les lots ci-dessus étant des subdivisions du lot originaire 261 aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse Saint-Laurent;

Le lot numéro 68 borné en front par le chemin public;

Les lots numéros 71, 78, 79, et 80 bornés en front par une rue portant le numéro de subdivision 65;

Le lot numéro 319 borné en front par une rue portant le numéro de subdivision 311;

Le lot numéro 638 borné en front par une rue portant le numéro de subdivision 630;

Ces derniers lots étant des subdivisions du lot originaire 356 aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse Saint-Laurent.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le **VINGT-TROISIEME** jour de

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } **THE CORPORATION OF**
No 1343. } **THE PARISH OF**

SAINT LAURENT, a body politic and corporate, duly incorporated, having its head office in the town of Saint Laurent, district of Montreal, plaintiff; vs **J. WALTER GAGE** and **JOHN WILLIAM BOUSFIELD**, both agents, of the city and district of Montreal, and there carrying on business together in partnership under the name and style of **J. Walter Gage Realty Company**, defendants.

The following immoveables, all lying and situated in the parish of Saint Laurent, county of Jacques Cartier, namely :

The lots numbers 59 and 64 bounded in front by a street bearing the subdivision number 63;

The lots numbers 93, 94 and 95 bounded in front by a street bearing the subdivision number 97;

The lots numbers 121 and 193 bounded in front by a street bearing the subdivision number 112;

The above lots being subdivisions of the original lot number 261 of the official plan and book of reference of the parish of Saint Laurent;

The lot number 68 bounded in front by the public road;

The lots numbers 71, 78, 79 and 80 bounded in front by a street bearing the subdivision number 65;

The lot number 319 bounded in front by a street bearing the subdivision number 311;

The lot number 638 bounded in front by a street bearing the subdivision number 630;

These last lots being subdivisions of the original lot 356 of the official plan and book of reference of the said parish of Saint Laurent.

To be sold at my office, in the city of Montreal, the **TWENTY-THIRD** day of **JUNE** next,

Montréal, le VINGT-DEUXIEME jour de
JUN prochain, à DIX heures du matin.
Bureau du shérif.

Le shérif,
L.-J. LEMIEUX.

Montréal, 17 mai 1922.

[Première publication, 20 mai 1922]
2107-20-2

real, the TWENTY-SECOND day of JUNE
next, at TEN o'clock in the forenoon.
Sheriff's office,

L. J. LEMIEUX,
Sheriff.

Montreal, May 17th., 1922.

[First publication, 20th May, 1922]
2108-20-2

NICOLET

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.

Province de Québec, } ALBERT DAI-
District de Nicolet, } GLE, deman-
No 296. } deur; vs TELESPO-
RE DIONNE, défendeur.

1. Une terre située sur le neuvième rang de la seigneurie de Blandford, en la paroisse de Saint-Joseph-de-Blandford, contenant un arpent de front par trente arpents de profondeur, plus ou moins, désignée aux plan et livre de renvoi officiels pour la paroisse de Saint-Pierre-les-Becquets, comme étant l'arpent latéral et longitudinal nord-est du numéro sept cent quatre-vingt-dix ($\frac{3}{4}$ N. E. 790);

2. Une terre située sur le même rang, même paroisse, contenant un arpent de front sur trente arpents de profondeur, plus ou moins, désignée au cadastre susdit comme étant le tiers latéral et longitudinal du numéro sept cent quatre-vingt-neuf ($\frac{1}{2}$ S.-O. 789);

3. Une terre située sur le même rang, même paroisse, contenant un arpent de largeur sur trente arpents de profondeur, plus ou moins, désignée au cadastre susdit comme étant le tiers central du numéro sept cent quatre-vingt-neuf ($\frac{1}{2}$ C. 789); ledit immeuble en entier borné d'un bout vers le nord au huitième rang, de l'autre bout vers le sud au dixième rang, d'un côté vers l'ouest aux deux-tiers sud-ouest dudit numéro sept cent quatre-vingt-dix (790), appartenant à un nommé Perreault, acquéreur de Ferdinand Levasseur et de l'autre côté vers l'est au tiers est dudit numéro 789, appartenant à Octave Morissette. Lesdits immeubles pour être vendus en bloc comme faisant un seul et même établissement.

Pour être vendues à la porte de l'église de la dite paroisse de Saint-Joseph-de-Blandford, comté de Nicolet, district de Nicolet, le CINQ-
IEME jour de JUILLET 1922, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif, Le shérif,
L.-P.-H. BOURK.

20 mai 1922. 2191-21-2
[Première publication, 27 mai 1922]

PONTIAC

Cour de magistrat, à Ville-Marie, Qué.
Province de Québec, } LA BANQUE D'HO-
District de Pontiac, } CHELAGA, de-
No 1327. } manderesse; vs L. LE-
GER ET AL, défendeurs.

Deux lopins de terre connus et désignés comme étant les lots numéros trente-quatre (34) et trente cinq (35) du cinquième rang (5e r.) du canton Latulippe, dans le comté de Témiscamingue,

NICOLET

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

Province of Quebec, } ALBERT DAIGLE,
District of Nicolet, } plaintiff; vs TE-
No. 296. } LESPHORE DIONNE,
defendant.

1. A farm lying in the ninth range of the Seigniorie of Blandford, in the parish of Saint-Joseph-de-Blandford, containing one arpent in front by thirty arpents in depth, more or less, designated on the official plan and book of reference for the parish of Saint-Pierre-les-Becquets, as being the northeast lateral and longitudinal arpent northeast of the number seven hundred and ninety (N. E. $\frac{3}{4}$ 790);

2. A farm situate in the same range and same parish, containing one arpent in front by thirty arpents in depth, more or less, designated on the aforesaid cadastre as being the lateral and longitudinal third part of the number seven hundred and eighty nine (S. W. $\frac{1}{2}$ —789);

3. A farm situate in the same range and same parish, containing one arpent in front by thirty arpents in depth, more or less, designated on the aforesaid cadastre as being the middle third part of the number seven hundred and eighty nine ($\frac{1}{2}$ C. 789); the whole of the said immoveable being bounded at one end towards the north by the eighth range, at the other and towards the south by the tenth range, on one side towards the west by the southwest two-thirds of the said number seven hundred and ninety (790), belonging to a party named Perreault, who purchased it from Ferdinand Levasseur and on the other side towards the east by the east third part of the said number 789, belonging to Octave Morissette. The said immoveables to be sold en bloc, as forming one single plot of land.

To be sold at the church door of the said parish of Saint-Joseph-de-Blandford, county of Nicolet, district of Nicolet, the FIFTH day of JULY 1922, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office, L. P. H. BOURK,
Sheriff.

May, 20th 1922. 2192-21-2
[First publication, 27th May, 1922]

PONTIAC

Magistrate's Court, Ville-Marie, Qué.
Province of Quebec, } LA BANQUE D'HO-
District of Pontiac, } CHELAGA, plain-
No. 1327. } tiff; vs L. LEGER
AL defendant.

Two lots of land known and designated as being the lots number thirty four (34) and thirty five (35) of the fifth range (5th r.) of the township of Latulippe, in the county of Temiskaming,

d'après l'arpentage originaire dudit canton,— avec les circonstances et dépendances connexes.

Seront vendus au bureau d'enregistrement du comté de Témiscamingue, au village de Ville-Marie, le ONZIEME jour de JUILLET 1922, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif. Le shérif,
Bryson, 5 juin 1922. BERNARD J. SLOAN.
[Première publication, 10 juin 1922]
2387—23-2

according to the original land surveying of the said township—with the appurtenances and dependencies thereunto belonging.

To be sold at the registrars office for the county of Temiskaming, in the village of Ville-Marie, on the ELEVENTH day of JULY, 1922, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office, BERNARD J. SLOAN,
Bryson, June 5th, 1922. Sheriff.
[First publication, 10th June, 1922]
2388—23-2

Cour supérieure.

Province de Québec, } LA FONDERIE DE
District de Pontiac. } PLESSISVILLE,
No 2025. } demanderesse; vs WIL-
BROD SAUMUR, défendeur.

Le lot numéro soixante-neuf (69) du cadastre du village de Ville-Marie, contenant d'après mesure quatre-vingt pieds (80) pieds en front par cinquante-cinq (55) pieds de profondeur, aussi la partie sud du lot numéro soixante-huit (68) du même cadastre dudit village de Ville-Marie, dans le comté de Témiscamingue, contenant d'après mesure quarante-huit (48) pieds en front par cinquante-cinq (55) pieds de profondeur—avec les bâtisses dessus construites et les dépendances s'y rattachant.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Notre-Dame-du-Saint-Rosaire-de-Ville-Marie, dans le comté de Témiscamingue, le VINGTIEME jour de JUN 1922, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif. Le shérif,
BERNARD J. SLOAN.
Bryson, Qué., le 13 mai 1922.
[Première publication, 20 mai 1922]
2037—20-2

Superior Court.

Province of Quebec, } LA FONDERIE DE
District of Pontiac. } PLESSISVILLE,
No. 2025. } plaintiff; vs WILBROD
SAUMUR, defendant.

Lot number sixty nine (69) of the cadastre for the village of Ville-Marie, containing by admeasurement eighty (80)-feet in front by fifty five (55) feet in depth, also the south part of lot number sixty eight (68) of the same cadastre of the same village of Ville-Marie, in the county of Temiskaming, containing by admeasurement forty eight (48) feet in front by fifty five (55) feet in depth—with the buildings thereon erected and appurtenances thereto belonging.

To be sold at the parish church door of Notre-Dame-du-Saint-Rosaire-de-Ville-Marie, in the county of Temiskaming, on the TWENTIETH day of JUNE, 1922, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office. BERNARD J. SLOAN,
Bryson, Que., May 13th, 1922. Sheriff.
[First publication, 20th May, 1922]
2038—20-2

QUÉBEC

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } WILLIAM H. BROWN
No 3753. } marchand, de la cité
de Québec; contre JOSEPH-DESALABERRY
BOSSE, de la cité de Québec, à savoir:

Un camp en bois de 24 pieds par 20 avec couverture en bardeaux, appartenant au défendeur, bâti sur le côté nord-ouest du Lac-Long, dans le domaine public affecté par les droits de chasse et de pêche, concédé au club Stadacona, situé à environ sept mille du chemin de fer National, station Stadacona et étant entre le camp de M. Binette et celui de M. Gooday, avec une chaloupe à gazoline, une chaloupe, un service de vaisselle d'environ 90 morceaux, 6 matelas, 1 lampe suspendue, 2 tables, 4 chaises, 2 poêles, etc.

De plus, une part ou action qui est au nom du défendeur comme membre du club de chasse et pêche "The Stadacona Fish and Game Club", au montant de \$250.00.

Pour être vendu en bloc, à mon bureau, en la cité de Québec, le QUATORZIEME jour de JUILLET prochain, à DIX heures du matin.

Bureau du shérif, Le shérif,
CLEOPHAS BLOUIN.
Québec, 8 juin 1922. 2445—23-2
[Première publication, 10 juin 1922]
[Deuxième publication, 24 juin 1922]

QUEBEC

FIERI FACIAS.

Quebec, to wit : } WILLIAM H. BROWN.
No. 3753. } merchant, of the city of
Quebec; against JOSEPH DESALABERRY
BOSSE, of the city of Quebec, to wit:

A wooden camp of 24 feet by 20, with shingle roof, belonging to the defendant, built on the northwest side of Lac Long, in the public domain, subject to the game and fish rights granted to the Stadacona Club, situated at about seven miles of the Canadian National Railway, Stadacona station, and lying between the camp of Mr. Binette and that of Mr. Gooday, with a motorboat, a boat a set of crockery of about 90 pieces, 6 mattresses, 1 hanging lamp, 2 tables, 4 chairs, 2 stoves, etc.

Moreover, one share in the name of the defendant as member of the game and fish club called "The Stadacona Fish and Game Club" amounting to \$250.00.

To be sold en bloc at my office, in the city of Quebec, the FOURTEENTH day of JULY next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office. CLEOPHAS BLOUIN,
Bryson, Qué., 8th June, 1922. Sheriff.
2496—23-2
[First publication, 10th June, 1922]
[Second publication, 24th June, 1922]

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir: } DAME LINA JACQUES, No 2978. } veuve de sieur MAC-
DERMOTH, de la cité de Québec; contre ANTOINE-J. GAGNE, commerçant, de la cité de Québec, à savoir:

1. La subdivision No 20 (vingt) du lot No. 435 (quatre cent trente-cinq) du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Roch-Nord, maintenant quartier Jacques-Cartier, de la cité de Québec, étant un emplacement situé sur la 1ère avenue—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances;

2. La moitié de la subdivision No 21 (vingt-un) du lot No 435 (quatre cent trent-cinq) du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Roch-Nord, maintenant quartier Jacques-Cartier, de la cité de Québec, étant un emplacement situé sur la 1ère avenue; bornée en front à l'ouest par la 1ère avenue, en arrière à l'est par une ruelle, d'un côté au nord par l'autre moitié dudit lot No 21 et de l'autre côté au sud par ledit lot No 20—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendues en bloc à mon bureau, en la cité de Québec, le QUATORZIEME jour de JUILLET prochain, à DIX heures du matin.

Bureau du shérif. Le shérif,
Québec, 8 juin 1922. CLEOPHAS BLOUIN,
[Première publication, 10 juin 1922]
[Deuxième publication, 24 juin 1922]
2447—23—2

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir: } VICTORIA MARCHAL, No 2173. } CHAL, de la cité de Québec, épouse commune en biens de Adolphe-Jean-Baptiste Bilock et ONESIME BEDARD, tous deux de la cité de Québec, étaient défendeurs; et ROBERT DELACHEVROTIERE, notaire, de la cité de Québec, était mis en cause.

Saisi comme appartenant audit Adolphe-Baptiste Bilock, l'un des défendeurs.

La subdivision No 460 quatre cent soixante du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Roch-Nord, maintenant quartier Jacques-Cartier, de la cité de Québec, étant un terrain situé sur la 9ième rue, Limoilou—avec maison dessus construite, circonstances et dépendances.

Vente à mon bureau, le QUATORZIEME jour de JUILLET, à DIX heures du matin.

Bureau du shérif, Le shérif,
Québec, 8 juin 1922. CLEOPHAS BLOUIN,
2449—23—2
[Première publication, 10 juin 1922]
[Deuxième publication, 24 juin 1922]

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir: } SWIFT CANADIAN No 2872. } COMPANY, LIMITED, corporation légale, ayant son principal bureau d'affaires en la cité de Québec; contre JOSEPH AYOTTE et EMILE TALBOT, tous deux de La-Tuque, dans le comté de Champlain, et y faisant affaires en société comme commerçants, sous la raison sociale de "Ayotte & Talbot", à savoir:

Le lot No 24-A-111-32 (vingt-quatre-A-cent onze-trente-deux) du cadastre officiel pour le premier rang du canton Mailhot, comté de Champlain, étant un lot de terre situé en la ville de La-Tuque, contenant 50 pieds de largeur sur

FIERI FACIAS.

Québec, to wit: } DAME LINA JACQUES, No. 2978. } widow of Mr. MAC-
DERMOTH, of the city of Québec; against ANTOINE J. GAGNE, trader, of the city of Québec, to wit:

1. The subdivision No. 20 (twenty) of the lot No. 435 (four hundred and thirty five) of the official cadastre for the parish of Saint Roch North, now Jacques Cartier ward, being an emplacement lying on 1st avenue—with the building thereon erected, circumstances and dependencies,

2. The half of the subdivision No. 21 (twenty one) of the lot No. 435 (four hundred and thirty five) of the official cadastre for the parish of Saint Roch North, now Jacques Cartier ward, of the city of Québec, being an emplacement situate on 1st avenue; bounded in front to the west by 1st avenue, in rear to the east by a lane, on one side to the north by the other half of the said lot No. 21 and on the other side to the south by the said lot No. 20—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold *en bloc* at my office, in the city of Québec, the FOURTEENTH day of JULY next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office. CLEOPHAS BLOUIN,
Québec, 8th June, 1922. Sheriff.
[First publication, 10th June 1922]
[Second publication, 24th June, 1922]
2448—23—2

FIERI FACIAS

Québec, to wit: } VICTORIA MARCHAL, No. 2173. } of the city of Québec, wife common as to property of Adolphe Jean Baptiste Bilock and ONESIME BEDARD, both of the city of Québec, were defendants; and ROBEERT DELACHEVROTIERE, notary, of the city of Québec, was *mis-en-cause*.

Seized as belonging to the said Adolphe Jean-Baptiste Bilock, one of the said defendants.

The subdivision No. 460 (four hundred and sixty) of the official cadastre for the parish of Saint Roch North, now Jacques Cartier ward, of the city of Québec, being a lot of land situated on 9th street, Limoilou—with a house thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at my office, in the city of Québec, the FOURTEENTH day of JULY next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office, CLEOPHAS BLOUIN,
Québec, 8th June, 1922. 2450—23—2
[First publication, 10th June, 1922]
[Second publication, 24th June, 1922]

FIERI FACIAS.

Québec, to wit: } SWIFT CANADIAN No. 2872. } COMPANY, LIMITED, a legal corporation, having its head office in the city of Québec; against JOSEPH AYOTTE and EMILE TALBOT, both of La Tuque, in the county of Champlain, and there carrying on business in partnership as traders, under the firm name of "Ayotte & Talbot", to wit:

The lot No. 24-A-111—32 (twenty four-A-one hundred and eleven-thirty-two) of the official cadastre for the first range of the township of Mailhot, county of Champlain, being a lot of land situate in the town of La Tuque, containing

120 pieds de longueur, mesure anglaise, plus ou moins—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de La-Tuque, comté de Champlain, le QUATORZIÈME jour de JUILLET prochain, à DIX heures du matin.

Bureau du shérif,

Le shérif,
CLEOPHAS BLOUIN.

Québec, 8 juin 1922. 2451—23-2

[Première publication, 10 juin 1922]

[Deuxième publication, 24 juin 1922]

50 feet in width by 120 feet in depth, English measurements, more or less—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of La Tuque, county of Champlain, the FOURTEENTH day of JULY next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office,

CLEOPHAS BLOUIN,
Sheriff.

Quebec, 8th June, 1922. 2452—23-2

[First publication, 10th June, 1922]

[Second publication, 24th June, 1922]

Québec, à savoir : } NAPOLEON GENOIS'
No 159. } marchand, de Saint-Raymond; contre J.-H. GIGNAC, LTEE, corps politique et incorporé, ayant son principal siège d'affaires en la cité de Québec.

1. Un certain lot situé en la paroisse de Saint-Roch-de-Québec, de forme irrégulière, sur la Pointe-aux-Lièvres, dans la cité de Québec et étant à peu près les deux-cinquièmes sud-est du lot No 4 du cadastre officiel du quartier Saint-Roch-de-Québec; le dit terrain faisant front sur les rues Dorchester et Jacques-Cartier par lesquelles il est borné à l'est sur une longueur de 202 pieds de B. à C, sur un plan de Charles Baillargé, arpenteur, en date du 9 avril 1872, de C à E 705 pieds; 278 pieds de E à F où il est borné par la propriété du gouvernement provincial et à l'ouest par la rivière Saint-Charles, à haute marée, et ayant 25 pieds de A à B; la largeur dudit lot de 25 pieds de A à B est de 278 pieds à l'extrémité; E à F, lequel à un front total de 915 pieds sur les dites rues, mesure anglaise, donne une superficie de cent neuf mille huit cents pieds;

2. Un lot de grève actuellement couvert d'un quai sur la rivière Saint-Charles situé au front de la partie sud-est du lot cadastral No 4 du quartier Saint-Roch-de-Québec, décrit comme suit: Partant du point d'intersection de la ligne séparative des lots Nos 4 et 7 du cadastre, à haute marée, au point A du plan du département des terres, 19 janvier 1921, par Etienne Taché, ministre; de là dans la direction générale nord-ouest jusqu'à la rencontre de la ligne divisant la partie sud-est du lot No 4, de la partie nord-ouest du même lot au point B; de là vers le sud-ouest le prolongement de cette dernière ligne sur une longueur de 74 pieds jusqu'à la ligne de basse marée de la rivière Saint-Charles; de là dans la direction générale sud-est. Cette ligne de basse marée jusqu'au point situé dans le prolongement de la ligne séparative des lots Nos 4 et 7 du cadastre du quartier Saint-Roch-de-Québec, à un point; de là vers l'est sur une longueur de 52 pieds jusqu'au point de départ. Le lot de grève ci-dessus décrit couvre une étendue de 50,000 pieds carrés, ainsi que le quai et les bâtisses dessus érigés.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Québec, le QUATORZIÈME jour de JUILLET prochain, à DIX heures du matin.

Bureau du shérif,

Le shérif,
CLEOPHAS BLOUIN.

Québec, 8 juin 1922. 2453—23-2

[Première publication, 10 juin 1922]

[Deuxième publication, 24 juin 1922]

Québec, to wit : } NAPOLEON GENOIS,
No. 159. } merchant, of Saint Raymond; against J. H. GIGNAC, LTEE, a body politic and corporate, having its head office in the city of Québec.

1. That certain piece of land situate in the parish of Saint-Roch-de-Québec, of irregular outline at Pointe-aux-Lièvres, in the city of Québec and being about the southeast two-fifths of the lot No. 4 of the official cadastre of Saint-Roch-de-Québec ward; the said piece of land fronting on Dorchester and Jacques Cartier streets, by which it is bounded on the east for a length of 202 feet from B to C, on a plan of Charles Baillargé, land surveyor, dated the 9th of April, 1872, and from C to E, 705 feet; 278 feet from E to F where it is bounded by the property of the Provincial Government and on the west by the Saint Charles river, at high water, and having 25 feet from A to B; the said piece of land having 25 feet in width from A to B and 278 feet in width at the extremity from E to F and a total frontage of 915 feet on the streets, English measurements, giving a total area of one hundred and nine thousand eight hundred feet;

2. A river lot with a wharf thereon on the Saint Charles river situate in front of the southeast part of the cadastral lot No. 4 of Saint-Roch-de-Québec ward, described as follows: Starting at the point of intersection of the line of division of the lots Nos. 4 and 7 of the cadastre, at high water, at the point A of the plan of Department of Lands, dated the 19th of January, 1921, by Etienne Taché, minister; thence in a general northwesterly direction up to its meeting point with the line of division between the southeast part of the lot No. 4 and the northwest part of the same lot at the point B; thence southwesterly the prolongation of this last line for a distance of 74 feet up to the low water line of the Saint-Charles river; thence in a general southeasterly direction. This line of low water up to the point situate in the prolongation of the line of division of the lots Nos. 4 and 7 of the cadastre of Saint-Roch-de-Québec ward to a point; thence easterly for a distance of 52 feet up to the starting point. The river lot above described contains 50,000 square feet in area, with the wharf and other buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Québec, the FOURTEENTH day of JULY next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office,

CLEOPHAS BLOUIN,
Sheriff.

Quebec, 8th June, 1922. 2454—23-2

[First publication, 10th June, 1922]

[Second publication, 24th June, 1922]

SAINT-FRANÇOIS

SAINT FRANCIS

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—Saint-François.

Saint-François, à savoir: } **WILLIAM ALEX-**
 No 499. } **ANDER**, bour-
 geois, de la cité de Sherbrooke, dans le district de
 Saint-François, demandeur; contre **THEODORE**
BILODEAU, ci-devant de la cité de Sherbrooke,
 dans le district de Saint-François, mainte-
 nant de la ville de Quincy, dans l'état du Mas-
 sachusetts, l'un des États-Unis d'Amérique, dé-
 fendeur.

Saisi sur ledit défendeur:

Tout le lopin de terre sis et situé dans la cité
 de Sherbrooke et désigné comme étant le lot
 No 387 du plan de subdivision officiel No 7 des
 plan et livre de renvoi du cadastre officiel du
 quartier sud de la cité de Sherbrooke—avec la
 maison, le bâtiment et les dépendances con-
 nexes.

Sera vendu à mon bureau, palais de justice,
 dans la cité de Sherbrooke, le ONZIEME jour de
 JUILLET prochain 1922, à DIX heures de l'a-
 vant-midi.

Bureau du shérif.

Le shérif,

Sherbrooke, le 6 juin 1922. C.-E. THERRIEN.

[Première publication, 10 juin 1922]

2391—23-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—Saint Francis.

Saint Francis, to wit: } **WILLIAM ALEX-**
 No. 499; } **ANDER**, gentle-
 man, of the city of Sherbrooke, in the district of
 Saint Francis, plaintiff; against **THEODORE**
BILODEAU, formerly of the city of Sherbrooke,
 in the district of Saint Francis, now of the town
 of Quincy, in the state of Massachusetts, one of
 the United States of America, defendant.

Seized as belonging to the said defendant:

All that parcel of land situated, lying and
 being in the city of Sherbrooke and designated
 as lot No. 387 on the official subdivision plan
 of lot No. 7 upon the official cadastral plan and
 book of reference for the south ward of the city
 of Shrbrooke—together with all and every house,
 building and appurtenances thereon.

To be sold at my office, at the Court House, in
 the city of Sherbrooke, the ELEVENTH day
 of JULY next, 1922, at TEN o'clock in the fore-
 noon.

Sheriff's office.

C. E. THERRIEN,

Sherbrooke, June 6th, 1922.

Sheriff.

[First publication, 10th June, 1922]

2392—23-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Saint-François.

Saint-François, à savoir: } **JOHN PORTEOUS**,
 No 415. } cultivateur, du
 canton Bury, dans le district de Saint-François,
 demandeur; contre **ARTEMUS N. TODD**, du
 canton Newport, dit district de Saint-François,
 défendeur.

Saisi comme appartenant audit défendeur:

Les lisières de terre sises et situées dans le can-
 ton Newport, connues au plan cadastral dudit
 canton connu étant:

1. Le lot numéro un F (1f), contenant, d'après
 le livre de références dudit canton, quatre-vingt-
 dix-huit acres et soixante-dix-neuf centièmes
 d'acre;

2. Le lot numéro un G (1g) contenant, audit
 livre de référence, deux acres de superficie, respec-
 tivement, les deux dans le quatrième (4) rang
 dudit canton—avec les bâtisses et améliorations
 qui se trouvent sur lesdits terrains.

Pour être vendues à la porte de l'église de la
 paroisse de Saint-Camille-de-Cookshire, MARDI,
 le VINGTIEME jour de JUIN prochain 1922,
 à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du shérif.

Le shérif,

C.-E. THERRIEN.

Sherbrooke, 16 mai 1922.

2071—20-2

[Première publication, 20th May, 1922]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Saint Francis.

Saint Francis, to wit: } **JOHN PORTEOUS**,
 No. 415. } farmer, of the town-
 ship of Bury, in the district of Saint Francis,
 plaintiff; against **ARTEMUS N. TODD**, of the
 township of Newport, said district of Saint Fran-
 cis, defendant.

Seized as belonging to the said defendant:

Those certain tracts or parcels of land situate
 and being in the township of Newport, known on
 the cadastral plan for the said township as:

1. The lot number one F (1f), containing, by
 the book of reference for the said township, ninety
 eight acres and seventy-nine hundredths of an
 acre;

2. The lot number one G (1g), containing, by
 the said book of reference, two acres in superficies,
 respectively, both in the fourth (4) range of the
 said township—together with the buildings and
 improvements made and erected on the said lands.

To be sold at the church door of the parish of
 Saint-Camille-de-Cookshire, on TUESDAY, the
 TWENTIETH day of JUNE next, 1922, at
 TWO of the o'clock in the afternoon.

Sheriff's office.

C. E. THERRIEN,

Sheriff.

Sherbrooke, May 16th, 1922.

2072—20-2

[First publication, 20th May, 1922]

SAINT-HYACINTHE

SAINT-HYACINTHE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Saint-Hyacinthe.

Saint-Hyacinthe, à savoir: } **OVIDE TAIL-**
 No 1042. } **LEFER**, de-
 mandeur; contre **LUDGER LESSARD**, défen-
 deur.

Un emplacement sis et situé en la cité de Saint-
 Hyacinthe, sur la rue Cascades, du côté sud-est
 connu et désigné comme étant partie des numéros

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Saint Hyacinthe

Saint Hyacinthe, to wit: } **OVIDE TAIL-**
 No 1042. } **LEFER**, plaintiff;
 against **LUDGER LESSARD**, defendant.

An emplacement situate in the city of Saint
 Hyacinthe, on the south east side of Cascades
 street, known and designated as being a part of

quatre cent quinze (p. 415) et quatre cent seize (p. 416) aux plan et livre de renvoi officiels de la cité de Saint-Hyacinthe; tenant en front ladite rue Cascades, en profondeur la ligne de division entre les numéros 415 et 414 dudit cadastre, du côté nord-est la grève de la rivière Yamaska, et du côté sud-ouest une ligne perpendiculaire à ladite rue Cascades, tirée à soixante-sept pieds anglais, de la ligne de division entre lesdits numéros et le numéro 411 dudit cadastre, se dirigeant vers la profondeur du terrain sur une distance de quatre-vingt-un pieds, mesure anglaise; de là faisant un angle droit et se dirigeant vers le sud-ouest parallèlement à la rue Cascades jusqu'à un point situé à dix pieds de la ligne de division des numéros 415 et 416, contigue au numéro 411 dudit cadastre, et de ce point faisant un nouvel angle droit pour reprendre la direction ordinaire en passant à dix pieds de ladite ligne nord-est du numéro 411, jusqu'à la profondeur du terrain—avec les bâtisses y érigées.

Pour être vendu au bureau du shérif, au palais de justice, en la cité de Saint-Hyacinthe, le VINGTIÈME jour de JUIN prochain, (1922), à DIX heures de l'avant-midi

Bureau du shérif, Le shérif,
JOS.-L. CORMIER
Saint-Hyacinthe, 16 mai 1922
[Première publication, 20 mai 1922]
2091—20-2

numbers four hundred and fifteen (p. 415) and four hundred and sixteen (p. 416) on the official plan and book of reference of the city of Saint Hyacinthe; bounded in front by Cascades street, in depth by the division line between numbers 415 and 414 of said cadastre, on the north east side by the Yamaska river bank, and on the south west side a perpendicular line to the Cascades street, drawn at sixty seven feet, English measure, from the division line between said numbers and the number 411 of said cadastre, going toward the depth on a distance of eighty one feet, English measure, and there making a right angle and going toward the south west parallelly to the Cascades street at a point situate at ten feet from the division line of numbers 415 and 416, contigue to number 411 of the said cadastre, and from that point making a new right angle to take again the original direction in passing at ten feet from the said north east line of number 411 to the depth of ground—with buildings thereon erected.

To be sold at the sheriff's office, at the Court House, in the city of Saint Hyacinthe, on the TWENTIETH day of JUNE next, (1922), at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office. JOS. L. CORMIER,
Sheriff.
Saint Hyacinthe, 16th May, 1922.
[First publication, 20th May, 1922,
2092—20-2

TROIS-RIVIÈRES

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District des Trois-Rivières.
Trois-Rivières, à savoir: } DAME ALPHONSI-
No 388. } NE LANDRY,
demanderesse; vs DAME ADELIA BOUCHER
ET VIR, défendeurs.

Une terre située en la paroisse de Saint-Léonard, dans le quatorzième rang du canton de Wendover, contenant quatre arpents et demi de largeur sur la profondeur dudit rang; bornée d'un bout à la rivière Nicolet, à l'autre bout au treizième rang du canton de Wendover, du côté nord-ouest au lot No 123 dudit cadastre de Saint-Léonard, et du côté sud-est à Hercule Boudreau; et étant la moitié latérale et longitudinale nord-ouest du lot numéro cent vingt-deux (No 122) du cadastre officiel du comté de Nicolet, pour la paroisse de Saint-Léonard—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Léonard, dans le comté de Nicolet, le DOUZIÈME jour de JUILLET prochain 1922, à DIX heures du matin (heure solaire).

Bureau du shérif, Le shérif,
PHI.-L. LASSONDE,
Trois-Rivières, 7 juin 1922.
[Première publication, 10 juin 1922]
2429—23-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District des Trois-Rivières.
Trois-Rivières, à savoir: } ROMEO DESRO-
No 458. } CHERS, deman-
deur; vs JOSEPH-NOEL-EMILE THIBEAULT,
défendeur.

Comme appartenant au dit défendeur, savoir :

THREE RIVERS

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Three Rivers.
Three Rivers, to wit: } DAME ALPHON-
No. 388. } SINE LANDRY,
plaintiff; vs DAME ADELIA BOUCHER ET
VIR, defendants.

A farm situate in the parish of Saint Léonard, in the fourth range of the township of Wendover, containing four arpents and a half in width by the depth of the said range; bounded on one end by the Nicolet river, on the other end by the thirteenth range of the township of Wendover, on the northwest side by the lot No. 123 of the said cadastre of Saint Léonard, and on the southeast side by Hercule Boudreau; and being the northeast lateral and longitudinal half of the lot number one hundred and twenty two (No. 122) of the official cadastre of the county of Nicolet, for the parish of Saint Léonard—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Léonard, in the county of Nicolet, on the TWELFTH day of JULY next, 1922, at TEN o'clock in the forenoon (solar time).

Sheriff's office. PHI. L. LASSONDE,
Sheriff.
Three Rivers, 7th June, 1922.
[First publication, 10th June, 1922]
2430—23-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Three Rivers.
Three Rivers, to wit: } ROMEO DESRO-
No. 458. } CHERS, plaintiff;
vs JOSEPH NOEL EMILE THIBEAULT, de-
fendant.

As belonging to the said defendant, namely :

10. Un emplacement situé du côté nord-est du chemin du Cap, en la ville du Cap-de-la-Madeleine, mesurant soixante-deux pieds de largeur, mesure anglaise, sur toute la profondeur qu'il y a du dit chemin à aller à la ruelle connue et désignée sous le numéro quarante-un (41) de la subdivision officielle d'une partie du lot numéro quatre cent six (406) du cadastre officiel de la paroisse du Cap-de-la-Madeleine, comté de Champlain; borné du côté sud-est par l'emplacement de Henri Thibeault et du côté nord-ouest par Dame Sarah Déchesne; le dit emplacement étant connu et désigné comme faisant partie des lots numéros quatre cent six et quatre cent sept (406-407) du dit cadastre officiel de la paroisse du Cap-de-la-Madeleine;

20. Un certain emplacement irrégulier situé du côté sud-est de la rue du Pont, en la dite ville du Cap-de-la-Madeleine, mesurant environ cent soixante-dix pieds de largeur au front sur la dite rue du Pont, et environ cent dix pieds de profondeur dans sa ligne côté nord-est, cette profondeur étant irrégulière et suivant les sinuosités d'un ruisseau et d'une clôture pour aller se terminer en pointe du côté sud-ouest à la dite rue du Pont, le tout à la mesure anglaise; borné en front par la dite rue, du côté nord-est par Josaphat Langevin, représentant Joseph Thibeault et des côtés sud-est et sud-ouest par le terrain de la "Saint-Maurice Lumber Co.", le dit emplacement étant le résidu du lot numéro quatre cent huit (408) du dit cadastre officiel de la paroisse du Cap-de-la-Madeleine;

30. Un emplacement situé du côté nord-est de la rue Saint-Henri, en la ville du Cap-de-la-Madeleine, connu et désigné sous le numéro cent dix au plan de la subdivision officielle du lot numéro quatre cent six du cadastre officiel de la paroisse du Cap-de-la-Madeleine (406-110);

40. Le No 109 de la même subdivision, même rue, même ville;

50. Le lot No 108 de la même subdivision, même rue, même ville;

60. Le No 107 de la même subdivision, même rue, même ville;

70. Le No 106 de la même subdivision, même rue, même ville;

80. Le No 105 de la même subdivision, même rue, même ville;

90. Le No 104 de la même subdivision, même rue, même ville;

100. Le No 103 de la même subdivision, même rue, même ville;

110. Le No 102 de la même subdivision, même rue, même ville;

120. Le No 101 de la même subdivision, même rue, même ville;

130. Le No 100 de la même subdivision, même rue, même ville;

140. Le No 99 de la même subdivision, même rue, même ville;

150. Le No 97 de la même subdivision, même rue, même ville;

160. Le No 96 de la même subdivision, même rue, même ville;

170. Le No 95 de la même subdivision, même rue, même ville;

180. Le No 94 de la même subdivision, même rue, même ville;

190. Le No 93 de la même subdivision, même rue, même ville;

200. Le No 92 de la même subdivision, même rue, même ville;

10. An emplacement situate on the northeast side of the road called "Du Cap", in the town of Cap-de-la-Madeleine, measuring sixty two feet in width, English measurements, by the whole depth from the road to the lane known and designated under the number forty one (41) of the official subdivision of a part of the lot number four hundred and six (406) of the official cadastre of the parish of Cap-de-la-Madeleine, county of Champlain; bounded on the southeast side by the emplacement of Henri Thibeault and on the northwest side by Dame Sarah Dechesne; the said emplacement being known and designated as forming part of the lots numbers four hundred and six and four hundred and seven (406-407) of the said official cadastre of the parish of Cap-de-la-Madeleine;

20. That certain emplacement of irregular figure situate on the southeast side of Du Pont street, in the said town of Cap-de-la-Madeleine, measuring about one hundred and seventy feet in width in front on the said Du Pont street, and about one hundred and ten feet in depth in the line on the north-east side, this depth being irregular and following the sinuosities of a brook and of a fence to end in a point on the southeast side at the said Du Pont street, the whole English measurements; bounded un front by the said street, on the northeast side by Josaphat Langevin, representing Joseph Thibeault and on the southeast and southwest sides by the land of the Saint-Maurice Lumber Co., the said emplacement being the residue of the lot number four hundred and eight (408) of the said official cadastre of the parish of Cap-de-la-Madeleine;

30. An emplacement situate on the northeast side of Saint-Henri, in the town of Cap-de-la-Madeleine, known and designated under the number one hundred and ten on the official subdivision plan of the lot number four hundred and six (406-110) of the official cadastre of the parish of Cap-de-la-Madeleine.

40. The lot No. 109 of the same subdivision, same street, same town;

50. The lot No. 108 of the same subdivision, same street, same town;

60. The lot No. 107 of the same subdivision, same street, same town;

70. The lot No. 106 of the same subdivision, same street, same town;

80. The lot No. 105 of the same subdivision, same street, same town;

90. The lot No. 104 of the same subdivision, same street, same town;

100. The lot No. 103 of the same subdivision, same street, same town;

110. The lot No. 102 of the same subdivision, same street, same town;

120. The lot No. 101 of the same subdivision, same street, same town;

130. The lot No. 100 of the same subdivision, same street, same town;

140. The lot No. 99 of the same subdivision, same street, same town;

150. The lot No. 97 of the same subdivision, same street, same town;

160. The lot No. 96 of the same subdivision, same street, same town;

170. The lot No. 95 of the same subdivision, same street, same town;

180. The lot No. 94 of the same subdivision, same street, same town;

190. The lot No. 93 of the same subdivision, same street, same town;

200. The lot No. 92 of the same subdivision, same street, same town;

21o. Le No 91 de la même subdivision, même rue, même ville ;

22o. Le No 90 de la même subdivision, même rue, même ville.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Marie-Madeleine, du Cap-de-la-Madeleine, en la ville du Cap-de-la-Madeleine, le VINGTIÈME jour de JUIN prochain 1922, à DIX heures du matin (heure so aire).

Bureau du shérif.

Le shérif,

PHI.-L. LASSONDE.

Trois-Rivières, 17 mai 1922. 2111-20-2

[Première publication, 20 mai 1922]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de circuit.—District de Trois-Rivières.

Trois-Rivières, à savoir : } JOS. BUSSIÈRE, de-
No 117 } mandeur; vs ED-
MOND VINCENT, défendeur.

Comme appartenant au dit défendeur, savoir :

Un emplacement situé en la paroisse de Saint-Marc-de-Shawinigan, en la cité de Shawinigan Falls, sur la rue Champlain, mesurant quarante pieds de largeur sur cent pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins, connu et désigné comme faisant partie du numéro deux cent quatre-vingt-neuf au plan de subdivision du lot cadastral numéro six cent vingt-quatre (624-289) de la paroisse de Sainte-Flore; ect emplacement se trouvant la partie nord-est du dit lot No 624-289—avec une maison dessus construite, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Marc-de-Shawinigan, en la cité de Shawinigan Falls, le VINGT-UNIÈME jour de JUIN prochain 1922, à DIX heures du matin (heure solaire).

Bureau du shérif.

Le shérif,

PHI. L. LASSONDE.

Trois-Rivières, 17 mai 1922.

[Première publication, 20 mai 1922]

2113-20-2

Arrêté en Conseil

CONCERNANT un permis de circulation sur les terres de la Couronne non subdivisées en lots de ferme.

L'honorable ministre des terres et forêts, dans un rapport en date du 7 juin 1922, expose: que, par suite de la grande sécheresse, qui sévit actuellement sur le territoire de cette province et des incendies de forêt, nombreux et considérables, qui existent déjà depuis plusieurs jours, lesquels sont en grande partie dus à l'imprudence des personnes qui y circulent à différents titres, il est devenu nécessaire, dans l'intérêt général, de sauvegarder la domaine de la Couronne et d'exercer un contrôle sur les allées et venues des dites personnes et, à cet effet, d'exiger que toutes telles personnes voulant pénétrer et circuler sur ce domaine se pourvoient, à l'avance, d'un permis de circulation, tel que prévu par l'article 1647a des Statuts refondus de la province de Québec.

Et vu l'urgence, l'honorable ministre recommande que toute personne voulant pénétrer et circuler sur les terres de la Couronne non subdivisées en lots de ferme, soit obligée, d'hui au 15 août prochain, de se munir d'un permis de circulation qui sera obtenu sans déboursés de tout officier autorisé à cet effet.

21o. The lot No. 91 of the same subdivision, same street, same town ;

22o. The lot No. 90 of the same subdivision, same street, same town ;

To be sold at the church door of the parish of Sainte-Marie-Madeleine, of Cap-de-la-Madeleine, in the town of Cap-de-la-Madeleine, the TWENTIETH day of JUNE next, 1922, at TEN o'clock in the forenoon (Standard time).

Sheriff's office.

PHI. L. LASSONDE,

Sheriff.

Three Rivers, May 17th., 1922. 2112-20-2

First publication, 20th May 1922]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Three Rivers.

Three Rivers, to wit : } JOS. BUSSIÈRE,
No. 117. } plaintiff; vs ED-
MOND VINCENT, defendant.

As belonging to the said defendant, namely :

An emplacement situate in the parish of Saint-Marc-de-Shawinigan, in the city of Shawinigan Falls, on Champlain street, measuring forty feet in width by one hundred feet in depth, English measurements, more or less, known and designated as forming part of the number two hundred and eighty nine on the subdivision plan of the cadastral lot number six hundred and twenty four (624-289) of the parish of Sainte-Flore; the said emplacement being the northeast part of the said lot No. 624-289—with a house thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint-Marc-de-Shawinigan, in the city of Shawinigan Falls, the TWENTY FIRST day of JUNE next, 1922, at TEN o'clock in the forenoon (Standard time).

Sheriff's office.

PHI. L. LASSONDE,

Sheriff.

Three Rivers, May, 17th., 1922

[First publication, 20th May, 1922]

2114-20-2

Order-in-Council

RESPECTING a travel permit in the Crown lands not subdivided into farm lots.

The Honourable Minister of Lands and Forests, in a memorandum dated the 7th of June, 1922, sets forth: that owing to the great drought presently prevailing in the territory of this Province and to the numerous and considerable forest fires already existing for several days, which are in a large measure due to the imprudence of persons who travel about therein for various objects, it has become necessary, in the general interest, to safeguard the Crown domain and to exercise a control on the goings and comings of such persons, and, to that effect, to require every such persons wishing to enter and travel about in this domain to previously obtain a travel permit, as provided in article 1647a of the Revised Statutes of the Province of Québec.

And seeing the urgency, the Honourable Minister recommends that every person wishing to enter and travel about in the Crown Lands not subdivided into farm lots, be obliged, from this date to the 15th of August next, to secure a travel permit which may be obtained gratuitously from any officer authorized to that effect.

L'obligation imposée par le présent arrêté devra prendre force et effet aussitôt qu'il aura été publié dans la *Gazette officielle de Québec*.

Le greffier du Conseil exécutif,
(Certifié), A. MORISSET.

2459

The obligation imposed by the present Order shall take force and effect from the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

(Certified), A. MORISSET,
Clerk of the Executive Council.

2460

Proclamations

Canada,
Province de Québec.
[L.S.]

C. FITZPATRICK.

GEORGE V, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux qui ces présentes verront ou qu'elles peuvent concerner—SALUT:

PROCLAMATION.

CHARLES LANCTOT, }
Assistant-Procurateur- }
Général. } ATTENDU qu'en vertu des dispositions de l'article 3308 des Statuts refondus, 1909, tel qu'édicte par la section 1 de la loi 12 George V, chapitre 64, le lieutenant-gouverneur en conseil peut établir par proclamation, dans et pour chacun des districts de cette province, une Cour de magistrat de district désignée conformément aux dispositions dudit article;

ATTENDU qu'il est dans l'intérêt de la bonne administration de la justice qu'une Cour de magistrat de district soit établie dans et pour le district de Saguenay, laquelle cour siégera à La Malbaie, chef-lieu dudit-district, sous le nom de "Cour de magistrat pour le district de Saguenay";

EN CONSÉQUENCE, de l'avis et du consentement du conseil Exécutif de Notre province, nous avons réglé et ordonné et par les présentes régions et ordonnons, qu'à compter du 20 juin prochain (1922), une Cour de magistrat de district soit établie dans et pour le district de Saguenay, laquelle cour siégera à La Malbaie, chef-lieu dudit district, sous le nom de "Cour de magistrat pour le district de Saguenay".

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes pourront concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles fait apposer le grand sceau de Notre province de Québec. TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé le très honorable SIR CHARLES FITZPATRICK, membre de Notre très honorable Conseil privé et chevalier grand-croix de Notre ordre très distingué de Saint-Michel et Saint-Georges, lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

En l'Hôtel du Gouvernement, de Notre province de QUÉBEC, ce SEPTIÈME jour de JUIN, en l'année mil neuf cent vingt-deux, de l'ère chrétienne et de Notre règne la treizième année.

Par ordre,

Le sous-secrétaire de la province,
C. J. SIMARD.

2395

Proclamations

Canada,
Province of Québec.
[L.S.];

C. FITZPATRICK.

GEORGE V, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,—GREETING:

PROCLAMATION.

CHARLES LANCTOT, }
Deputy-Attorney- }
General. } WHEREAS under and by virtue of the provisions of article 3308 of the Revised Statutes, 1909, as enacted by section I of the Act 12, George V, chapter 64, the Lieutenant-Governor in Council may, by proclamation, establish in and for each of the districts of this Province, a Magistrate's Court designated according to the provisions of the said article;

WHEREAS it is in the interest of the proper administration of justice that a District Magistrate's Court be established in and for the district of Saguenay, which shall sit at La Malbaie, the chief place of the said district, under the name of "Magistrate's Court for the district of Saguenay".

THEREFORE, with the advice and consent of the Executive Council of Our Province, We have proclaimed and directed, and, by these presents, proclaim and direct, that on, from and after the 20th of June next, 1922, a district Magistrate's Court be established in and for the district of Saguenay, which shall sit at La Malbaie, the chief place of the said district, under the name of Magistrate's Court for the district of Saguenay".

Of all which Our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Québec, to be hereunto affixed. WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Right Honourable SIR CHARLES FITZPATRICK, Member of Our Most Honourable Privy Council, Knight Grand-Cross of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Lieutenant-Governor of Our said Province.

At Our Government House, in Our City of QUÉBEC, this SEVENTH day of JUNE, in the Year of Our Lord, one thousand nine hundred and twenty two, and of the thirteenth year of Our Reign.

By command,

C. J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary.

2396

Canada,
Province de
Québec.
[L.S.]

C. FITZPATRICK.

GEORGE V, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux qui ces présentes verront ou qu'elles peuvent concerner—SALUT:

PROCLAMATION.

CHARLES LANCTOT, } ATTENDU qu'en
Assistant-Procureur- } vertu d'une pro-
Général. } clamations émise le
premier jour de mai 1922, la Cour de magistrat pour le comté de Terrebonne, à Saint-Jovite, a été abolie, à compter du 15 mai 1922, et qu'il a été ordonné que les dossiers, registres, documents et archives de ladite Cour soient transmis à la "Cour de magistrat pour le comté de Terrebonne" siégeant à Saint-Jérôme;

ATTENDU qu'en vertu des dispositions des articles 3308 et 3332d des Statuts refondus, 1909, tels qu'édictees par la loi 12 George V, chapitre 64, le lieutenant-gouverneur en Conseil peut établir, par proclamation, dans tout comté de cette province, une ou plusieurs cours de magistrat désignées conformément aux dispositions de l'article 3308, et qu'il peut également, par proclamation, ordonner que les dossiers, registres, documents et archives d'une cour abolie, déposés au greffe d'une Cour de magistrat conformément à l'article 3328, soient transmis au greffe d'une autre Cour de magistrat pour le comté où se trouvait la Cour abolie:

ATTENDU qu'il est dans l'intérêt de la bonne administration de la justice dans le district de Terrebonne, de rétablir la "Cour de magistrat pour le comté de Terrebonne, à Saint-Jovite" et d'ordonner que les dossiers, documents et archives de l'ancienne Cour de magistrat soient transmis à la nouvelle Cour.

A CES CAUSES, de l'avis et du consentement du Conseil Exécutif de Notre province, nous avons réglé et ordonne et par les présentes réglons et ordonnons comme suit:

1. Qu'à compter du 20 juin prochain, 1922, la Cour de magistrat suivante soit établie:

Une cour de magistrat dans et pour le comté de Terrebonne, à Saint-Jovite, laquelle sera connue sous le nom de "Cour de magistrat pour le comté de Terrebonne, à Saint-Jovite" et sera tenue dans la bâtisse située sur le lot No 18 du 5ième rang du canton de DeSalaberry.

2. Que les dossiers, registres, documents et archives de l'ancienne "Cour de magistrat pour le comté de Terrebonne, à Saint-Jovite", soit transmis de la "Cour de magistrat pour le comté de Terrebonne" siégeant à Saint-Jérôme, à la "Cour de magistrat pour le comté de Terrebonne, à Saint-Jovite".

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes pourront concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles fait apposer le grand sceau de Notre province de Québec. TÉMOIN

Canada,
Province of
Quebec.
[L.S.]

C. FITZPATRICK.

GEORGE V, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,—GREETING:

PROCLAMATION.

CHARLES LANCTOT, } WHEREAS under and
Deputy-Attorney- } by virtue of a pro-
General. } clamations issued the first
day of May, 1922, the Magistrate's Court for the county of Terrebonne, at Saint Jovite, was abolished, on, from and after the 15th of May, 1922, and that it was directed that the records registers, documents and archives of the said Court be transmitted to the "Magistrate's Court for the county of Terrebonne" sitting at Saint Jérôme;

WHEREAS under and by virtue of the provisions of article 3308 and 3332d of the Revised Statutes, 1909, as enacted by the Act 12 George V, chapter 64, the Lieutenant-Governor in Council may, by proclamation, establish in any county of this Province, one or more Magistrate's Courts designated according to the provisions of article 3308, and that he may likewise, by proclamation, direct that the records, registers, documents and archives of an abolished court, deposited at the office of the clerk of a Magistrate's Court in conformity with article 3328, be transmitted to the office of the clerk of another Magistrate's Court for the county wherein the abolished court was situated;

WHEREAS it is in the interest of the proper administration of justice in the district of Terrebonne, to re-establish the "Magistrate's Court for the county of Terrebonne, at Saint Jovite" and to direct that the records, registers, documents and archives of the former Magistrate's Court be transmitted to the new Court;

THEREFORE, with the advice and consent of the Executive Council of Our Province, We have proclaimed and directed, and, by these presents, proclaim and direct as follows:

1. That on, from and after the 20th of June next, 1922, the following Magistrate's Court be established:

A Magistrate's Court in and for the county of Terrebonne, at Saint Jovite, which shall be known under the name of "Magistrate's Court for the county of Terrebonne, at Saint Jovite" and shall sit in the building situate upon the lot No. 18 of the 5th range of the township of DeSalaberry.

2. That the records, registers, documents and archives of the former "Magistrate's Court for the county of Terrebonne, at Saint Jovite" be transmitted from the "Magistrate's Court for the county of Terrebonne" sitting at Saint Jérôme, to the "Magistrate's Court for the county of Terrebonne, at Saint Jovite".

Of all which Our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed. WIT-

Not e très fidèle et bien-aimé le très honorable **SIR CHARLES FITZPATRICK**, membre de Notre très honorable Conseil privé et chevalier grand-croix de Notre ordre très distingué de Saint-Michel et Saint-Georges, lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

En l'Hôtel du Gouvernement, de Notre province de **QUEBEC**, ce **SEPTIEME** jour de **JUIN**, en l'année mil neuf cent vingt-deux, de l'ère chrétienne et de Notre règne la treizième année.

Par ordre,

Le sous-secrétaire de la province,
2397 **C. J. SIMARD.**

Canada
Province de **QUEBEC**,
[L. S.]
C. FITZPATRICK.

GEORGE V, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux qui ces présentes verront ou qu'elles peuvent concerner—**SALUT**:—

PROCLAMATION.

CHARLES LANCTOT,
Assistant-Procureur-
Général. } **ATTENDU** que le se-
crétaire des commis-
saires dûment nommés
pour les fins du chapitre premier du titre neuf des Statuts refondus de la province de Québec, dans et pour le diocèse catholique romain de Sherbrooke, dans Notre province de Québec, tel que canoniquement reconnu et érigé par les autorités ecclésiastiques, a, sous l'autorité desdits statuts, transmis au lieutenant-gouverneur de Notre dite province de Québec, son certificat constatant qu'il n'a été déposé à son bureau aucune opposition à la reconnaissance du décret canonique de l'autorité ecclésiastique dudit diocèse et aussi ledit décret canonique dans lequel sont décrites et déterminées les limites et bornes assignées à la paroisse de Saint-Aimé-de-Shipton, dans le comté de Richmond, dans ledit diocèse susdit, comme suit, savoir:

Le territoire—dans le comté de Richmond—à être érigé en une paroisse, pour les fins civiles, sous le nom de: "La paroisse de Saint-André-de-Shipton", est pris dans la partie est du canton de Shipton et sera détaché de la paroisse de Sainte-Anne-de-Danville; ses bornes, en référence aux données du cadastre officiel du canton de Shipton, sont les suivantes, à savoir:

Vers le nord-est: la limite nord-est du canton de Shipton sur la longueur s'étendant depuis le coin est de ce canton jusqu'à l'axe de la rivière Nicolet;

Vers le nord: l'axe de ladite rivière Nicolet, en la suivant en aval jusqu'à la ligne qui sépare le lot numéro onze (11) du lot numéro douze (12) de la subdivision primitive du deuxième rang, puis, vers le nord-ouest: cette ligne de la subdivision primitive dans les deuxième et troisième rangs;

Vers le sud-ouest: la ligne frontale du troisième rang, depuis le coin ouest du lot numéro onze-A jusqu'au canton de Windsor et la limite nord-est de ce dernier canton sur la largeur du lot numéro un (1) dans Shipton;

NESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Right Honourable **SIR CHARLES FITZPATRICK**, Member of Our Most Honourable Privy Council, Knight Grand-Cross of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Lieutenant-Governor of Our said Province.

At Our Government House, in Our City of **QUEBEC**, this **SEVFNTH** day of **JUNE**, in the Year of Our Lord, one thousand nine hundred and twenty two, and on the thirteenth year of Our Reign.

By command,

2398 **C. J. SIMARD,**
Assistant Provincial Secretary.

Canada,
Province of **QUEBEC**,
[L. S.]
C. FITZPATRICK.

GEORGE V, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, **KING**, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,—**GREETING**:

PROCLAMATION.

CHARLES LANCTOT,
Deputy-Attorney-
General. } **WHEREAS** the secre-
tary to the duly
appointed Commissioners
for the purposes of chapter first of title nine of the Revised Statutes of the Province of Québec, in and for the Roman Catholic Diocese of Sherbrooke, in Our Province of Québec, canonically acknowledged and erected by the Ecclesiastical authorities, has, under the authority of the said Statutes transmitted to the Lieutenant-Governor of Our said Province of Québec, his certificate establishing that no opposition has been made to the civil recognition of the canonical decree of the Ecclesiastical authorities together with the canonical decree, by which they describe and declare the limits and boundaries assigned to the parish of Saint-Aimé-de-Shipton, in the county of Richmond, in the aforesaid Roman Catholic Diocese to be as follows, that is to say:

The territory—in the county of Richmond—to be erected into a parish for civil purposes, under the name of "The parish of Saint-Aimé-de-Shipton" is taken in the east part of the township of Shipton, and shall be detached from the parish of Sainte-Anne-de-Danville; its boundaries, with reference to the official cadastre of the township of Shipton, are as follows, namely:

Towards the northeast: the northeast limit of the township of Shipton for the distance extending from the east corner of this township up to the axis of the Nicolet river;

Towards the north: the axis of the said Nicolet river, downstreams, up to the line of division between the lot number eleven (11) and the lot number twelve (12) of the original subdivision of the second range, then, towards the northwest: this line of the original subdivision in the second and third ranges;

Towards the southwest: the front line of the third range, from the west corner of the lot number eleven-A up to the township of Windsor and the northeast limit of the latter township for the width of the lot number one (1) in Shipton;

Vers le sud-est: le canton de Wotton et le canton de Windsor sur la profondeur déterminée par les bornes précédentes.

A CES CAUSES, Nous avons confirmé, établi et reconnu, et par les présentes confirmons établissons et reconnaissons les limites et bornes de la paroisse de Saint-Aimé-de-Shipton, ci-dessus décrites;

Et Nous avons ordonné et déclaré, et par les présentes ordonnons et déclarons que la paroisse de Saint-Aimé-de-Shipton, décrite comme susdit, sera une paroisse pour toutes les fins civiles en conformité des dispositions des susdits statuts.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes pourront concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles fait apposer le grand sceau de Notre province de Québec. TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé le très honorable SIR CHARLES FITZPATRICK, membre de Notre très honorable Conseil privé et chevalier grand-croix de Notre ordre très distingué de Saint-Michel et Saint-Georges, lieutenant-gouverneur de notre province de Québec.

En l'Hôtel du Gouvernement, de Notre province de QUÉBEC, ce SIXIEME jour de JUIN, en l'année mil neuf cent vingt-deux, de l'ère chrétienne et de Notre règne la treizième année.

Par ordre,
Le sous-secrétaire de la province,
C.-J. SIMARD.

Towards the southeast: the township of Wotton and the township of Windsor for the depth determined by the foregoing boundaries.

KNOW KNOW YE, that we have confirmed, established and recognised and by these presents do confirm, establish and recognise the aforesaid limits and boundaries of the parish of Saint-Aimé-de-Shipton aforesaid;

And We have erected and declared, and by these presents erect and declare the said parish of Saint-Aimé-de-Shipton, to be a parish for all civil purposes, agreeably to the provisions of the aforesaid Statutes.

Of all which Our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed. WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Right Honourable SIR CHARLES FITZPATRICK, Member of Our Most Honourable Privy Council, Knight Grand-Cross of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Lieutenant-Governor of Our said Province.

At Our Government House, in Our City of QUÉBEC, this SIXTH day of JUIN, in the Year of Our Lord, one thousand nine hundred and twenty two, and on the thirteenth year of Our Reign.

By command,
C.-J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary

2400

Département des Terres et Forêts

Department of Lands and Forests

Québec, 31 mai 1922.

Conformément aux articles 1623, 1624 et 1625 S.R.P.Q., 1909, des permis pour la coupe des bois brûlés qui se trouvent sur les territoires vacants compris dans les bassins supérieurs des rivières Sainte-Marguerite, Godbout, Pentecôte, Shel-drake, Mistassini seront offerts à l'enchère publique le quatre juillet 1922, à onze heures du matin, au bureau du gouvernement, à Québec.

CONDITIONS:

- 1.—La durée du permis est fixée à trois ans;
- 2.—Il n'est pas permis d'exploiter aucun arbre vert, car le permis est limité exclusivement à la coupe des arbres tués par l'incendie;
- 3.—L'enchère portera sur un montant additionnel à payer en sus du droit de coupe qui est fixé à \$1.25 les mille pieds, mesure de planche, pour l'épinette, le sapin, le pin gris ou le cyprès, le bouleau, le tremble et le peuplier, la pruche, etc;
- 4.—Une somme de \$200.00 par mille carré sera payée comptant, comme garantie de l'exploitation et du paiement des droits. Elle sera remboursée à l'expiration du permis, si le concessionnaire s'est conformé aux lois et règlements des bois et forêts;
- 5.—L'adjudicataire devra payer comptant en sus de la garantie susdite, un montant de \$22.50

Quebec, 31st May, 1922.

In conformity with articles 1623, 1624 and 1625 R.S.P.Q. 1909, permits for the cutting of burnt timber lying in the vacant territories of the upper basins of the rivers Sainte Marguerite, Godbout, Pentecôte, Shel-drake, Mistassini will be put up to public auction, the fourth day of July, 1922, at eleven o'clock in the forenoon, at the Government office, at Québec.

CONDITIONS:

- 1.—The duration of the permit is fixed at three years;
2. It is not permitted to cut any live tree, the permit being exclusively limited to the cutting of trees killed by fire;
- 3.—The auction shall bear on an additional amount to be paid over and above the timber dues which are fixed at \$1.25 per thousand feet, board measure, for the spruce, balsam, grey pine or banksian pine, white birch, aspen and poplar, hemlock, &c;
- 4.—A sum of \$200.00 per square mile shall be paid cash, as security for the exploitation and payment of the dues. It shall be reimbursed at the expiration of the permit, if the licensee has complied with the Woods and Forests laws and regulations;
- 5.—The adjudicataire shall pay cash in addition to the aforesaid security, a sum of \$22.50 per

par mille carré représentant la rente foncière du dit terrain pour les trois (3) ans;

6.—Le permis sera sujet, sous peine d'annulation, aux lois et règlements des bois et forêts.

Le sous-ministre des terres et forêts,
ELZ. MIVILLE DECHENE.

2457—23-4

square mile representing the ground rent of the land for the three (3) years;

6.—The permit shall be subject, under pain of cancellation, to the Woods and Forests laws and regulations.

ELZ. MIVILLE DECHENE,
Deputy Minister of Woods and Forests.

2458—23-4

Vente—Loi de faillite

Loi de faillite.

Province de Québec, district de Joliette.

In re: Elzéar Martel, manufacturier, de la cité et du district de Joliette, cédant autorisé.

Avis est par le présent donné que le MARDI, ONZIEME jour du mois de JUILLET mil neuf cent vingt-deux, à DIX heures de l'avant-midi, seront vendus par encan public, à l'ancienne place d'affaires du cédant autorisé, en la cité de Joliette, les immeubles suivants cédés par le failli en cette cause, savoir:

1. Un terrain situé sur la rue Saint-Viateur, à Joliette, faisant partie du lot No 117 du cadastre de la ville de Joliette, contenant soixante-dix pieds de largeur, plus ou moins, sur soixante pieds anglais de profondeur; borné en front par la rue Saint-Viateur, en profondeur par partie dudit lot No 117, d'un côté, au nord-est, par la rue Sainte-Anne, et de l'autre côté, au sud-ouest par le No 116—avec bâtisses.

Le dit immeuble sera vendu à la charge:

(a) Des rentes seigneuriales l'affectant;
(b) A la charge d'une rente annuelle et perpétuelle de \$4.00, non rachetable, en faveur de la corporation des Clercs de saint Viateur, payable ladite rente le deuxième jour de janvier de chaque année;

(c) A la charge d'un droit de passage mitoyen en faveur de l'autre partie dudit lot No. 117 du cadastre de la ville de Joliette, ce passage devant s'exercer à la ligne de division pour communiquer de la rue Sainte-Anne sur les terrains susdits, tel passage devant avoir neuf pieds de largeur sur cinquante pieds de profondeur, mesure anglaise, à partir de la rue Sainte-Anne, et à la charge du droit de vue sur ledit passage et sur lesdits terrains, avec droit de mettre et poser les châssis et ouvertures aux bâtisses construites et à être construites sur lesdits lots;

2. Un terrain situé en la ville de Joliette, faisant partie du lot No 98 de la subdivision officielle de partie du lot No 2 du cadastre de la ville de Joliette, contenant cinquante pieds de largeur par cent pieds de profondeur; borné en front à la rue du Grand Nord, d'un côté à la rue Saint-Joseph, en arrière au reste dudit lot No 2-98, de l'autre côté au No 2-97—avec bâtisses (manufacture, etc.) dessus construites, et l'outillage attaché audit immeuble;

3. Un autre terrain faisant aussi partie du lot No 2-98 du cadastre de subdivision dudit lot pour la ville de Joliette, contenant cinquante pieds de largeur par cinquante pieds de profondeur; borné en front par la rue Saint-Joseph, en profondeur par le lot No 2-97, d'un côté au No. 2-91 et de l'autre côté par le résidu dudit lot No 2-98—avec bâtisses.

Sale—Bankruptcy Act

Bankruptcy Act.

Province of Quebec, district of Joliette.

In re: Elzéar Martel, manufacturer, of the city and district of Joliette, authorised assignor.

Notice is hereby given that on TUESDAY, the ELEVENTH day of the month of JULY, one thousand nine hundred and twenty two, at TEN o'clock in the forenoon, will be sold by public auction, at the former place of business of the authorised assignor, in the city of Joliette, the following immoveables assigned by the insolvent in this cause, to wit:

1. A lot of land situate on Saint Viateur street, in Joliette, forming part of the lot No. 117 of the cadastre of the town of Joliette, containing seventy feet in width, more or less, by sixty feet English measure, in depth; bounded in front by Saint Viateur street, in depth by part of the said lot No. 117, on one side, to the northeast, by Sainte Anne street, and on the other side to the southwest, by the No. 116—with buildings.

The said immoveable will be sold subject to:

(a) Seigniorial rents affecting it;
(b) An annual and perpetual rent of \$4.00, unredeemable, in favor of the corporation des Clercs de saint Viateur, the said rent being payable on the second day of January of every year;

(c) A right of way mitoyen in favor of the other part of the said lot No. 117 of the cadastre of the town of Joliette, such right of way to be exercised at the division line to communicate from Sainte Anne street over the aforesaid lots of land, such right of way being nine feet in width by fifty feet in depth, English measure, from Sainte Anne street, and subject to the right of view on the said right of way and on the said lots of land, with right of putting and placing windows and openings in the buildings constructed and to be constructed on the said lots;

2. A lot of land situate in the town of Joliette, forming part of the lot No. 98 of the official subdivision of part of the lot No. 2 of the cadastre of the town of Joliette, containing fifty feet in width by one hundred feet in depth; bounded in front by Grand Nord street, on one side by Saint Joseph street, in the rear by the remainder of the said lot No. 2-98, on the other side by the No. 2-97—with buildings (factory, &c.) thereon erected, and the equipment attached to the said immoveable;

3. Another lot of land also forming part of the lot No. 2-98 of the subdivision cadastre of the said lot for the town of Joliette, containing fifty feet in width by fifty feet in depth; bounded in front by Saint Joseph street, in depth by the lot No. 2-97, on one side by the No. 2-91 and on the other side by the remainder of the said lot No. 2-98—with buildings.

FAIT EN DOUBLE, à Joliette, ce septième jour
du mois de juin mil neuf cent vingt-deux.

2455-23-2

Le syndic autorisé,
J.-C. PERRAULT.

MADE IN DUPLICATE, at Joliette, this seventh
day of the month of June, one thousand nine
hundred and twenty two.

2456-23-2

J. C. PERRAULT,
Authorized trustee.

Index de la Gazette Officielle de Québec, No 23

Index of the Quebec Official Gazette, No 23

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS :—

Dme Aubin vs Mailhot.....	1389
" Boulanger vs Villemure.....	1389
" Caron vs Picard.....	1387
" Coates vs Smith.....	1387
" Cohen vs Kauffman.....	1389
" Cornoyer vs Jolivet.....	1389
" Lahaje vs Demers.....	1388
" Major vs Cloutier.....	1388
" Parent vs Ruel.....	1388
" Thibodeau vs St-Germain.....	1387
" Tremblay vs Tremblay.....	1389
" Veilleux vs Rodrigue.....	1388
" Viau vs Picard.....	1387
" Vineberg vs Vineberg.....	1388
" Wolofsky vs Silverstein.....	1389

ANNONCEURS :—Avis aux :—..... 1369

ARRETES-EN-CONSEIL :—

Saint-Henri, Lauzon, Sainte-Rose-de Laval, etc.....	1370
Permis de circulation sur les terres de la Couronne.....	1412

ASSEMBLÉE :—

Franco-Canadian Dyers, Lt'd.....	1390
----------------------------------	------

AVIS DIVERS :—

Athelstan Cemetery Company.....	1391
Laberge, Fortunat.....	1391
McFarlane, Douglass Co., Lt'd.....	1390
Standard Sand, Limited.....	1390

BUREAUX-CHEF :—

The Ha! Ha! Bay Sulphite Company, Lt'd.....	1391
------------------------------------------------	------

CHARTES—ABANDON DE :—

Beaurivage Lumber Company.....	1392
Steamer Muriel W., Lt'd.....	1392
St. Lawrence Lumber Company.....	1392

DÉPARTEMENT DE LA COLONISATION, ETC. :—

Divers lots annexé à paroisse Larouches.....	1387
Divers lots annexés à paroisse Lac-aux- Ecorces.....	1386

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE :—

Canton Prévost—Saint-Zénon.....	1383
Divers lots à mun. scol. Saint-Antoine- de Pontbriand.....	1381
Divers lots à mun. scol. Saint-Félicien village et paroisse.....	1381

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY :—

Dme Aubin vs Mailhot.....	1289
" Boulanger vs Villemure.....	1389
" Caron vs Picard.....	1387
" Coates vs Smith.....	1387
" Cohen vs Kauffman.....	1389
" Cornoyer vs Jolivet.....	1389
" Lahaje vs Demers.....	1388
" Major vs Cloutier.....	1388
" Parent vs Ruel.....	1388
" Thibodeau vs St-Germain.....	1387
" Tremblay vs Tremblay.....	1389
" Veilleux vs Rodrigue.....	1388
" Viau vs Picard.....	1337
" Vineberg vs Vineberg.....	1388
" Wolofsky vs Silverstein.....	1389

ADVERTISERS :—Notice to :—..... 1369

ORDERS-IN-COUNCIL :—

Saint-Henri, Lauzon, Sainte-Rose-de Laval, &c.....	1370
A travel permit in the Crown Lands.....	1412

MEETING :—

Franco-Canadian Dyers, Lt'd.....	1390
----------------------------------	------

MISCELLANEOUS NOTICES :—

Athelstan Cemetery Company.....	1391
Laberge, Fortunat.....	1391
McFarlane, Douglass Co., Lt'd.....	1390
Standard Sand, Limited.....	1390

CHIEF-OFFICES :—

The Ha! Ha! Bay Sulphite Company, Lt'd.....	1391
------------------------------------------------	------

CHARTERS—SURRENDER OF :—

Beaurivage Lumber Company.....	1392
Steamer Muriel W., Lt'd.....	1392
St. Lawrence Lumber Company.....	1392

DEPARTMENT OF COLONIZATION, ETC. :—

Several lots annexed to parish Larouche.....	1387
Several lots annexed to parish Lac-aux- Ecorces.....	1386

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION :—

Township Prévost—Saint-Zénon.....	1383
Several lots to school mun.: Saint- Antoine-de-Pontbriand.....	1381
Several lots to school mun.: Saint-Féli- cien village and parish.....	1381

Divers lots à mun. scol. Saint-Michel-de-Cèdres.....	1382	Several lots to school mun.: Saint-Michel-des-Cèdres.....	1382
Divers lots à mun. scol.: Sainte-Claire..	1382	Several lots to school mun.: Sainte-Claire	1382
Divers lots à mun. scol.: Saint-Georges-de-Champlain.....	1382	Several lots to school mun.: Saint-Georges-de-Champlain.....	1382
Divers lots à mun. scol.: Saint-Séverin..	1383	Several lots to school mun. Saint-Séverin	1383
Divers lots à mun. scol.: DeSales.....	1383	Several lots to school mun.: DeSales.....	1383
Divers lots à mun. scol.: Village d'Abestos.....	1382	Several lots to school mun.: Village of Asbestos.....	1382
Lot 592 à mun. scol.: de Lafèche.....	1383	Lot 592 of school mun. of Lafèche... ..	1383
Lot à mun. scol. Saint-Ignace-de-Loyola.	1382	Lot to school mun.: Saint-Ignace-de-Loyola.....	1382
Mun. scol. Girardville.....	1384	School mun. Girardville.....	1384
" Messine.....	1384	" Messine.....	1384
" Saint-Amable.....	1385	" Saint-Amable.....	1385
" Saint-Joachim.....	1385	" Saint-Joachim.....	1385
" Latulippe.....	1382	" Latulippe.....	1382
" Norton Creek.....	1385	" Norton Creek.....	1385
" Lac-Saint-Paul.....	1385	" Lac-Saint-Paul.....	1385
" Saint-Joachim.....	1385	" Saint-Joachim.....	1385
" Saint-Amable.....	1385	" Saint-Amable.....	1385
" Sacré-Cœur-de-Jésus.....	1384	" Sacré-Cœur-de-Jésus.....	1384
" Saint-Sébastien.....	1333	" Saint-Sébastien.....	1333
" Saint-Sylvère.....	1384	" Saint-Sylvère.....	1384
" Saint-Armand-Ouest.....	1383	" Saint-Armand-West.....	1383
" Ville Joliette.....	1384	" Town Joliette.....	1384
DÉPARTEMENT DES TERRES ET FORÊTS:—		DEPARTMENT OF LANDS AND FORESTS:—	
Vente, coupe des bois brûlés.....	1416	Sale, burnt timber.....	1416
DÉPARTEMENT DU TRÉSOR:—		TREASURY DEPARTMENT:—	
La Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de la municipalité de la paroisse de Saint-Athanase.....	1385	La Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de la municipalité de la paroisse de Saint-Athanase.....	1385
Griffintown Club.....	1386	Griffintown Club.....	1386
EXAMENS DU BARREAU:—		BAR EXAMINATIONS:—	
Montréal.....	1393	Montreal.....	1393
Ottawa.....	1394	Ottawa.....	1394
Saint-François.....	1394	Saint Francis.....	1394
FAILLI:—		INSOLVENT:—	
Lebeau & Lebeau, faillis.....	1394	Lebeau & Lebeau, insolvents.....	1394
LETTRES PATENTES:—		LETTERS PATENT:—	
J.-A. Déry, Limitée.....	1374	J.-A. Déry, Limitée.....	1374
Montreal Finance Corporation, Lt'd....	1371	Montreal Finance Corporation, Lt'd....	1371
Quebec Hardwoods, Limited.....	1377	Quebec Hardwoods, Limited.....	1377
MINUTES DE NOTAIRE:—		NOTARIAL MINUTES:—	
En faveur de M. Joseph-Lionel Girouard.	1395	In favor of Mr. Joseph-Lionel Girouard.	1395
En faveur de M. Oscar Théoret.....	1395	In favor of Mr. Oscar Théoret.....	1395
NOMINATIONS:—		APPOINTMENTS:—	
Juges de paix, etc.....	1370	Justices of the peace, &c.....	1370
Commissaire d'écoles:—Bas-de-la-Côte-Saint-Louis.....	1383	School commissioner:—Bas-de-la-Côte-Saint-Louis.....	1383
ORDRE DE COUR:—		RULE OF COURT:—	
Lapointe <i>et al</i> vs Produits Sphinx, Lt'd..	1395	Lapointe <i>et al</i> vs Produits Sphinx, Lt'd..	1395
PROCLAMATIONS:—		PROCLAMATIONS:—	
Cour de magistrat pour le district de Saguenay.....	1413	Magistrate's Court for the district of Saguenay.....	1413
Cour de magistrat pour le comté de Terrebonne, à Saint-Jovite.....	1414	Magistrate's Court for the county of Terrebonne, at Saint-Jovite.....	1414
Paroisse Saint-Aimé-de-Shipton.....	1415	Parish Saint-Aimé-de-Shipton.....	1415

SOUMISSIONS:—

Cité de Rivière-du-Loup.....	1300
Municipalité Sainte-Flore-Est.....	1395
Municipalité scol.: Ville LaTuque.....	1396

VENTE D'EFFETS NON RÉCLAMÉS:—

Dominion Express Co.....	1397
--------------------------	------

VENTES—LOI DE FAILLITE:—

Deslauriers, Emile.....	1398
Ducharme, Adélar.....	1398
Laberge, Fortunat.....	1397
Martel, Elzéar.....	1417
Office Requirements, Limited.....	1397

VENTES PAR LES SHERIFS:—

ARTHABASKA:—

Bolduc vs Lehoux.....	1399
Beaudoin vs Métivier.....	1400

BEAUCE:—

La fonderie de Saint-Anselme, limitée vs Caron.....	1400
-----------------------------------------------------	------

BEDFORD:—

Mitchell vs Propriétaires inconnus.....	1400
-----------------------------------------	------

CHICOUTIMI:—

Custeau vs Desgagné.....	1401
--------------------------	------

JOLIETTE:—

Dufresne vs Rainville.....	1402
----------------------------	------

MONTREAL:—

Canadian File & Tool Works, Lt'd vs Vocisano.....	1403
Dastous vs Bédard.....	1404
Fainer <i>et al</i> vs Mondou.....	1402
La corporation de la paroisse de Saint-Laurent vs J. Walter Gage Realty Co.....	1404
Le Crédit Foncier Franco-Canadien vs Le Jardin Zoologique de Montréal.....	1403
Vallières vs Fay.....	1402

NICOLET:—

Daigle vs Dionne.....	1405
-----------------------	------

PONTIAC:—

La Banque d'Hochelaga vs Léger <i>et al</i>	1405
La Fonderie de Plessisville vs Saumur.....	1406

QUEBEC:—

Brown vs Bossé.....	1406
Dame Jacques vs Gagné.....	1407
Dame Marchal <i>et vir</i> vs De la Chevrotière.....	1407
Genois vs J.-H. Ginac, ltée.....	1408
Swift Canadian Co Lt'd vs Ayotte & Talbot.....	1407

SAINT-FRANCOIS:—

Alexander vs Bilodeau.....	1409
Porteous vs Todd.....	1409

TENDERS:—

City of Rivière-du-Loup.....	1300
Municipality Sainte-Flore-East.....	1395
School mun.: Town LaTuque.....	1396

SALE OF UNCLAIMED BAGGAGE:—

Dominion Express Co.....	1397
--------------------------	------

SALES—BANKRUPTCY ACT:—

Deslauriers, Emile.....	1398
Ducharme, Adélar.....	1398
Laberge, Fortunat.....	1397
Martel, Elzéar.....	1417
Office Requirements, Limited.....	1397

SHERIFF'S SALES:—

ARTHABASKA:—

Bolduc vs Lehoux.....	1399
Beaudoin vs Métivier.....	1400

BEAUCE:—

La fonderie de Saint-Anselme, limitée vs Caron.....	1400
-----------------------------------------------------	------

BEDFORD:—

Mitchell vs Unknown proprietors.....	1400
--------------------------------------	------

CHICOUTIMI:—

Custeau vs Desgagné.....	1401
--------------------------	------

JOLIETTE:—

Dufresne vs Rainville.....	1402
----------------------------	------

MONTREAL:—

Canadian File & Tool Works, Lt'd vs Vocisano.....	1403
Dastous vs Bédard.....	1404
Fainer <i>et al</i> vs Mondou.....	1402
The corporation of the parish of Saint-Laurent vs J. Walter Gage Realty Co.....	1404
Le Crédit Foncier Franco-Canadien vs Le Jardin Zoologique de Montréal.....	1403
Vallières vs Fay.....	1402

NICOLET:—

Daigle vs Dionne.....	1405
-----------------------	------

PONTIAC:—

La Banque d'Hochelaga vs Léger <i>et al</i>	1405
La Fonderie de Plessisville vs Saumur.....	1406

QUEBEC:—

Brown vs Bossé.....	1406
Dame Jacques vs Gagné.....	1407
Dame Marchal <i>et vir</i> vs De la Chevrotière.....	1407
Genois vs J.-H. Ginac, ltée.....	1408
Swift Canadian Co Lt'd vs Ayotte & Talbot.....	1407

SAINT-FRANCIS:—

Alexander vs Bilodeau.....	1409
Porteous vs Todd.....	1409

SAINT-HYACINTHE:—

Taillefer vs Lessard..... 1409

TROIS-RIVIERES:—

Bussière vs Vincent..... 1412

Desrochers vs Thibault..... 1410

Landry vs Boucher *et vir*..... 1410

SAINT-HYACINTHE:—

Taillefer vs Lessard..... 1409

THREE RIVERS:—

Bussière vs Vincent..... 1412

Desrochers vs Thibault..... 1410

Landry vs Boucher *et vir*..... 1410

